

MINISTÈRE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR



MINISTÈRE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR



PROGRAMME TOKTEN MALI
Transfert des connaissances à travers
les nationaux expatriés



Au service
des Peuples
et des Nations

Tél./Fax: +223 20 20 33 40 - Cell.: +223 66 74 05 67 / 66 74 05 64 Site web: www.toktenmali.com -
E-mail: tokten@afribone.net.ml

PROJET TOKTEN TRANSITOIRE PRODOC 2017 -2019

Sommaire

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	iii
Effets UNDAF :	1
Résultat(s) escompté(s) du programme de pays :	1
Produit(s) escompté(s) :	1
I. ANALYSE DE LA SITUATION.....	2
II. COOPERATION PRECEDENTE, REALISATIONS & LECONS APPRISES.....	6
<i>Coopérations précédentes</i>	6
<i>Réalisations</i>	7
<i>Le projet TOKTEN-Mali a enregistré des résultats tangibles et intangibles notables :</i>	7
<i>Au niveau des structures d'enseignement supérieur</i>	8
<i>Au niveau de la santé (2009 –juin2016)</i>	9
<i>Au niveau de l'Agriculture (2009 –juin2016)</i>	9
<i>Au niveau des PME/PMI (2009 –juin2016)</i>	10
Leçons apprises	10
III. STRATEGIE.....	11
<i>Organisation et leadership</i>	12
Organisation	12
Leadership	13
Nécessité de l'élaboration d'un plan de communication.....	13
Dispositifs de mise en œuvre	13
Identifier les nouvelles structures partenaires bénéficiaires du TOKTEN.	14
IV. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES	16
V. DISPOSITIFS DE GESTION	21
VI. CONTEXTE JURIDIQUE.....	31
VII. ANALYSE DU RISQUE & MITIGATION	32
VIII.PLAN PLURIANNUEL DE TRAVAIL	35

ANNEXES

Annexe 1 : PLAN ANNUEL DE TRAVAIL.....	48
Annexe 2 : SYNTHESE BUDGET PREVISIONNEL DU PLAN D' ACTIONS TOKTEN PHASE 2017 – 2019	64
Annexe 3 : PROJET ACCORD DE PARTAGE DES COÛTS.....	69
Annexe 4 : PROJET DE DECISION PORTANT CREATION COMITE DE PILOTAGE	75

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANPE :	Agence Nationale pour l'Emploi
APEJ :	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CME :	Conseil de Base des Maliens de l'Extérieur
CNAM	Centre National d'Appui à la lutte contre la Maladie (Ex - Institut Marchoux)
CNPM :	Conseil National du Patronat du Mali
CNRST :	Centre National de la Recherche Scientifique et Technique
CPS :	Cellule de Planification et de Statistique
CREDD :	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CSCRP :	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP :	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DIASPO-IST :	Diaspora intellectuelle, Scientifique et Technique
FAFPA :	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FCFA :	Francs de la Communauté Financière
HCME :	Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur
IER :	Institut d'Economie Rurale
IES :	Institution d'Enseignement Supérieur
INRSP :	Institut National de Recherche en Santé Publique
LCV :	Laboratoire Central Vétérinaire
MME :	Ministère des Maliens de l'Extérieur
OIM :	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PDESC :	Programmes de Développement Economique, Social et Culturel
PIB :	Produit Intérieur Brut
PME-PMI :	Petites et Moyennes Entreprises- Petites et Moyennes Industries

PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PONAM	Politique Nationale de Migration du Mali
PRODOC :	Projet de Document
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH :	Recensement Général pour la Population et l'Habitat)
SOTELMA :	Société Malienne des Télécommunication du Mali et (Téléphonie mobile)
TDR :	Termes de références
TOKTEN :	Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (Transfert des connaissances par l'intermédiaire des nationaux expatriés)
TPE :	Très Petites Entreprises
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO :	Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture ; en anglais : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays : Mali

DOCUMENT DE PROJET

Titre du projet : Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN)

(Transfert des connaissances à travers les nationaux expatriés).

Effets UNDAF :

Effet 3 : d'ici à 2019, les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit (Axe2 de l'UNDAF : Gouvernance). Cet effet est en adéquation avec les axes 1, 4, 5 et 6 du Programme d'Actions du Gouvernement

Résultat(s) escompté(s) du programme de pays :

La performance des structures en charge des secteurs stratégiques de développement, notamment l'Enseignement supérieur, la Santé, l'Agriculture, les PME/PMI et autres Administrations est améliorée par la mise à disposition des compétences des nationaux expatriés de haut niveau pour le renforcement de leurs capacités professionnelles et de productivités.

Produit(s) escompte(s) :

*Au cours de la période 2017- 2019, considérée comme une phase transitoire vers un véritable programme de développement dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale de Migration du Mali (PONAM) , au moins **182** demandes de missions résiduelles en renforcement des capacités au titre de la phase précédente du projet du TOKTEN sont consolidées pour contribuer de manière spécifique à l'atteinte des résultats suivants :*

- 1. les capacités d'encadrement et de formations techniques et professionnelles des structures d'enseignement supérieur sont renforcées et la promotion de la recherche scientifique et technique est améliorée, à travers la réalisation de **120** demandes de missions résiduelles, pour répondre aux normes d'encadrement académiques africaines et internationales ; un système innovant de partage des coûts dans le cadre d'un partenariat est mis en place afin d'assurer une meilleure couverture des financements du Programme de Formation des Formateurs des établissements d'enseignement supérieurs publics ;*
- 2. les capacités des structures en charge des secteurs : Agriculture, Santé et PME/PMI sont renforcées pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; leurs besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise satisfaits à travers la réalisation d'un total de **62** demandes de missions résiduelles qui prennent en compte le genre;*
- 3. Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la PONAM, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet est disponible en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise). Dans cette cartographie des structures bénéficiaires et de leurs besoins d'appui, particulièrement les PME-PMI, l'Agriculture et la Santé, les priorités sont connues pour les femmes et les jeunes. au regard des filières les plus prometteuses en termes d'emploi et/ou possibilités d'auto-emploi ;*
- 4. La communication sous toutes ses formes doit être reconsidérée dans l'architecture du TOKTEN-Mali comme une activité phare pour favoriser son attrait et son exemplarité. Un plan de communication est élaboré pour soutenir les actions du projet.*

Entité d'exécution : PNUD

Organisation d'Exécution : Ministère des Maliens de l'Extérieur

Brève description

Le TOKTEN constitue l'axe 4.4 de la Politique Nationale de Migration du Mali (PONAM) adoptée le 03 septembre 2014. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de cette Politique, le plan triennal d'investissement 2017-2019 du Mali a doté le projet TOKTEN d'un budget de **510 millions de francs CFA (soit 170 millions par an)** pour faire face dans une phase transitoire de trois (3) ans, aux demandes résiduelles de missions en renforcement des capacités au titre de la phase précédente du projet.

Cette phase va poursuivre la valorisation des compétences intellectuelles, scientifiques et techniques de la diaspora Malienne, pour sa participation efficiente au processus de développement économique, social et culturel du pays. Elle vise le développement du Mali à travers le rapatriement des savoirs et des savoir-faire des nationaux expatriés vers les structures étatiques (Enseignement, Santé, Agriculture et autres administrations), le secteur privé (PME/PMI, formation professionnelle et technique), la société civile et les couches les plus défavorisées (femmes et jeunes).

Elle va permettre également la consolidation d'au moins **182** demandes de missions résiduelles en renforcement des capacités résultant de la phase précédente du Projet. Au cours de cette phase transitoire, le projet aura donc pour priorité essentielle de consolider définitivement ces demandes récurrentes avant d'engager le processus d'expansion et de massification de la modalité TOKTEN au Mali prévu dans la PONAM, les conditions n'étant pas encore été totalement réunies pour cette expansion.

Le Gouvernement du Mali, comme lors des phases précédentes du projet a donc sollicité un appui technique et financier du PNUD d'un montant de **300 000 \$US** pour soutenir les dépenses opérationnelles de cette phase transitoire 2017-2019 du projet TOKTEN. Le Gouvernement travaille déjà à l'institutionnalisation du concept « transfert des connaissances à travers les nationaux expatriés » par l'intermédiaire d'un texte réglementaire qui permettra au programme d'obtenir son autonomie budgétaire à travers des inscriptions annuelles systématiques au budget d'État.

Au cours de cette phase transitoire, d'ici 2019, le TOKTEN poursuivra sa mission de renforcement des capacités à travers les nationaux expatriés en réalisant au moins **182** missions d'appui dont **120** dans les structures d'enseignement supérieur et **62** dans les secteurs de l'Agriculture, de la Santé et des PME/PMI, en tenant compte du genre, tant dans le recrutement des experts nationaux expatriés que dans la participation des groupes bénéficiaires aux différentes activités de formations.

Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la Politique Nationale Migratoire du Mali, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet sera effectuée en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise). Cette étude devra établir des priorités au regard des filières les plus prometteuses en termes d'emploi et/ou possibilités d'auto-emploi pour les femmes et les jeunes, notamment au niveau des PME/PMI, l'Agriculture et la Santé.

Période couverte par le programme	2017-2019	Total Ressources requises :	1,389,407 USD
Domaine de résultats prioritaire (plan stratégique)		Total Ressources allouées :	1,389,407 USD
ID attribué par Atlas		• Donneurs :	
Date Démarrage :	2017	○ PNUD :	300,000 USD
Fin :	2019	○ PNUD (Report) :	225,000 USD
Date de réunion du CEP :		○ Gouvernement :	864,407 USD
Mécanisme de gestion :		Non Financé	_____
		Contribution en nature (Gouvernement) :	Hébergement experts

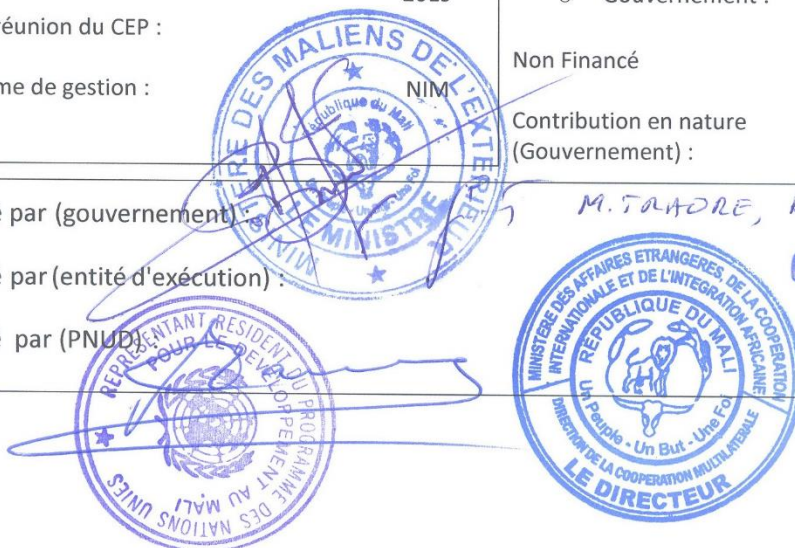
Approuvé par (gouvernement) :

Approuvé par (entité d'exécution) :

Approuvé par (PNUD) :

M. TAADRE, ACM

09 MARS 2017



I. ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Mali est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest d'environ 1.241.238 km² dont les 2/3 sont désertiques. Le pays comptait 17,3 millions d'habitants en 2014 avec un taux de croissance démographique de 3,6% par an.

2. La population est passée de 9 810 911 habitants au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1998 à 14 528 662 habitants selon les résultats du RGPH de 2009, soit un accroissement annuel moyen de 3,6%. Avec un tel taux de croissance, la population du Mali est estimée à 18,3 millions d'habitants en 2016. Si cette tendance se maintient, la population malienne atteindra 23,5 habitants en 2025 et 30,3 millions d'habitants en 2035 (source : Direction Nationale de la Population « Projections démographique, 2010-2035 »). L'importance du taux de croissance démographique grève fortement la croissance économique en raison des nombreux investissements nécessaires pour soutenir ce rythme.

3. Cette forte croissance démographique impacte négativement sur l'évolution des indicateurs sociaux et sur les progrès vers l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD). 24,6% de la population malienne vit dans les centres urbains contre 75,4% en milieu rural. Les femmes représentent 50,8% de la population tandis que les jeunes de moins de 15 ans constituent 48,7% de la population.

4. Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,419 en 2015, le Mali était classé 179^{ème} sur 188 pays dans le monde. La structure de l'économie malienne reste dominée par le secteur primaire qui contribue pour 38% en moyenne à la formation du PIB. Ce secteur emploie 63,1% de la population active occupée. Le secteur secondaire contribue pour 18% au PIB, et utilise 9,8% de la population active occupée. Quant au secteur tertiaire, il représente 37% du PIB et emploie 15,9% des actifs occupés dans le commerce, et 11,2% dans les autres services. Sur la base du milieu géographique d'habitation, la population rurale est occupée à 76% dans le secteur primaire, tandis que celle des centres urbains est occupée à 41% dans le commerce et à 32% dans les services et activités connexes.

5. L'économie malienne repose essentiellement sur le secteur primaire, (agriculture, élevage, pêche, artisanat et commerce) qui fournit 44% du produit intérieur brut. Le pays est largement tributaire des aléas climatiques. Le secteur secondaire représente 21% du PIB et le secteur tertiaire 31% (Source CSLP, 2002).

6. L'analyse de diagnostic effectuée dans le Bilan commun de pays, met effet en exergue la baisse cumulée du PIB dès le début de la crise en 2012. Les crises sécuritaire, politique, sociale, humanitaire, institutionnelle et économique ont affecté l'atteinte des objectifs fixés dans le CSCR. En effet, l'économie a connu une récession en passant de 2,7 % en 2011 à 0,0 % en 2012. De même en 2013, la mauvaise campagne agricole a contribué à fragiliser, la reprise caractérisée par un taux de croissance de 1,7 %. Ainsi, l'objectif de 5,6 % inscrit dans le CSCR 2012-2017 n'a pas été atteint (source : UNDAF 2015-2019).

7. S'agissant plus particulièrement de l'éducation, bien que ce secteur soit prioritaire depuis plus de deux décennies, avec un accroissement continu des dépenses publiques, les indicateurs du système éducatif malien sont parmi les moins performants du monde. L'école malienne se trouve en effet confrontée à d'énormes difficultés qui influent sévèrement sur la qualité de ses prestations : l'insuffisance des infrastructures, l'insuffisance du personnel enseignant, la faible efficacité de la mobilisation de la communauté scolaire et universitaire (parents, enseignants), l'insuffisance de matériels didactiques, le niveau encore faible de la scolarisation des filles, l'insuffisance du nombre d'établissements et la faiblesse de leur capacité d'accueil, l'insuffisance des capacités d'accueil dans les facultés, l'inadéquation de la formation professionnelle et technique par rapport aux besoins de l'économie nationale et l'accès à l'emploi, etc. Pour faire face à cette situation, des appuis additionnels en formations sont nécessaires dont toutes les compétences ne sont pas disponibles localement, d'où le recours à l'expertise de la diaspora Malienne à travers le TOKTEN soutenu par le PNUD et d'autres PTF.

8. Par ailleurs, l'émigration qui est un phénomène mondial prend une dimension particulière dans les pays africains, dont le Mali. En effet, dans notre pays, ce phénomène qui touche toutes les franges de la population s'amplifie et prend des proportions de plus en plus importantes. Comme beaucoup de pays en développement, le Mali connaît une importante émigration de ses experts. Il s'agit souvent de cadres de haut niveau disposant de compétence pointue que le pays d'origine ne peut exploiter en raison de son faible niveau de développement. La raison principale de cette émigration reste la recherche de conditions de vie meilleures par rapport à celles offertes par l'environnement d'origine. Le Mali ne fait pas exception à cette règle. Néanmoins, cet exode constitue une perte réelle pour le pays qui, souvent, a investi beaucoup de temps et de moyens financiers pour l'éducation de ses ressources humaines. Le Mali n'a ni les capacités économiques encore moins le niveau de développement susceptible de faire revenir ses fils dont les qualifications pourraient pourtant être d'un apport déterminant pour le développement du pays.

9. Aussi, afin de faire de ce phénomène une opportunité, le Gouvernement a-t-il mis dans le cadre d'un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), tout un dispositif qui lui a permis depuis 1998 de bénéficier de l'expérience et de la compétence acquises par certains de ses nationaux sous d'autres cieux. C'est le projet TOKTEN ou transfert des Connaissances à travers les Nationaux Expatriés qui est une modalité du PNUD. Cette option qui est une des priorités définies par les autorités Maliennes fait partie intégrante de la nouvelle Politique Nationale Migratoire du Mali adoptée le 03 septembre 2014 dont la vision est de faire de la migration, un atout pour le développement, un facteur de croissance économique, un instrument de lutte contre la pauvreté.

10. En effet, la question migratoire constitue une problématique importante au Mali, qui a adopté en 2006, sa 2^{ème} stratégie de lutte contre la pauvreté (cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, CSCRP, 2007-2011). Le troisième CSCRP adopté le 28 décembre 2011, pour la période 2012-2017, accorde une importance particulière à la migration qui y est traitée comme le 15^{ème} domaine d'intervention de l'axe stratégique intitulé « le renforcement des bases à long terme du développement et à l'accès équitable aux services sociaux de qualité ». Ce cadre stratégique est maintenant relayé par le nouveau Cadre de Relance Economique et de Développement Durable (CREDD, 2016-2018) en prenant en compte tous les défis stratégiques du CSCRP et le Plan d'Actions du Gouvernement (PAG, 2013-2018).

11. Par ailleurs, le Rapport mondial sur le développement humain 2009 qui a eu pour thème « *mobilité et développement humain* » propose certaines réformes afin d'amplifier l'apport de la mobilité au développement humain. Parmi celles-ci, on peut citer la garantie des droits élémentaires des migrants, la réduction des coûts de transaction des migrants et l'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement.

12. Le Programme TOKTEN (transfert de connaissance à travers les expatriés nationaux) entre dans le contexte spécifique qui vise à établir un lien entre migration et développement. En ayant recours à l'expertise des nationaux expatriés, ce programme permet de réduire les effets négatifs de la fuite des cerveaux et de contribuer au renforcement des capacités nationales dans une multitude de domaines.

13. Le développement économique étant basé sur la connaissance, le savoir et le savoir-faire, la diaspora intellectuelle scientifique et technique peut jouer un rôle inestimable pour le développement du tissu industriel du Mali. Certains secteurs sont particulièrement prometteurs. Selon l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali, (<http://www.apimali.gov.ml/investir-au-mali/ou.html>), les secteurs suivants sont déterminés comme les plus grandes opportunités pour l'investissement au Mali: l'agriculture (les terres disponibles occupent près de 46 millions d'hectares), l'agro-industrie (transformation du coton, du sucre, des fruits et des légumes), l'élevage (industrie de transformation de la viande, développement des infrastructures nécessaires à la distribution locale et internationale), l'énergie (des ressources importantes en eau de surface, un potentiel d'énergies renouvelables), les mines (matériaux de construction, sel gemme, or, pierres semi-précieuses telles que le grenat, le diamant, le fer, la bauxite, le manganèse, les phosphates, etc.) et le tourisme.

14.Le plan d'action de la Politique Nationale de Migration (PONAM) adopté par le gouvernement du Mali le 03 septembre 2014 prend en compte le TOKTEN dans son axe 4.4 pour la valorisation du capital humain de la diaspora pour en faire un véritable levier de développement pour toutes les régions du Mali.

15.Pour le financement du présent document de projet (PRODOC), la contribution du gouvernement provient essentiellement des ressources financières prévues pour le TOKTEN dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de sa Politique Nationale de Migration (PONAM).

16.Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de cette Politique, le plan triennal d'investissement 2017-2019 du Mali a doté le projet TOKTEN d'un budget de **510** millions de francs CFA (soit **170** millions par an). C'est pour consolider dans une phase transitoire de trois (3) ans les demandes résiduelles de missions en renforcement des capacités au titre de la phase précédente du projet.

17.Comme lors des phases précédentes du projet, le gouvernement à travers le Ministère des Maliens de l'Extérieur a sollicité un appui technique et financier du PNUD pour la mise en œuvre de la phase transitoire 2017-2019 du projet TOKTEN. En même temps, il lui demandait d'accepter d'assumer la responsabilité de bailleur leader pour la recherche et la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités du projet lors de son passage en mode « programme » prévue dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale migratoire.

18.Le Gouvernement travaille déjà à l'institutionnalisation du concept TOKTEN à travers un texte réglementaire qui permettra à la nouvelle entité d'obtenir son autonomie budgétaire à travers des inscriptions annuelles systématiques au budget d'État.

19.Pour la phase transitoire de trois ans (2017-2019), le budget global du TOKTEN est évalué à **826 871 880** francs CFA. L'engagement du Gouvernement du Mali porte sur une contribution de **510** millions de francs CFA (77,27%) soit 170 millions de francs CFA par an. L'appui financier sollicité auprès du PNUD est évalué à **174** millions de francs CFA (22,73%) soit environ **100** mille dollars US par an, destinés à couvrir les dépenses opérationnelles du projet durant la période transitoire. Un report de crédits d'un montant de **225** mille dollars US, soit **130,5** millions de FCFA porte le montant global du budget à **826 871 880** Francs CFA ($510\,000\,000 + 174\,000\,000 + 12\,371\,880 + 130\,500\,000 = 826\,871\,880$ FCFA).

20.Compte tenu des contraintes financières et organisationnelles de mise en œuvre, il est recommandé de considérer la période 2017-2019 comme une phase transitoire vers le programme de développement souhaité par la PONAM à travers l'utilisation des compétences de la diaspora qualifiée.

21.Le Gouvernement, après la période transitoire, abandonnera l'approche « projet » au profit de l'approche « programme » en institutionnalisant le concept « **transfert des connaissances par l'intermédiaire des nationaux expatriés** » à travers un texte réglementaire lui permettant d'avoir des inscriptions annuelles systématiques au budget d'État.

Les nations unies & le Mali

22.C'est le Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali dit UNDAF 2015-2019, qui « décrit la réponse collective, cohérente et intégrée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, des fonds, programmes et institutions spécialisées, résidentes et non résidentes, des Nations Unies au Mali, aux priorités et besoins nationaux du pays pour la période 2015-2019 ». Ceux-ci sont particulièrement reflétés dans le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) et le Plan d'Actions du Gouvernement (PAG).

23.Les Nations Unies s'engagent à mettre en œuvre l'UNDAF 2015-2019 sous le leadership du Gouvernement de la République du Mali et en collaboration avec les autres partenaires du développement du pays, pour les quatre axes suivants : **1-** Le renforcement de la sécurité, de la paix

et de la réconciliation nationale ; **2-** La promotion de la bonne gouvernance ; **3-** L'accès aux services sociaux de base de qualité ; **4-** Une croissance inclusive et un développement durable.

II. COOPERATION PRECEDENTE, REALISATIONS & LECONS APPRISES

Coopérations précédentes

24.Entre 1998 et 2016, le TOKTEN-Mali s'est exécuté en trois grandes phases et un véritable partenariat s'est développé autour de ce projet. Il a connu une phase TOKTEN initial (1998-2008) avec une orientation prioritaire vers l'enseignement supérieur. Cette phase (1998-2008) a été financée dans un cadre partenarial constitué du Mali, du PNUD, de la Coopération Française et de Globalgiving avec d'appui financier cumulé de 1 105 449 276 Francs CFA répartis comme suit : Gouvernement du MALI: 394 853 000 FCFA ; PNUD: 574 791 740 FCFA; France: 134 111 615 FCFA; Globalgiving: 1 692 921 FCFA.

25.Une deuxième phase du Projet dénommée TOKTEN élargi a été mise en œuvre pour la période 2008-2011 avec l'assistance financière du PNUD et de l'Union Européenne dans le cadre d'un accord global avec le Gouvernement du Mali. Le TOKTEN élargi, en plus de l'enseignement supérieur, inclut trois nouveaux secteurs : l'Agriculture, la Santé et les PME/PMI) pour un financement cumulé de : 771 millions de FCFA avec des contributions du Gouvernement du Mali (225 millions FCFA), de l'Union européenne (426 millions FCFA) et du PNUD (120 millions).

26.La troisième Phase est la suite du TOKTEN élargi (2012-2016) : elle est financée dans le cadre d'un accord de partage des coûts signé le 19 octobre 2011 entre le PNUD et le Gouvernement du Mali s'était engagé à mobiliser pour le compte du Projet TOKTEN, la somme de 734 791 000 le PNUD ayant pris en charge les dépenses opérationnelles du Projet pour 500 000 US\$. Globalement, entre 1998 et 2014, le TOKTEN a bénéficié de financement cumulé d'un montant de 2 760 305 276 FCFA dont 1 353 318 000 FCFA constituent les efforts du Gouvernement Malien.

27.Au cours de la période 2017- 2019, considérée comme une phase transitoire vers un véritable programme de développement dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale de Migration du Mali (PONAM) , au moins **182** demandes de missions résiduelles en renforcement des capacités au titre de la phase précédente du projet du TOKTEN sont consolidées pour contribuer de manière spécifique à l'atteinte des résultats suivants :

28.les capacités d'encadrement et de formations techniques et professionnelles des structures d'enseignement supérieur sont renforcées et la promotion *de la recherche scientifique et technique est améliorée*, à travers la réalisation de **120** demandes de missions résiduelles, pour répondre aux normes d'encadrement académiques africaines et internationales; un système innovant de partage des coûts dans le cadre d'un partenariat est mis en place afin d'assurer une meilleure couverture des financements du TOKTEN et du Programme de Formation des Formateurs des établissements d'enseignement supérieurs publics ;

29.les capacités des structures en charge des secteurs : Agriculture, Santé et PME/PMI sont renforcées pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; leurs besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise satisfaits à travers la réalisation d'un total de **62** demandes de missions résiduelles qui prennent en compte le genre;

30.Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la PONAM, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet (secteur public, privé et autres secteurs spécifiques) est disponible en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise). Dans cette cartographie des structures bénéficiaires et de leurs besoins d'appui, particulièrement les PME-PMI, l'Agriculture et la Santé, les priorités sont connues pour les femmes et les jeunes, au regard des filières les plus prometteuses en termes d'emploi et/ou possibilités d'auto-emploi. De plus l'élaboration d'une nouvelle stratégie de mobilisation de la Diaspora qualifiée est nécessaire, en corollaire à l'identification de nouveaux besoins et de nouvelles sources de financement pour faire face à cet élargissement du TOKTEN-Mali.

31. Mettre en place un plan de communication pour soutenir les actions du projet. En effet, la communication sous toutes ses formes doit être reconsidérée comme une activité phare dans l'architecture du TOKTEN-Mali pour favoriser son attrait et son exemplarité.

32. Après la période transitoire 2017-2019, le Gouvernement abandonnera l'approche «projet» au profit de l'approche «programme» en institutionnalisant le concept « **transfert des connaissances par l'intermédiaire des nationaux expatriés** » à travers un texte réglementaire lui permettant d'avoir des inscriptions annuelles systématiques au budget d'État.

33. Pour cette phase transitoire de trois ans (2017-2019), le budget global du TOKTEN est évalué à **790 500 000** francs CFA. L'engagement du Gouvernement du Mali porte sur une contribution de **510** millions de francs CFA (77,27%) soit **170** millions de francs CFA par an. L'appui financier sollicité auprès du PNUD est évalué à **150** millions de francs CFA (22,73%) soit environ **100** mille dollars US par an, destinés à couvrir les dépenses opérationnelles du projet durant la période transitoire, auquel il faut ajouter un report de crédit d'un montant de **225 000\$US**, soit environ **130 500 000** Francs CFA, issus de l'exécution budgétaire précédente du projet ($510\,000\,000 + 150\,000\,000 + 130\,500\,000 = 790\,500\,000$ FCFA).

34. En plus, un système innovant de partage des coûts est envisagé dans le cadre d'un partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur pour assurer une meilleure couverture des financements du TOKTEN et du Programme de Formation des Formateurs de cet ordre d'enseignement.

35. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le partenaire historique du projet TOKTEN-Mali depuis 1998. La gestion de toutes les ressources du projet lui sera alors confiée dans le cadre d'accords de partenariat avec le Gouvernement malien pour assurer au projet TOKTEN une certaine stabilité tant au niveau du financement que de la durabilité du projet. Dans cette phase transitoire du TOKTEN, la poursuite de cette coopération avec le PNUD s'impose donc pour la dévolution au Mali de la modalité transfert des connaissances à travers les nationaux expatriés. L'implication du PNUD dans cette phase transitoire, favorisera sans nul doute un plus grand dialogue sur les politiques entre les donateurs, le gouvernement et les partenaires, ce qui contribuera pour la phase future d'expansion du projet dans le cadre d'une véritable structure nationale, à renforcer les efforts déployés pour fournir une aide ciblée et efficace et obtenir des résultats de développement pour le long terme dans le cadre d'un partenariat multiforme.

Réalisations

36. À la date du 30 Juin 2016, le répertoire actualisé du TOKTEN comporte **545** nationaux expatriés dont **55** femmes repartis par secteur comme suit : Education (**278** experts nationaux expatriés dont **25** femmes), Agriculture (**59** experts nationaux expatriés dont **3** femmes), Santé (**84** experts nationaux expatriés dont **18** femmes) et PME/PMI (**124** experts nationaux expatriés dont **9** femmes). La base de données actualisée du projet comporte 165 structures bénéficiaires repartis par secteur comme suit : Education (**37** structures bénéficiaires), Agriculture (**27**), Santé (**38**), PME/PMI (**54**) et autres administrations (**9**). Un total de **815** missions de renforcement des capacités a été réalisé dans différents secteurs d'intervention du Projet : Education (**725** missions d'appui), Agriculture (**13**), Santé (**29**), PME/PMI (**37**) et autres administrations (**11**). **12** femmes ont réalisé des missions dans le secteur de l'enseignement supérieur, **2** femmes en Agriculture, **6** en santé et **7** en PME/PMI.

Le projet TOKTEN-Mali a enregistré des résultats tangibles et intangibles notables :

37. La prise en charge presque intégrale du financement par le Gouvernement du Mali à hauteur de 734 791 000 FCFA du Projet TOKTEN pour la période 2012 à 2016 est un gage pour sa durabilité et crée les conditions pour une appropriation nationale. Le renforcement des capacités nationales constitue l'un des fondements du Projet TOKTEN. Les institutions comme l'éducation où l'on note encore le niveau faible de scolarisation des filles, l'Agriculture, la Santé et les PME/PMI ont d'énormes besoins en renforcement des capacités, les formations initiales et professionnelles disponibles n'étant pas adaptées aux besoins du marché. Cette inadéquation de la formation initiale professionnelle et technique par rapport aux besoins de l'économie nationale et l'accès à l'emploi des groupes faibles

comme les femmes et les jeunes, a justifié l'intervention du TOKTEN pour des formations additionnelles dans les domaines cités, afin de permettre à ces groupes cibles d'être plus performants pour répondre aux tendances évolutives du monde et être compétitifs plus spécifiquement au niveau sous-régional de la CEDEAO et notamment de l'UEMOA qui vient d'entreprendre une harmonisation des diplômes et des programmes de formation dans tous les pays de l'Union.

Au niveau des structures d'enseignement supérieur

38.L'accroissement explosif du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur au Mali, de 1998 à nos jours, est au cœur de beaucoup de difficultés de l'enseignement supérieur Malien. Ces accroissements énormes, en eux-mêmes, peuvent ne pas causer de soucis si la dimension du corps professoral et la capacité des locaux s'élargissaient proportionnellement. Dans le cas du Mali, la capacité des locaux des facultés et des grandes écoles a été surpassée par la grande dimension de la population estudiantine. Les grandes contributions du TOKTEN, ci-dessous mentionnées, ont consisté à résoudre les besoins pressants d'effectifs d'enseignants (en nombre et en qualité), de supervision (encadrement) de la recherche, et de développement de programmes avec l'assistance des nationaux expatriés.

39.Au niveau des structures d'enseignement supérieur, le TOKTEN a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur. Il a largement atteint cet objectif grâce aux interventions des experts nationaux expatriés. Ainsi, selon le rapport d'évaluation à mi-parcours du Programme de Formation des Formateurs (2015), avec l'accompagnement du projet TOKTEN, toutes les facultés ont intégré ou cherchent à intégrer le système LMD (Licence, Master et Doctorat) en vigueur actuellement dans les universités affiliées au Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES). L'intervention du programme a en outre contribué à l'homologation des diplômes des universités de Bamako auprès du CAMES et dans certaines universités partenaires avec lesquelles des accords de cotutelle de thèses ont été signés comme : les universités de Rouen (France), Blaise-Pascal (France), Strasbourg (France), Bâton Rouge (USA). Le projet TOKTEN a donc contribué à l'ouverture des universités maliennes sur l'international.

40.Il convient également de noter une amélioration et un accroissement de l'accès aux ressources académiques et documentaires, notamment les abonnements à diverses revues scientifiques (les Annales de l'Université Blaise Pascal à travers le Pr Bertin DIARRA), des dons de plusieurs centaines de livres didactiques et pédagogiques et d'équipements de laboratoires reçus à travers un consultant provenant de l'Université de Rouen (Pr Eloi DIARRA).

Effets induits

41.Au titre des effets induits du Programme, il convient également de citer l'équipement des laboratoires de chimie de la Faculté des Sciences et Techniques (FST) à travers un expert national expatrié, le Pr Abdoulaye DOUCOURE (USA) pour une valeur marchande estimée à 80 millions de CFA. A travers un autre expert de la diaspora intervenant dans le programme, le Docteur Madame DIALLO Daffa KEÏTA (France) des dons pour une valeur marchande estimée à plus 100 millions de CFA ont été reçus en équipement, en matériel médical et en documentation pour l'hôpital du Point G et les différents Centres de Santé de Références du District de Bamako qui reçoivent de nombreux stagiaires de la Faculté de Médecine. Ces différents matériels ont contribué à améliorer la qualité des formations dispensées par les structures bénéficiaires et à améliorer les plateaux techniques des centres de santé.

42.Du rapport d'évaluation du TOKTEN en septembre 2011, il ressort que la contribution du Programme TOKTEN au renforcement des capacités est également reflétée par l'encadrement et l'enseignement dans des matières hautement spécialisées : Doctorats, Masters, DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies), et DESS (Diplôme d' Etudes Supérieures Spécialisés) dont certaines ne peuvent pas être toutes encadrées et enseignées localement. Ces types d'interventions constituent un réel transfert de connaissances des nationaux expatriés aux étudiants et aux homologues locaux qui sont en mesure de poursuivre l'enseignement de ces matières, assurant ainsi la durabilité de ces interventions.

43.Le film documentaire sur le TOKTEM-Mali, intitulé « Tokten rapatrie les savoirs », réalisé par Mme Dominique CHADWICK (une Freelance Britannique), renseigne que les experts TOKTEN ont eu l'avantage d'identifier et de résoudre certains problèmes que leurs homologues locaux ne pouvaient faire, faute de moyens adéquats. Ils ont communiqué leurs savoirs et savoir-faire aux homologues locaux tout en leur apprenant à enseigner autrement. Dans ce film, comme l'affirme un responsable de structure, le Pr Komakan KONATÉ de la Faculté des Sciences et Techniques « *le TOKTEN a eu pour effet, un changement de comportement de la part des professeurs enseignants et chercheurs* » et le Pr Komakan KONATÉ de poursuivre : « *le Pr Diola BAGAYOKO (de la Diaspora Malienne aux USA) nous a appris, à nous autres physiciens, à enseigner la physique autrement.*».

44.Il ressort également du rapport d'évaluation à mi-parcours du Programme de Formation des Formateurs (2015) mis en place par les universités, que les experts nationaux expatriés ont aussi contribué à la formation continue de **289** homologues assistants, de **105** nouveaux docteurs dans le cadre de ce Programme de Formation des Formateurs en plus des **32** nouveaux docteurs strictement dans le cadre du projet TOKTEN. Ces différentes formations doctorales ont eu lieu dans les domaines suivants : *Mathématiques, Physiques-Chimie, Biochimie, Biotechnologie, Bio-informatique, Informatique et Droit*. Ces enseignants ainsi formés contribuent à résorber le déficit en enseignants en nombre et en qualité et constituent aujourd'hui les relais futurs au sein des structures d'enseignement supérieur maliennes.

45.Dans l'approche de sa mise en œuvre, le projet intègre les préoccupations du genre tant au niveau du recrutement des experts expatriés que dans la participation bénéficiaires aux activités du programme. Ainsi, entre 2009 et juin 2016, les effets du projet sont indéniables notamment en ce qui concerne les jeunes (hommes et femmes) qui participent aux activités de formations en renforcement des capacités tant dans les structures universitaires que les secteurs : Agriculture, santé et PME/PMI.

46.Ainsi, globalement, les fiches de réalisations produites par les différentes structures bénéficiaires renseignent que **20 563** personnes adultes, jeunes et femmes dont **16 918** hommes et **3 645** femmes ont bénéficiés de ces formations complémentaires. *Par exemple : entre 2009 et juin 2016, au niveau des différents secteurs d'intervention du projet : Enseignement supérieur : 18 431 formées dont 15 215 hommes et 3 216 femmes ; PME/PMI : 670 formées dont 544 hommes et 126 femmes ; Santé : 622 formées dont 482 hommes et 140 femmes ; Agriculture : 377 formées dont 312 hommes et 65 femmes ; Autres Structures et Administrations : 463 formées dont 365 hommes et 98 femmes.*

Au niveau de la santé (2009 –juin2016)

47.Au niveau du secteur de la santé, il ressort des fiches de réalisation des missions établies par ce secteur que : **622** personnes dont **482** hommes et **140** femmes ont bénéficié de formations complémentaires et plus particulièrement à la Cellule de Planification et de Statistique de la santé, 20 personnes ont été formées et outillées au processus de planification stratégique, au suivi exécution et à l'évaluation des programmes publics de santé, dans la perspective d'une meilleure performance du système de santé. En 2015, à l'hôpital du Mali 12 personnes dont 8 hommes et 4 femmes ont pu assimiler les techniques d'opération chirurgicale du prolapsus-génital de dernier stade.

Au niveau de l'Agriculture (2009 –juin2016)

48.Les fiches de réalisations établies par les structures bénéficiaires indiquent que globalement les capacités de 377 personnes dont 312 hommes et 65 femmes ont été renforcées. Par exemple : i) à l'issue d'une formation en biométrie, la direction de l'IER a négocié avec l'expert TOKTEN un appui périodique annuel pour pallier le manque de biométricien au niveau de ce service. Un noyau de sept (7) formateurs en Système d'Informations Géographique (SIG) a été formé parmi les cadres de l'IER. Les résultats escomptés, à travers ces missions, étaient de permettre aux chercheurs de mieux cerner les problématiques inhérentes à l'expérimentation agricole. Elle a débouché sur la distribution d'une copie d'un logiciel spécialisé (MSTATC) avec l'introduction nécessaire pour réaliser toutes les analyses courantes en biométrie. Les sept (7) personnes formées disséminent actuellement à leurs collègues la formation reçue. ii) en 2015, à l'Institut d'Economie Rurale et au Laboratoire Vétérinaire Centrale,

selon les fiches de réalisations de missions transmises par ces deux structures d'accueil, 85 personnes dont 72 hommes et 13 femmes ont reçu et assimilé des formations complémentaires portant sur « les dispositifs expérimentaux; les techniques d'analyse des données, l'interprétation des résultats, l'information et la généralité sur les théories et méthodes statistiques ». Dans la filière agroalimentaire de l'Institut de formation professionnelle de Ségou, 66 personnes dont 13 femmes ont été formées à l'analyse microbiologique et biochimique des aliments transformés ou conservés.

Au niveau des PME/PMI (2009 –juin2016)

49.L'Agence Nationale Pour l'Emploi, le Centre du Secteur Privé et l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali constituent les portes d'entrée du projet TOKTEN au niveau des PME/PMI. Ces trois structures travaillant avec un grand nombre d'entreprises et d'associations professionnelles ont permis au TOKTEN des interventions au niveau des PME/PMI.

50.Au niveau de la Conférence Régionale des Chambres de Métiers de Mopti, quinze (15) maîtres artisans dont 6 femmes ont été formés à la confection et à la vulgarisation des équipements d'énergie solaire : cuiseurs, séchoirs et chauffe-eau solaires. La formation de ces artisans ruraux a permis une certaine autonomisation qui améliore leurs capacités à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ainsi, les groupements d'artisans formés à Mopti et à Bamako par les experts TOKTEN se sont constitués en Groupements d'Intérêt Économique (GIE). Regroupées au sein de ces structures, ces artisans constituent une puissante force de défense de leurs intérêts matériels et moraux et peuvent à présent initier, planifier et gérer leurs initiatives propres et locales de développement.

51.Globalement selon les fiches de réalisations des missions produites par les structures bénéficiaires, les renforcements des capacités ont concerné 670 personnes dont 544 hommes et 126 femmes. Par exemple, en 2015, 75 personnes dont 60 hommes et 15 femmes ont été formées à « la problématique de l'énergie au Mali, la problématique des énergies renouvelables, l'analyse des projets d'énergies photovoltaïques, l'analyse des projets éoliens, l'analyse des projets d'efficacité énergétique, le diagnostic des voitures électroniques dans la réparation des autos et dans le maniement des équipements modernes pour services-auto ».

52.Il a été noté que des résultats intangibles importants ont été enregistrés par le TOKTEN. Les consultants TOKTEN ont contribué souvent à l'introduction d'innovations dans certains secteurs d'intervention du projet, par exemple : au niveau universitaire : l'Approfondissement de la réflexion sur la création des programmes de 3ème cycle ; l'intégration du système LMD (Licence, Master et Doctorat) en vigueur actuellement dans les universités affiliées au Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) Daouda SANGARE (France), Issa DIAWARA (France). Au niveau de l'Agriculture : restructuration par Mme MAIGA Fanta DIALLO (Gabon) des Centres d'apprentissage Agricole et formation de 64 formateurs des quatre centre nationaux. Au niveau de la Santé : Introduction de la chirurgie par Visio-chirurgie avec le Docteur Ibrahim TRAORE (France).

53.Le TOKTEN-Mali travaille en étroite collaboration avec, le MSAS (Malian Society of Applied Sciences ou Société Malienne des Sciences Appliquées). Le MSAS est une initiative des Scientifiques de la Diaspora malienne qui associe de nombreux chercheurs locaux et étrangers de tous les continents. Le MSAS resserre les liens entre les intellectuelles Maliens de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Il permet de stimuler chez les jeunes étudiants (hommes et femmes) l'envie de venir à la science et au savoir à travers de grands chercheurs. Ces membres et autres scientifiques organisent tous les deux ans des symposiums pour présenter les résultats de leurs publications et discuter de sujets d'actualité préoccupants de l'heure.

Leçons apprises

54.Les leçons apprises au cours de la mise en œuvre du projet TOKTEN ont été globalement les suivantes :

- le potentiel de contribution de la diaspora va bien au-delà des transferts de fonds. La mise en œuvre du Projet TOKTEN a prouvé que la mobilisation de l'expertise nationale de la Diaspora

intellectuelle, scientifique et Technique peut contribuer efficacement au développement économique et social à travers des missions d'appui dans divers domaines ;

- l'enseignement supérieur constitue toujours le premier domaine d'intervention du projet avec **725** missions d'appui en renforcement des capacités, soit **88,96%** du total des interventions ;
- le développement de **18** accords de coopération entre les Universités du Mali et les institutions des nationaux expatriés pour l'initiation des projets de recherches et les encadrements de thèses de doctorat en cotutelle a constitué l'ouverture des universités sur l'extérieur ;
- l'existence d'un plan de formation du personnel au niveau de la santé, de l'agriculture et de certaines administrations centrales constitue également une opportunité pour les interventions du TOKTEN ;
- le retour définitif d'au moins **30** missionnaires a été constaté. Un suivi régulier devrait être fait pour valoriser ces retours volontaires par le Gouvernement, sans que ceux-ci ne soient considérés comme objectifs du projet, mais plutôt un engagement volontaire citoyen des intéressés à s'intégrer au tissu économique du Pays ;
- l'absence d'un statut officiel pour les intervenants TOKTEN qui ne permet pas d'intégrer de façon structurelle les missions TOKTEN au fonctionnement des Universités ;
- l'absence de points focaux pour la phase 2012-2016 du projet au niveau des secteurs PME/PMI, Agriculture et Santé. Les Points Focaux désignés dans les phases antérieures au niveau des secteurs Education, PME/PMI, Agriculture et Santé étaient en même temps, les responsables en charge de la formation et du perfectionnement dans ces secteurs. Ces Points Focaux sont des personnes ressources qui sont les interfaces entre leurs départements respectifs et la Coordination du TOKTEN.
- Le programme a contribué à donner de la visibilité au PNUD quant à sa contribution perçue positivement par le gouvernement malien ;
- la synergie et la complémentarité développée entre l'intervention du PNUD et le Gouvernement malien ont aidé à l'atteinte des résultats enregistrés ;
- Dans le cadre de la modalité TOKTEN, il est établi que l'expert issu de la diaspora renoue volontairement avec le Mali dans des conditions professionnelles différentes à plusieurs égards du contexte des vacances. Les experts nationaux expatriés ont appris à mieux apprécier le marché professionnel local ; contribué au renforcement des capacités dans les secteurs de l'éducation, de l'Agriculture de la Santé et des PME/PMI.
- Les institutions et structures bénéficiaires ont pu explorer des dispositifs de développement stratégique révélés par les missions d'experts nationaux expatriés (exploration de possibilités de mises en relation des entreprises privées locales avec les structures d'origine des experts de la diaspora).

III. STRATEGIE

55.La stratégie de mise en œuvre du Projet TOKTEN à travers cette phase transitoire consistera en un renforcement des acquis des phases précédentes du Projet tout en développant de nouveaux partenariats destinés à une meilleure durabilité et une appropriation nationale renforcée dans le cadre de la création d'une structure Nationale pérenne.

56.La création de cette nouvelle structure nationale va nécessiter l'articulation des interventions des experts aux priorités définies par le Gouvernement du Mali dans le plan d'action de sa politique nationale de migration. L'extension des interventions du Programme à toutes les régions du Mali et son ouverture à d'autres secteurs donc, la pérennisation du TOKTEN dans le cadre d'un Programme National beaucoup plus ambitieux est également en phase avec l'UNDAF, le PAG, le CSCRP et le CREDD qui prennent en compte les préoccupations du genre.

Organisation et leadership

Organisation

57. Dans cette phase transitoire 2017-2019 du Projet, les outils de la stratégie de sa mise en œuvre et de son expansion à toutes les régions du Mali doivent être déjà balisés, tenant compte d'une approche de la gestion du changement qui doit s'appuyer sur un certain nombre de principes afin de maximiser les chances de succès recherchés. A toutes les étapes du passage du TOKTEN initial à un Programme ouvert à toutes les régions du Mali, il importe d'intégrer les préoccupations du genre et d'associer tous les partenaires : Gouvernement, PTF, bénéficiaires, comité de pilotage, Cellules de Planification et de Statistique de différents Départements ministériels, organes de mise en œuvre du projet, antennes de relais, conseils de base du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, points focaux, société civile etc.

Les Points Focaux : en vue d'une meilleure implication des structures bénéficiaires du TOKTEN dans la mise en œuvre des différentes composantes du programme, les Points Focaux désignés par certains Ministères ou autres structures bénéficiaires pourront être maintenus : au niveau de l'Université, de la Santé, de l'Agriculture et de l'Agence Nationale pour l'Emploi(ANPE) pour les secteurs PME-PMI. Ces Points Focaux qui seront les interfaces entre leurs départements respectifs ou structures et la Coordination du TOKTEN, bénéficieront des primes mensuelles prévues au budget du projet. Ces primes sont payables uniquement sur production de rapports d'activités.

Les Antennes de Relais travaillent avec la coordination du projet TOKTEN depuis sa mise en œuvre en 1998. Elles ont pour missions d'assurer : le contact avec les cadres maliens résidents à l'étranger ; la contribution à la diffusion de l'esprit du TOKTEN, pour une grande mobilisation, mais aussi pour améliorer le système d'identification et de sélection des compétences susceptibles de participer aux activités du programme. Les responsables d'Antennes de Relais fournissent des efforts financiers sur ressources propres pour leurs déplacements à l'intérieur de leur zone d'intervention et pour d'autres dépenses liées au fonctionnement de l'antenne. Pour compenser ces dépenses, il est alloué aux responsables désignés, un budget de fonctionnement annuel. Le budget de fonctionnement annuel responsable d'Antennes de Relais est payable uniquement sur production de rapports d'activités

58. La société civile doit être également considérée comme un partenaire de tous les instants, car en cas de difficulté, elle pourra devenir une alliée de premier plan. Il est clair que, dans ce contexte, l'approche de la gestion du changement devra être caractérisée par la détermination du leadership du projet, mais aussi par la nature souple et répétitive du processus de mise en œuvre qui devra être à même de s'adapter, avec la souplesse voulue non seulement aux difficultés, mais aussi aux opportunités qui se présenteront, sans doute, tout au long de la mise en œuvre.

59. De fait, la stratégie adoptée est une approche qui a le souci de la recherche de la plus grande synergie entre les différents partenaires du projet. Le TOKTEN-Mali qui s'inscrit désormais, dans le cadre de la Politique Nationale de Migration du Mali (PONAM) dans son axe 4 « Valoriser les capacités des diasporas au développement national » se situe effectivement dans la perspective d'une ouverture à toutes les régions. Il doit être non seulement un instrument de renforcement des capacités des structures nationales et privées, mais davantage un outil de valorisation de l'expertise nationale expatriée malienne dans toute sa diversité, d'où la nécessité de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de mobilisation de la Diaspora qualifiée, l'identification de nouveaux besoins et de nouvelles sources de financement pour faire face à cet élargissement du TOKTEN.

60. En offrant une opportunité à une partie de la diaspora malienne de revenir dans le cadre d'une intervention visant à un transfert des connaissances, opportunité en grande partie financée sur le budget de l'Etat Malien, ce qui traduit bien une appropriation durable du programme, le TOKTEN valorise les liens sociaux et humains entre Maliens de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Dans sa phase transitoire 2017-2019, le TOKTEN doit s'inscrire dans une démarche de consolidation de nombreux avantages et résultats déjà obtenus. A l'issue de cette phase, s'engagera un élargissement accru des domaines d'intervention (administration publique, éducation, santé, Agriculture, secteur privé,

collectivités territoriales, autres ONG et Associations, secteurs stratégiques du développement, etc.) et un renforcement de la structure actuelle de gestion du programme au profit d'une structure plus autonome financièrement et administrativement.

Leadership

61.Le Cadre institutionnel de mise en œuvre du projet reste le gouvernement représenté par le Ministère des Maliens de l'Extérieur qui entreprendra, en collaboration avec le PNUD les démarches nécessaires, en vue d'une bonne information niveau du grand public sur les objectifs et les buts du nouveau programme [PONAM] qui sera implémenté sur les cendres de l'ancien TOKTEN. Le programme TOKTEN est une modalité du PNUD qui a démarré en 1977 en Turquie. Il existe aujourd'hui dans plus de 60 pays parmi lesquels on peut citer : Chine, Egypte, Liban, Palestine, Pakistan, Pologne, Guinée Conakry, Nigeria, Maroc, Ouganda, Burundi, Venezuela, Argentine, Pérou etc.

62.Le PNUD, donc, de par son universalité et ses expériences uniques dans toutes les régions du monde, est capable de mobiliser les expertises requises sur le plan international et d'autres financiers, comme il l'a fait en 2004 avec la France et en 2008 avec l'Union Européenne. L'assistance technique du PNUD a été souvent multisectorielle couvrant plusieurs domaines de développement humain, économique et social. Cette implication du PNUD favorisera également un plus grand dialogue sur les politiques entre les donateurs, le gouvernement et les partenaires, ce qui contribuera à renforcer les efforts déployés pour fournir au TOKTEN une aide ciblée et efficace et obtenir des résultats de développement pour le long terme.

Nécessité de l'élaboration d'un plan de communication

63.Mis en œuvre depuis 1998, le TOKTEN-Mali est resté assez peu connu quant à ses nombreux résultats significatifs tant au niveau national qu'international. Ce déficit de communication a rendu les missions et les résultats du programme peu visibles pour un grand nombre de partenaires et de secteurs.

64.Aujourd'hui que le Gouvernement a manifesté son grand intérêt à redynamiser le TOKTEN dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique migratoire, il est devenu essentiel de donner une plus grande visibilité aux missions et aux actions de ce projet phare, en le dotant d'un véritable Plan de Communication. L'objectif général au niveau national, visé par ce plan de communication, consistera à mieux faire connaître le programme aux partenaires au développement, à l'Administration, au secteur privé, à la Société civile, aux bénéficiaires potentiels et aux experts de la diaspora.

65.Le Ministère des Maliens de l'extérieur pourrait, par exemple, initier une audience du Premier Ministre du Mali ou organiser une manifestation médiatique en faveur de la trentaine d'experts ayant décidé leur retour à la suite des missions TOKTEN en s'installant définitivement au Mali et en occupant des fonctions importantes dans divers secteurs : Administration centrale, privé, universités, ONG, etc. La médiatisation de cette audience pourrait redonner au nouveau TOKTEN, à l'horizon 2019, son élan et refaire sa perception positive auprès du grand public (Cf. Annexe : liste des experts expatriés rentrés définitivement au Mali).

Dispositifs de mise en œuvre

66.Le TOKTEN doit poursuivre la réalisation d'une assistance technique dans les domaines clés de développement, dans l'ensemble du pays, tout en s'efforçant de garder le principe de flexibilité et de rapidité qui caractérise son mode d'intervention. En conséquence, le programme élargira également son réseau d'experts nationaux expatriés (actuellement de 551 experts) et devra créer en plus des 12 antennes déjà existantes, de nouvelles antennes de relais à travers le monde pour une meilleure organisation des missions d'experts et de représentativité du Projet. Ces antennes de relais ont pour

missions, entre autres, d'assurer le contact avec les cadres maliens résidents à l'étranger, de contribuer à la diffusion de l'esprit du TOKTEN pour une grande mobilisation, mais aussi pour améliorer le système d'identification et de sélection des compétences susceptibles de participer aux activités du programme etc.

67.Le Comité de pilotage supervisera la mise en œuvre globale du projet. Il évaluera la qualité des prestations de l'équipe de coordination chargée de la mise en œuvre du projet dans le cadre de l'exécution des différents services, et approuvera les plans de travail, le budget prévisionnel y afférent et les orientations stratégiques. Il assurera ainsi la durabilité des acquis du projet par la détermination de mesures visant à optimiser leur portée.

68.Le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur à travers ses Conseils de base va contribuer à l'établissement de relations de partenariat diversifiées avec d'autres acteurs tels que les Gouvernements, la Société Civile et les Collectivités décentralisées de leur pays d'accueil.

69.L'année 2019 étant la dernière année de mise en œuvre de la phase transitoire doit être considérée, en quelque sorte, comme celle d'un nouveau démarrage de mise en œuvre intensive et d'expansion véritable du TOKTEN-Mali vers une structure pérenne. Pour s'inscrire dans une démarche progressive, le programme identifiera dans un premier temps les besoins de renforcement des capacités, de formation et d'appui aux nouvelles entités et structures bénéficiaires identifiées, tout en mettant en place de nouveaux mécanismes de collaboration et des synergies complémentaires indispensables à la mise en œuvre du transfert des compétences et des savoir-faire dont il va désormais tenir compte.

70.Le programme TOKTEN dans son élargissement va développer de nouveaux partenariats et des synergies tant au plan national (collaboration avec de nouveaux départements ministériels, services techniques et secteurs de développement, etc.) qu'au niveau international (par exemple : partenariats pour la valorisation de la diaspora malienne et la mobilisation des ressources financières, Gouvernement du Mali, PTF).

Identifier les nouvelles structures partenaires bénéficiaires du TOKTEN.

71.Dans le cadre de son expansion à l'horizon 2019, avant d'entreprendre toute action, le TOKTEN-Mali procédera donc à une étude d'identification des mesures spécifiques à mettre en œuvre par le Projet dans les secteurs d'activités de l'ensemble du pays, en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise). Il s'agira de dresser un répertoire des bénéficiaires cibles potentiels, de recenser leurs besoins en expertises nationales expatriées et ce, aux fins d'établir une liste d'interventions immédiates, à court et à moyen terme.

72.Le projet continuera à travailler en synergie avec le FAFPA, l'ANPE et l'APEJ dans les domaines de la formation professionnelle continue, du perfectionnement et de la reconversion, ainsi que dans l'identification des entités et services intéressés à s'associer au projet.

73.Dans tout le processus, au niveau sectoriel, les structures de production statistiques que sont les Cellules de Planification et de Statistique (CPS) devront être impliquées. En effet, le nouveau programme TOKTEN devra évoluer dans un environnement complexe marqué par la pluralité des acteurs, il entreprendra donc la réalisation d'une cartographie des acteurs opérationnels et institutionnels œuvrant sur la thématique Migration et Développement. La nomination de points focaux dans l'ensemble des départements sectoriels, dans les régions et au niveau de certaines collectivités décentralisées sera de mise.

74.Dans le cadre de la valorisation de la Diaspora qualifiée, à compétence égale, le Gouvernement devra privilégier l'expertise des nationaux expatriés à l'assistance technique étrangère. Il devra donc promouvoir également une démarche TOKTEN à travers les projets /programmes gouvernementaux

de développement disposant d'un volet assistance technique, pour la mobilisation de ressources pour le TOKTEN.

75.Le projet est en phase , notamment en matière de gouvernance et de renforcement des capacités des structures étatiques avec les stratégies de partenariat existantes qui sont globalement celles qui s'inspirent des principes de partenariat contenus dans les documents du Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali (UNDAF), du Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017), du Programme d'Action Gouvernementale (PAG) puis dans le nouveau document unique de référence dénommé « Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) » issu de la relecture du CSCR 2012-2017. Le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont souhaité que ce document mette en cohérence les politiques et stratégies en cours, dans le contexte des efforts de sortie de crise et des programmes sectoriels auxquels adhèrent tous les partenaires techniques et financiers du Mali.

76.Dans le rapport d'évaluation à mi-parcours du TOKTEN-Mali, effectuée en juin 2016 à l'initiative du Gouvernement, il ressort qu'en matière de transferts des compétences dans la sous-région UEMOA, selon la modalité TOKTEN, des initiatives ont eu lieu dans différents autres pays: cas des expériences TOKTEN au Benin (TOKTEN santé), Burkina (qui envisageait d'adhérer à la modalité TOKTEN en octobre 2014); TOKTEN Sénégal (2001-2007-2012); TOKTEN Niger(2008-2010) ; Guinée Bissau (en attente) et enfin au Togo (avec son expérience TOKTEN santé et son Unité de Gestion du Programme Diaspora), la Guinée-Conakry (non membre de l'UEMOA) de 1984 à 2000 et de 2012 à ce jour(c'est le premier pays de la sous-région à adhérer au TOKTEN). De plus la modalité TOKTEN initiée en Turquie en 1977 Au bout de deux à cinq ans de mise en œuvre, certains des projets TOKTEN de la sous-région Ouest-Africaine ont cessé leurs activités, certainement faute de financement, mais d'engagement fort des Etats ou d'engagement citoyen des différentes diasporas des pays cités.

77.Le TOKTEN Mali, mis en œuvre en 1998, fonctionne, avec peu de difficultés majeures grâce à l'engagement fort du Gouvernement malien et à l'engagement citoyen de la diaspora malienne qualifiée. Aussi, le rapport d'évaluation à mi-parcours de juin 2016 recommande-t-il au Gouvernement de renforcer la position de leader du TOKTEN-Mali pour en faire un acteur clé de bonnes pratiques à répliquer dans l'espace UEMOA. Ce qui implique d'envisager dans la phase d'expansion du programme une approche sous régionale dans la zone UEMOA qui prendrait en compte l'expertise des consultants et experts originaires des pays de la sous-région qui partagent la même culture que le Mali. La spécificité de ce programme communautaire proviendrait du fait que ce serait la première réforme coordonnée à l'échelle de l'ensemble des pays de l'UEMOA avec une mutualisation des ressources financières et humaines combinées au niveau sous-régional. Un programme d'ensemble pourrait en résulter et afficherait clairement un agenda national et sous-régional en direction de la diaspora des différents états membres.

78.En effet, depuis 2004, l'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a entrepris de faire du développement des ressources humaines, l'une de ses priorités et notamment en ce qui concerne le développement de l'Enseignement supérieur dans les pays membres de l'Union (Directive N° 03/2007/CM/UEMOA relative à la mise en place du système Licence, Master, Doctorat (LMD) dans les universités et établissements d'enseignement supérieur au sein de l'UEMOA).

79.Plus récemment, l'UEMOA vient d'engager un vaste programme consistant à l'harmonisation des formations dans les différents établissements d'enseignement supérieur de l'Union, une bonne opportunité pour la mise en place d'un TOKTEN communautaire pour tous les Etats membres de l'Union qui manque cruellement de cadre enseignants du supérieur.

IV. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Les résultats contribueront à la mise en œuvre du Plan Cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement au Mali (2015-2019) : les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit.

Le projet est aligné sur les priorités nationales définies dans le Programme d'Actions du Gouvernement : la mise en place d'institutions fortes et crédibles, la reconstruction de l'école malienne, la construction d'une économie émergente et la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

Les indicateurs de résultats sont énoncés dans le cadre des résultats et des ressources du projet : les références et les cibles

Domaine de résultats prioritaires applicables : Bonne gouvernance

Effet 3 de l'UNDAF : il est répondu aux attentes des citoyens en matière de renforcement des capacités des structures nationales et privées sont renforcées ; notamment au niveau de l'enseignement supérieur, de la recherche et des formations techniques et professionnelles dans les secteurs santé, Agriculture, PME/PMI.

Partenaires stratégiques : La stratégie de mise en œuvre du projet s'assurera de l'implication et du leadership du PNUD, du Gouvernement, des partenaires gouvernementaux et d'appliquer les leçons apprises au cours de l'évolution du projet.

Titre du projet et Identifiant (ATLAS Award ID) : A déterminer

RESULTATS ESCOMPTES	OBJECTIFS DES RESULTATS PENDANT (ANNEES)	ACTIVITES INDICATIVES	PARTIES RESPONSABLES	BUDGET	
				FCFA	USD : 1\$= 580 FCFA
<p>Résultat A : Les capacités d'encadrement et de formations techniques et professionnelles des structures d'enseignement supérieur sont renforcées et la promotion de la recherche scientifique et technique est améliorée, à travers la réalisation de 120 demandes de missions résiduelles, en tenant compte du genre, pour répondre aux normes d'encadrement académiques africaines et internationales, notamment à celles de l'harmonisation en cours des programmes de formations et des diplômes au sein de l'espace UEMOA;</p> <p>Un système innovant de partage des coûts est mis en place avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements</p> <p>Base de Référence : Les structures d'enseignement supérieur et de formations</p>	<p>Objectifs (2017-2019) : <i>Au cours d'une phase transitoire de 3ans, le TOKTEN contribuera à la consolidation d'au moins 182 demandes de missions résiduelles de la phase précédente du projet et de manière spécifique à l'atteinte des résultats suivants :</i></p> <p>Objectifs A1 : <i>La réalisation d'au moins 120 demandes de missions résiduelles pour contribuer au renforcement des capacités d'encadrement et de formations des structures d'enseignement</i></p>	<p>Elaborer et valider un plan global de recrutement des experts nationaux expatriés (en tenant compte du genre) incluant la liste des domaines d'intervention du projet</p> <p>Activité A1 : -Actualiser les TDR des missions en rapport avec les structures bénéficiaires incluant les objectifs, les résultats escomptés mesurables et leurs/ impact ; - Réunir le Comité de Pilotage pour identifier, sélectionner et recruter les</p>	Coordination du Projet.	165 720 658	285 725

<p>techniques et professionnelles manquent cruellement d'enseignants qualifiés tant pour les cours magistraux que pour l'encadrement des programmes de 3ème cycle.</p> <p>Les ressources financières consacrées au Programme de Formation des Formateurs (PFF) des universités connaissent un niveau très bas d'exécution à cause des lenteurs administratives et des effets de l'application des lois de finances ; de plus, il n'existe pas de budget pour la mobilité des enseignants de l'intérieur.</p>	<p>supérieur, à la promotion et à l'amélioration de la recherche scientifique et technique.</p>	<p>nationaux expatriés disposant d'une expertise et d'une expérience requise pour assurer les enseignements en formations de 3ème cycle et de formation des formateurs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser au moins 120 missions d'appui dans les structures d'enseignement supérieur et de recherche. 			
<p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La réalisation de 120 demandes de missions résiduelles issues de la phase précédente du projet ; -Nombre d'hommes et de femmes formés -Nombre d'experts nationaux expatriés (hommes et de femmes) ayant contribué aux formations. <p>Mettre en place un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements.</p>	<p>les universités, les grandes écoles et instituts sont disposés à céder au TOKTEN-Mali une partie du budget de leur Programme de Formation des Formateurs (PFF) pour couvrir une partie des dépenses relatives à l'intervention de l'expertise nationale expatriée pour la formation continue des enseignants, l'encadrement de nouveaux docteurs et la mobilité des étudiants.</p>	<p>Négocier et rédiger un accord de cession portant au moins sur le 1/3 ou au plus sur la 1/2 du budget du Programme de Formation des Formateurs (PFF) à gérer dans le cadre de l'accord de partage des coûts qui sera signé entre le Gouvernement et le PNUD.</p>	<p>Ministère de tutelle du TOKTEN/ Ministère de tutelle des établissements d'enseignement supérieur et Coordination du Projet et responsables universitaires.</p>	<p>PM</p>	<p>PM</p>
<p>Résultat B :</p> <p>les capacités des structures en charge des secteurs : Agriculture, Santé, PME/PMI et d'autres administrations sont renforcées, en tenant compte du genre, pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), leurs besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise satisfaits ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le domaine spécifique de l'Agricultures, des technologies innovantes sont transférées au 	<p>Objectifs A2 :</p> <p>La réalisation d'au moins 62 demandes de missions résiduelles en renforcement des capacités dans les secteurs Agriculture, Santé, PME/PMI et d'autres administrations.</p>	<p>Activité A2 :</p> <p>En rapport avec les structures bénéficiaires, actualiser les TDR des missions incluant les objectifs, les résultats escomptés mesurables et leurs/ impact ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser les missions d'experts 	<p>Coordination du Projet/ Secteurs concernés .</p>	<p>85 622 340</p>	<p>147 625</p>

<p>Mali, la production agricole est augmentée sur la base d'une recherche performante, à travers la réalisation de 11 demandes de missions résiduelles, pour l'augmentation de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté notamment en milieu rural ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine de la santé, des technologies innovantes en matière de soins sont transférées, le plateau technique des hôpitaux, Centres de Santé de Référence (CSREF) est amélioré, à travers la réalisation de 8 demandes de missions résiduelles ; - le secteur privé (PME/PMI) bénéficie d'appuis en expertises expatriées pour un accroissement qualitatif et quantitatif du rendement et au niveau d'une formation professionnelle adaptée aux besoins de l'économie nationale (réalisation de 28 demandes de missions résiduelles missions). - Autres administrations (réalisation de 15 demandes de missions résiduelles). <p>Base de Référence :</p> <p>Les données relatives à la gestion et/ou à la qualité des services et prestations offerts indiquent une faiblesse au niveau de la formation initiale et des compétences de nombre d'agents des secteurs santé, agriculture, PME/PMI et d'autres administrations. Ce même constat est fait au niveau des prestations et services offerts.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La réalisation de 62 demandes de missions résiduelles issues de la phase précédente du projet ; -Nombre d'hommes et de femmes formés -Nombre d'experts nationaux expatriés (hommes et de femmes) ayant contribué aux formations. 		<p>sur la base du plan de recrutement validé par le Comité de Pilotage.</p>			
<p>Sous Total missions d'expertises des nationaux expatriés</p>				<p>251 342 998</p>	<p>433 350</p>

<p>Résultat C :</p> <p>Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la PONAM, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet est disponible en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise). Le but est de disposer d'une cartographie des structures bénéficiaires et de leurs besoins d'appui. Concernant plus particulièrement les PME-PMI, cette étude devra établir des priorités au regard des filières les plus prometteuses en termes d'emploi et/ou possibilités d'auto-emploi pour les femmes et les jeunes. Comme corollaire à cette étude un nouveau système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée est mis en place.</p> <p>Base de Référence :</p> <p>La base de données actuelle des bénéficiaires du projet ne répond pas aux besoins d'appuis attendus dans le cadre de l'expansion du projet à toutes les régions et à tous les secteurs de développement en cohérence avec la mise en œuvre du plan d'actions de la politique nationale de migration ; de plus le répertoire des experts nationaux expatriés dispose de peu de profils souhaités dans certains domaines de compétences (textiles, puéricultures etc.)</p> <p>Indicateurs :</p> <p>La Coordination du Programme TOKTEN dispose d'une cartographie des structures bénéficiaires et de leurs besoins d'appui et d'un système d'identification et de mobilisation de la diaspora.</p>	<p>Objectifs A3 :</p> <p>La réalisation d'une étude globale en termes de renforcement des capacités dans divers secteurs visés par le projet dans la perspective de son expansion dans le cadre de la PONAM.</p> <p>Mettre en place un système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée.</p>	<p>Activité 3 :</p> <p>- Elaborer les TDr de l'étude et engager un consultant ;</p> <p>-Valider le rapport de l'étude par le comité de pilotage ;</p> <p>-- Réactiver les antennes de relais TOKTEN créées à travers le monde ;</p> <p>recourir aux conseils de base des Maliens de l'Extérieur, aux mouvements associatifs et aux réseaux sociaux</p>	<p>Coordination du Projet.</p>	<p>8 000 000</p>	<p>13 793</p>
<p>Sous Total étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet</p>				<p>8 000 000</p>	<p>13 793</p>
<p>Résultat D :</p> <p>Une véritable stratégie de communication est mise en place</p>	<p>Réaliser la visibilité, vulgariser et systématiser</p>	<p>-Elaborer les TDR du plan de communication et</p>	<p>Coordination du Projet.</p>		

pour favoriser l'attrait du programme et son exemplarité. Base de Référence : La faible communication sur les bons résultats du TOKTEN-Mali pour le rendre plus attrayant. Indicateurs : La Coordination du Programme TOKTEN dispose d'un plan de communication opérationnel	l'expérience du TOKTEN-Mali à travers un système de communication qui favorise son rayonnement.	recruter un consultant, -Valider le plan de communication par le Comité de Pilotage.	3 000 000	5 172
SOUS TOTAL PLAN DE COMMUNICATION			3 000 000	5 172
SOUS TOTAL COMMUNICATION SUR LE PROJET			18 283 061	31 523
SOUS TOTAL ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS D'EXPERTS			35 500 000	61 207
SOUS TOTAL CONFERENCES ET AUTRES ACTIVITES LIEES A LA MIGRATION			12 371 880	21 331
SOUS TOTAL FONCTIONNEMENT DU TOKTEN			105 560 854	182 001
SOUS TOTAL INVESTISSEMENT (immobilisations)			49 400 000	85 172
SOUS TOTAL EXPERTISE BUREAU COORDINATION/ POINTS FOCALUX/PERSONNEL D'APPUI ET DE MENAGE			295 913 088	510 195
SOUS TOTAL MISSIONS D'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET (2018)			5 000 000	8 621
SOUS TOTAL MISSIONS D'EVALUATION FINALE DU PROJET (2019)			5 000 000	8 621
SOUS TOTAL FRAIS AUDIT			6 000 000	10 345
DIVERS ET ACTIONS SOCIALES DU PROJET			6 000 000	10 345

SOUS TOTAL DES COÛTS DIRECTS DE L'ACTION	801 371 880	1 381 676
Frais de gestion (5%) = 510 000 000 x 0,05	25 500 000	43 966
TOTAL	826 871 880	1 425 641

Le budget d'un montant de **826 871 880 FCFA** se décompose comme suit :

CONTRIBUTION	FCFA	USD
Mali	510 000 000	879 310
PNUD	174 000 000	300 000
MALI+PNUD	684 000 000	1 179 310
Report de crédits sur exercices antérieurs	142 871 880	246 331
CUMUL : MALI+PNUD+REPORT	826 871 880	1 425 641

V. DISPOSITIFS DE GESTION

80.Le projet est en phase, notamment en matière de gouvernance et de renforcement des capacités des structures étatiques avec les stratégies de partenariat existantes qui sont globalement celles qui s'inspirent des principes de partenariat contenus dans les documents du Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali (UNDAF 2015-2019), du Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR 2012-2017), du Programme d'Action Gouvernementale (PAG) puis dans le nouveau document unique de référence dénommé « Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) » issu de la relecture du CSCR 2012-2017.

81.Le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont souhaité que ce document mette en cohérence les politiques et stratégies en cours, dans le contexte des efforts de sortie de crise et des programmes sectoriels auxquels adhèrent tous les partenaires techniques et financiers du Mali.

82.Le Ministère des Maliens de l'Extérieur sera l'agence d'exécution du projet avec l'appui technique du PNUD.

83.Le PNUD et le Ministère ont signé un accord de partage de coûts et les ressources seront gérées conformément aux procédures et réglementations du PNUD.

84.L'Ancrage institutionnel du Projet TOKTEN-Mali est le Ministère des Maliens de l'Extérieur qui en est l'agent d'exécution.

85.Pour sa gestion administrative quotidienne, le Projet est rattaché au Secrétariat Général du Ministère des Maliens de l'Extérieur. Ce faisant, le Programme bénéficiera de l'appui politique le plus élevé en vue de garantir l'implication constante la mobilisation d'autres Départements et services.

86.Le Ministère des Maliens de l'Extérieur coordonnera donc les relations et la collaboration entre le Programme et différents ministères tels que les Ministères de : l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ; la Santé ; l'Agriculture ; l'Economie et les Finances ; le Commerce et l'Industrie ; l'Emploi et la Formation Professionnelle ; l'Artisanat et le Tourisme ; les institutions de recherche et au besoin, avec toutes autres structures gouvernementales ou non gouvernementales.

87.Les réunions du Comité de Pilotage du Projet constitueront un mécanisme de coordination élargi à toutes les parties prenantes du programme. La revue à mi-parcours et l'évaluation finale seront conçues et réalisées de façon concertée avec toutes les parties.

88.La Direction des Finances et du Matériel du MME est le poste comptable public pour la gestion comptable de la mise à disposition de la contribution du Mali au TOKTEN.

89.Le Gouvernement du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) s'engagent à aller en partenariat pour mettre en œuvre cette phase du TOKTEN-Mali.

90.Au titre du présent programme, le PNUD recevra et administrera toutes les contributions y compris celles du Gouvernement du Mali. Ces contributions seront déposées dans le compte bancaire de la représentation du PNUD Pays. A cet effet, un accord de partage de coûts sera signé entre le PNUD et le Gouvernement du Mali, représenté par le Ministère des Maliens de l'Extérieur.

91.Les coûts inhérents aux services administratifs et d'appui seront inscrits et imputés au budget du projet, conformément aux décisions et directives du Conseil d'Administration du PNUD.

92.Le Gouvernement s'engage également à exonérer de tous droits, taxes et de douanes les biens (équipements, matériels et matières) et services à acquérir pour le présent Programme.

93.De plus, le Gouvernement à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI), s'engage à fournir au programme un appui d'un montant de **Cinq-Cent-Dix-Millions de francs CFA (510 000 000 FCFA)**, pour la période (2017-2019) couverte par le Programme.

94.La contribution financière du PNUD pour la durée du programme est de **300 000 dollars US**

95.La contribution du PNUD au financement du Programme se rapporte notamment aux rubriques suivantes : les frais de fonctionnement de l'Unité de Coordination du Programme, l'appui à la mobilisation des ressources additionnelles.

96.Le PNUD utilisera ses fonds propres pour financer les dépenses de fonctionnement du programme ainsi que les rémunérations du personnel sous contrats dans le cadre de la mise en œuvre du Programme. Il pourra conclure des partenariats avec tout autre partenaire intéressé par les domaines d'intérêt du TOKTEN. Ces accords permettront à ces divers partenaires de mettre des fonds à la disposition du gouvernement, à travers le PNUD, pour financer les activités du programme.

97.Le Gouvernement du Mali et le PNUD ont opté pour la modalité dite Exécution Nationale (NEX). La responsabilité entière de l'exécution du Programme est, dans ce cadre, assurée par le Gouvernement. Il est, en effet, maître d'ouvrage à travers le Ministère des Maliens de l'Extérieur qui est le garant de l'atteinte des résultats du Programme.

98.Dans le cas où des contributions additionnelles d'autres partenaires seraient mobilisées, l'exécution de ces contributions sera confiée au PNUD sur la base de signatures de protocoles d'accord spécifiques. En tout état de cause, la modalité d'exécution des autres partenaires sera convenue d'accord parties entre le Gouvernement du Mali et lesdits partenaires au développement, conformément à l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide.

Comité de Pilotage (attributions)

99.Le Comité de Pilotage interministériel est l'instance de décision du Programme TOKTEN, chargé du contrôle et de l'orientation des activités de celui-ci, de la sélection de l'expertise expatriée malienne proposée aux différentes missions, de l'examen des termes de référence de ces missions, de l'attribution et de la détermination de leur durée ainsi que de l'examen des rapports relatifs au Programme. Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an pour valider le plan de travail annuel. Le Comité de pilotage valide le Plan de Travail Annuel et le Budget y afférent et approuve le rapport d'activités ainsi que les rapports financiers annuels. A tout moment, le Président qui assure le suivi stratégique du Programme, peut convoquer le Comité de pilotage pour examiner des questions importantes relatives au fonctionnement du Programme.

100.Le Comité de Pilotage, assurera la sélection des entités bénéficiaires sur la base des requêtes présentées par celles-ci, et des experts de la diaspora qualifiée répondant aux exigences de ces requêtes.

101.La décision de nomination des membres du Comité de pilotage sera remaniée pour y inclure d'autres partenaires stratégiques comme la Cellule de Planification Statistique(CPS) « Coopération/Intégration ».

Le Bureau de Coordination

102. Le TOKTEN-Mali est géré par un Bureau de Coordination appuyé par un personnel d'appui. Le Bureau de Coordination est chargé de l'exécution des décisions du Comité de pilotage, de la gestion globale des activités du programme, de la mise en œuvre technique, du recensement des besoins de formation et de recherche, de l'identification des besoins en expertise qualifiée, de la préparation des termes de références des missions en relation avec les entités demandeuses, de l'organisation pratique des missions d'experts sur le terrain.

103. Le Bureau de Coordination du Programme TOKTEN établira chaque trimestre un rapport technique et financier sur l'état d'exécution des activités mettant l'accent sur les résultats obtenus, sur le niveau d'avancement du programme au regard des indicateurs de contrôle retenus par le Comité de pilotage. Ces rapports trimestriels seront consolidés à travers un rapport annuel technique et financier soumis à l'approbation du Comité de pilotage.

104. Le Coordinateur est recruté selon les règles et procédures du PNUD. Il veille à la bonne exécution des activités du Programme. Il est chargé plus particulièrement de maintenir les liens fonctionnels entre les organes du dispositif, mettre à jour les plans annuels de travail et établir les plans de travail des divers acteurs, et s'assurer de la bonne marche sur le terrain des activités programmées et de leur exécution conformément aux objectifs définis, aux résultats attendus et aux budgets correspondants. Le coordinateur est cosignataire des comptes du Programme TOKTEN. Il est assisté, d'un chargé de Suivi-Evaluation et d'un Assistant Administratif et Financier.

105. Le Coordinateur a qualité d'employeur au sens du Code du Travail du Mali. Il peut recourir, à chaque fois que de besoin, aux services d'experts conseils pour actualiser les orientations à imprimer au Programme. Pour la mise en œuvre des Plans de Travail, les demandes d'avances de fonds sont faites au début de chaque trimestre et adressées par le Coordinateur du TOKTEN au PNUD qui gère le programme selon ses propres procédures.

Gestion technique

106. A partir du cadre logique et du cadre de suivi des activités du programme, un plan de travail intégré de toutes les activités de mise en œuvre est élaboré en début de chaque année. Il permet de maintenir la cohérence des actions et de faire ressortir des plans de travail annuels et trimestriels pour toutes les composantes et secteurs d'intervention du Programme et pour tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

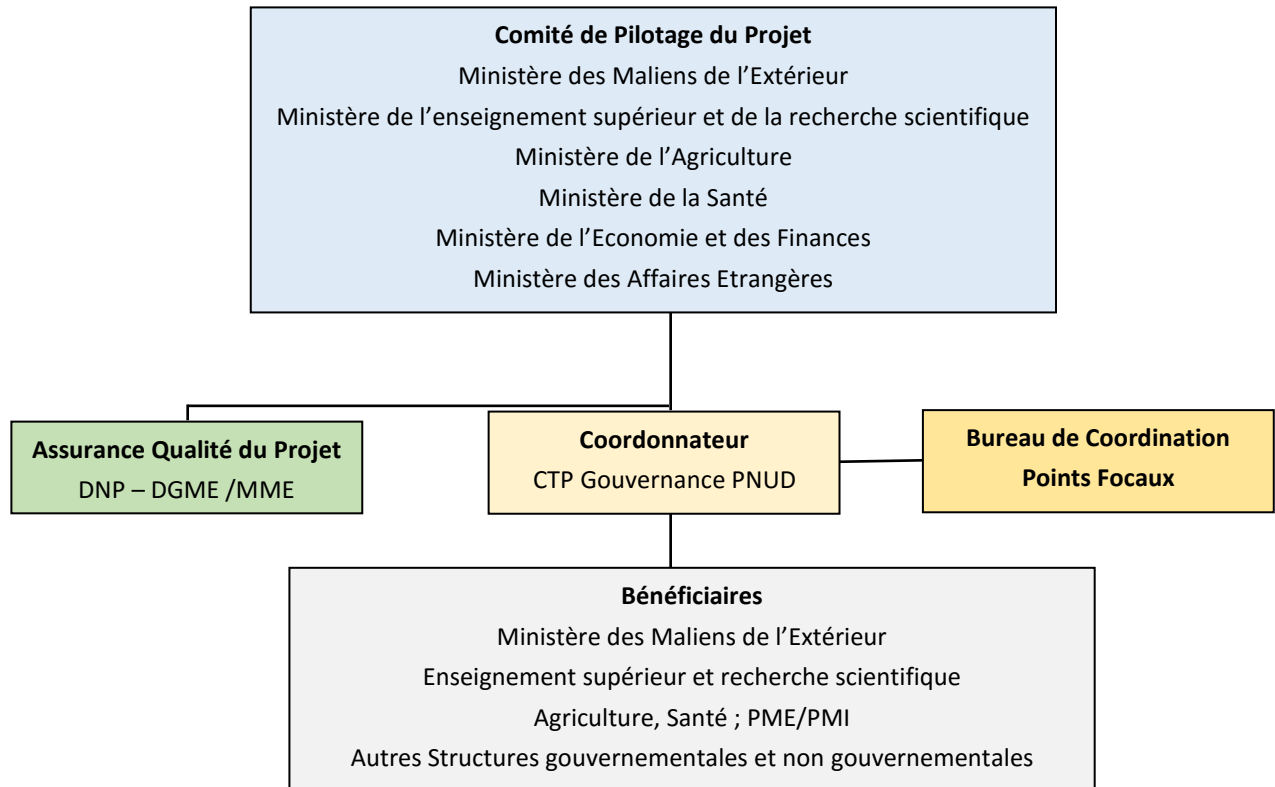
107. Un rapport technique et financier est préparé chaque année par le Coordinateur et présenté aux partenaires techniques et financiers sur l'état d'exécution des activités du programme avec un accent sur les résultats obtenus grâce à la contribution de chacun des partenaires, les explications des écarts entre ce qui est prévu et ce qui est réalisé, les difficultés rencontrées ainsi que les actions envisagées pour les résoudre.

Gestion financière

108. Un compte sera spécialement ouvert dans les livres d'une banque de la place au nom du Projet TOKTEN Mali. Les fonds destinés au Programme seront transférés dans ce compte. Le Coordinateur du Programme et le responsable national du programme au niveau du Ministère des Maliens de l'Extérieur seront les cosignataires de ce compte. Une troisième signature sera requise et utilisée en cas d'absence ou d'empêchement de l'un des signataires ci-dessus (en occurrence le Directeur des Finances et du Matériel du ministère de tutelle).

ARRANGEMENT DE GESTION

Organigramme du projet



CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

109. Le suivi du Programme se fera à travers des événements formels (évaluations), mais aussi à travers des méthodes de suivi évaluations mises en œuvre à des périodes régulières en référence au mécanisme de l'UNDAF. Pour noter les progrès effectués vers l'atteinte des résultats, l'évaluation de qualité périodique sera menée sur des critères et méthodes admis lors de l'adoption du Plan de Travail annuel. Un registre des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour pour faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels qui pourraient affecter la mise en œuvre du projet.

110. Sur la base des risques possibles analysés que le projet pourrait rencontrer, « *un registre des risques* » sera activé dans Atlas et sera régulièrement mis à jour. Le PNUD, sur la base des informations enregistrées dans ATLAS, soumettra au Directeur National du Projet un rapport sur l'état d'avancement du projet, en utilisant le format standard de rapport disponible.

111. Pour s'assurer d'un apprentissage et pour faciliter la préparation du Rapport de leçons apprises à la fin du projet, un registre des leçons apprises du projet sera activé et régulièrement mis à jour pour être capitalisé lors de la mise en œuvre de la phase ultérieure du projet dans le cadre de la politique nationale de migration du Mali. Pour suivre les actions/événements clés de gestion, un calendrier de suivi devra être activé dans Atlas et mis à jour.

112. La Coordination du Programme présentera des rapports techniques et financiers trimestriels faisant l'évaluation du degré de réussite en termes d'atteinte des produits, sur la base des indicateurs. Les activités en matière de sensibilisation et de vulgarisation des acquis constituent d'importants outils

servant à assurer la diffusion de l'expérience acquise. En droite ligne avec la gestion axée sur les résultats, il y aura lieu d'établir un cadre de Suivi Evaluation au tout début des activités.

113. Ainsi, le Programme se dotera, d'un dispositif de suivi évaluation adapté à la spécificité du Programme et reflétant notamment les éléments ci-après :

- Le Suivi Périodique de l'évolution de la mise en œuvre qui sera conduit conjointement par le PNUD et le Gouvernement à travers des réunions du comité de pilotage. Ces réunions permettront aux parties concernées de prendre en temps réel les correctifs nécessaires pour assurer une mise en œuvre efficace et efficiente des activités du Programme. Sur la base d'un calendrier concerté des visites de terrain pourront être organisées.
- Le Suivi Annuel qui interviendra également à travers les réunions du Comité de pilotage sur la base d'un Rapport Annuel du Programme (RAP) élaboré par l'équipe de coordination. Le format du Rapport Annuel devra inclure notamment les éléments suivants : une analyse des performances dans la période couverte par le rapport, comprenant les résultats de mise en œuvre des activités et partout où c'est possible, des informations sur l'état des produits ; les contraintes rencontrées dans la progression du Programme et leurs causes ; le Plan de Travail Annuel (PTA), et autres rapports techniques et financiers trimestriels; les leçons d'expériences apprises ; des recommandations claires pour la future orientation dans la prise en charge des problèmes clefs portant sur l'absence de progrès.

114. Les publications du Programme constitueront une méthode clef de cristallisation et de dissémination des acquis. Ces publications pourront être des textes d'information.

115. Une évaluation définitive indépendante sera entreprise à la fin de la troisième année de mise en œuvre. Cette évaluation déterminera les progrès en cours vers l'atteinte des produits du Programme et identifiera, au besoin, les corrections nécessaires. Elle se concentrera sur l'efficacité, l'efficience et sur les délais, tout en soulignant les questions méritant une décision et des actions. Elle présentera les leçons d'expérience initiale du Programme en termes de formulation, de mise en œuvre et de gestion. Les conclusions de cette revue seront incorporées comme recommandations pour une amélioration du document projet pour la phase de mise en œuvre dans le cadre du plan d'action de la Politique Nationale de Migration du Mali(PONAM). L'organisation, les termes de référence et la période de cette évaluation seront décidés après consultation avec les parties prenantes au document de Programme.

116. L'évaluation s'intéressera aussi à la durabilité des impacts et des résultats comprenant les capacités de développement et les acquis au profit de l'environnement global du programme. Elle devra également fournir des recommandations sur les activités de suivi. Cette évaluation sera coordonnée par le Ministère des Maliens de l'Extérieur qui soumettra un projet de termes de référence soumis à la validation du comité de pilotage.

117. Un Audit financier annuel sera commandé et réalisé sous l'égide du PNUD et selon ses propres procédures. Les audits spéciaux ou programmés se feront conformément aux procédures en matière de gestion des programmes. Dans le cadre de la simplification et de l'harmonisation des procédures de l'Aide Publique au Développement (APD), le programme utilisera un système de reportage unique (technique et financier) à l'intention du Gouvernement et de ses partenaires financiers.

MATRICE DE SUIVI EVALUATION RELATIVE AUX RESULTATS DU PROJET1

<p>Objectif 1 : renforcer les capacités d'encadrement et de formations techniques et professionnelles des structures d'enseignement supérieur et la promotion de la recherche scientifique et technique.</p> <p><i>-La réalisation d'au moins 120 demandes de missions résiduelles pour contribuer au renforcement des capacités d'encadrement et de formations des structures d'enseignement supérieur, à la promotion et à l'amélioration de la recherche scientifique et technique.</i></p> <p><i>-Mettre en place Un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements.</i></p>		
<p>1.1. Renforcer les capacités d'encadrement et de formations techniques et professionnelles des structures d'enseignement supérieur</p>		
<p>Résultat d'activités 1.1 (ATLAS Activity ID)</p>	<p>-Un plan pluriannuel de recrutement des experts incluant la liste des domaines d'intervention est validée.</p> <p><i>-Au moins 120 demandes de missions résiduelles sont réalisées.</i></p>	<p>Date de début : Janvier 2017 Date de fin : Décembre 2019</p>
<p>Objectif</p>	<p><i>La réalisation d'au moins 120 demandes de missions résiduelles, en tenant compte du genre, pour contribuer au renforcement des capacités d'encadrement et de formations des structures d'enseignement supérieur, à la promotion et à l'amélioration de la recherche scientifique et technique.</i></p>	
<p>Description</p>	<p>Action 1 : élaborer et signer l'acte réglementaire créant le Comité de Gestion ; Action 2 : actualiser les TDRs des missions demandées Action 3 : réunir le comité de pilotage pour valider le plan de recrutement annuel d'experts Action 4 : recruter les experts et réaliser les missions ;</p>	
<p>Indicateurs de réalisation</p>	<p style="text-align: center;">Méthodes de collecte</p>	<p style="text-align: center;">Date de vérification</p>
<p>- nombre et diversité des experts identifiés et recrutés, - rapports de missions d'experts ; degré de satisfaction des bénéficiaires à travers Leurs rapports d'évaluation des missions. - nombre de missions réalisées, - rapports d'activités trimestriels.</p>	<p><i>(Moyens de vérification – Méthode utilisée pour déterminer que le critère est atteint) :</i></p> <p>- Méthode quantitative (enquêtes par échantillonnage, questionnaires, observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles)</p> <p>- Méthode qualitative (Entrevues approfondies de groupes ou d'individus, discussions thématiques en groupe, interrogations de personnes bien informées, Tournées/évaluations visuelles)</p>	<p>Fin de chaque mission, Fin de trimestre, Fin de chaque année.</p>

Cette matrice de sui évaluation devra être complétée après la validation des activités par le Comité de Gestion.

1.2. Les capacités de recherche des structures universitaires sont renforcées à travers les experts nationaux expatriés.		
Résultat d'activités 1.2	<ul style="list-style-type: none"> -Les axes prioritaires de recherche sont identifiés. -Les activités de recherche ainsi que les potentialités en chercheurs sont recensées, -des équipes de recherche associées sont constituées et des programmes conjoints de recherche sont élaborés -des échanges académiques sont établis et la mobilité des étudiants et professeurs est assurée. 	Fin de trimestre, Fin de chaque année.
Objectif	Renforcer les liens existants entre les structures d'enseignement supérieur maliennes et les universités étrangères en matière de recherche et d'élaboration de programmes d'établissement.	
Description	<p>Action 1 : identifier les axes prioritaires de recherche ;</p> <p>Action 2 : recenser les activités de recherche et les potentialités en termes de chercheurs ;</p> <p>Action 3 : établir des accords de coopération entre les structures d'origine des maliens expatriés et les structures d'enseignement supérieur du Mali.</p>	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> -nombre de domaines de coopération identifiés et nombre d'accords de coopération signés, -nombre de résultats de recherche, - nombre d'équipes de recherche constitués, -nombre d'échanges académiques assurés, -nombre de professeurs et d'étudiants ayant bénéficié de la mobilité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode quantitative (<i>questionnaires, observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>) - Méthode qualitative (<i>Entrevues approfondies de groupes ou d'individus, discussions thématiques en groupe, interrogations de personnes bien informées, Tournées/évaluations visuelles</i>) 	Fin de trimestre, Fin de chaque année.
1.3. Mettre en place un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires		
Résultat d'activités 1.3	<ul style="list-style-type: none"> - les Instituts d'Enseignement Supérieur (IES) cèdent au TOKTEN-Mali une partie du budget de leur Programme de Formation des Formateurs (PFF) pour couvrir en partie les dépenses relatives à l'intervention de l'expertise nationale expatriée pour la formation continue des enseignants, l'encadrement de nouveaux docteurs et pour la mobilité des enseignants et étudiants. 	Date de début: juillet 2017 Date de fin : Décembre 2017

Objectif	<i>Mettre en place un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements</i>	
Description	<p>Action 1 : Négocier et rédiger un accord de cession portant au moins sur le 1/3 ou au plus sur la 1/2 du budget du Programme de Formation des Formateurs (PFF) à gérer dans le cadre de l'accord de partage des coûts qui sera signé entre le Gouvernement et le PNUD.</p> <p>Action 2 : Signature d'un accord de rétrocession au TOKTEN-Mali à travers le PNUD, pour gestion selon ses procédures, de fonds relatifs à la mobilité enseignants du supérieur vers les pays d'accueil des experts TOKTEN et d'autres pays tiers.</p>	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> - Un accord global de cession avec les IES est disponible ; -nombre d'accords interuniversitaires activés ou signés dans le cadre de la mobilité ; -Nombre de personnes ayant bénéficié de formations complémentaires, -nombre de doctorants encadrés, -Nombre de personnes parties dans le cadre de la mobilité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode quantitative (<i>enquêtes par échantillonnage, questionnaires, observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>) 	Fin de chaque trimestre

Objectif 2: En tenant compte du genre, les capacités des bénéficiaires relevant des services de santé, d'agriculture et des PME/PMI sont renforcées pour leur permettre d'être aptes à devenir acteurs stratégiques du développement durable à travers la réalisation d'au moins 62 demandes de missions résiduelles.

Résultat d'activité 2 (ATLAS Activity ID)	la réalisation d'au moins 62 demandes de missions résiduelles en renforcement des capacités dans les secteurs agriculture, sante, pme/pmi et d'autres administrations.	Date de vérification
Objectif	Renforcer les capacités des bénéficiaires relevant des services de santé, d'agriculture et des PME/PMI, en tenant compte du genre, pour leur permettre d'être plus aptes à devenir des acteurs stratégiques du développement durable.	
Description	<p>Action 1 : actualiser les TDRs des missions demandées</p> <p>Action 2 : appliquer les décisions du comité de pilotage lors des recrutements d'experts</p> <p>Action 3 : recruter les experts et réaliser les missions ;</p>	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> - nombre et diversité des experts identifiés et recrutés, - rapports de missions d'experts ; degré de satisfaction des bénéficiaires à travers leurs rapports d'évaluation des missions. - nombre de missions réalisées, 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode quantitative (<i>enquêtes par échantillonnage, questionnaires, observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>) - Méthode qualitative (<i>Entrevues approfondies de groupes ou d'individus, discussions thématiques en groupe,</i> 	Fin de chaque mission, Fin de trimestre, Fin de chaque année.

- Fiches de réalisation de missions	<i>interrogations de personnes bien informées, Tournées/évaluations visuelles)</i>	
-------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	--

Objectif 3 : La réalisation d'une étude globale en termes de renforcement des capacités dans divers secteurs visés par le projet dans la perspective de son expansion dans le cadre de la PONAM. Mise en place d'un système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée.

3.1. La réalisation d'une étude globale en termes de renforcement des capacités dans divers secteurs visés par le projet dans la perspective de son expansion dans le cadre de la PONAM

Résultat d'activité 3.1 (ATLAS Activity ID)	- Une cartographie des besoins est disponible ; - La base des données des structures bénéficiaires est actualisée.	Date de vérification
Objectif	Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la PONAM, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet est disponible en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise).	
Description	Action 1 : Elaborer les TDr de l'étude Action 2 : procéder au recrutement d'un consultant Action 3 : Faire valider l'étude	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
- TDr de l'étude ; - Rapport de validation de l'étude	- Méthode quantitative (<i>observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>)	Date de début : juillet 2017 Date de fin : Septembre 2017

3.2. La Mise en place d'un système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée.

Résultat d'activité 3.2 (ATLAS Activity ID)	<i>Diversification des profils des experts intervenant dans le projet. Le répertoire des expertises de la diaspora qualifiée est actualisé.</i>	Date de vérification
Objectif	<i>Un système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée est mis en place et opérationnel</i>	
Description	Action 1 : Réactiver les antennes de relais TOKTEN créées à travers le monde ; Action 2 : recourir aux conseils de base des Maliens de l'Extérieur, Action 3 : Impliquer les mouvements associatifs et aux réseaux sociaux	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
-Les rapports de missions promotion du projet à auprès de la diaspora malienne qualifiée ; -La base de données de la diaspora qualifiée actualisée ; -Nombre et diversité de maliens expatriés qualifiés identifiés.	- Méthode quantitative (<i>observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>)	Date de début : janvier 2017 Date de fin : Septembre 2017

Objectif 4 : la réalisation de la visibilité, vulgarisation et systématisation de l'expérience TOKTEN-Mali à travers un système de communication qui favorise son rayonnement

Résultat d'activité 4 (ATLAS Activity ID)	Une stratégie active de communication est mise en place et la visibilité du projet est effective. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée et rayonnement est effectif.	Date de vérification
Objectif	Un plan de communication est élaboré et un système de communication est mis en place. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée et vulgarisée ; sa synergie avec les expériences similaires est activée pour en favoriser le rayonnement.	
Description	Action 1 : Elaborer les TDr du plan de communication Action 2 : procéder au recrutement d'un consultant Action 3 : Faire valider le plan de communication	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> - TDR plan de communication ; - Rapport de validation du plan de communication. -Les nouvelles adhésions au programme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode qualitative (<i>Entrevues approfondies de groupes ou d'individus, discussions thématiques en groupe, interrogations de personnes bien informées, Tournées/évaluations visuelles</i>) 	Date de début : juin 2017 Date de fin : Septembre 2017

Objectif 5 : Missions de promotion et de suivi des actions du projet au Mali et à l'étranger

Résultat d'activité 5 (ATLAS Activity ID)	De nouvelles adhésions sont enregistrées et la base de données des bénéficiaires est actualisée.	
Objectif	Missions de promotion, de sensibilisation et de de Suivi des actions du projet à l'intérieur du Mali et à l'étranger	
Description	Action 1 : Réaliser des missions de promotion du projet auprès des populations maliennes Action 2 : Réaliser des missions de promotion dans les pays de concentration de la diaspora, et intéresser de potentiels partenaires	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> -Les rapports de missions ; -Les besoins d'appui exprimés à la suite des missions de promotion. -Le nombre de nouvelles adhésions au projet -L'enregistrement de nouveaux profils dans le répertoire du projet. -La qualité des partenariats noués. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode quantitative (<i>observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>) - Méthode qualitative (<i>Entrevues approfondies de groupes ou d'individus, discussions thématiques en groupe, interrogations de personnes bien informées, Tournées/évaluations visuelles</i>) 	Date de début : juin 2017 Date de fin : décembre 2019

Objectif 6 : INVESTISSEMENT (immobilisations)		
Résultat d'activité (ATLAS Activity ID)	Les parcs automobiles et informatiques du projet sont partiellement renouvelés.	
Objectif	<i>La coordination du projet dispose de véhicules et d'équipements de bureau en bon état.</i>	
Description	Action 1 : Acheter un véhicule 4x4, un véhicule léger de (liaison) et une moto Action 2 : Renouveler partiellement le parc informatique et bureautique	
Indicateurs de réalisation	Méthodes de collecte	Date de vérification
<ul style="list-style-type: none"> - Documents de passation de marché ; - bons de commandes et de livraison ; - procès-verbaux de réception 	<ul style="list-style-type: none"> - Méthode quantitative (<i>observations visuelles et dénombrements, mesures matérielles</i>) 	Date de début : janvier 2017 Date de fin : avril 2017

VI. CONTEXTE JURIDIQUE

118. Ce document, est aligné sur le Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali (UNDAF 2015-2019), sur le Programme d'Action Gouvernementale du Mali (PAG) et sur le nouveau document unique de référence dénommé « Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) » issu de la relecture du CSCR 2012-2017. Ils constituent « le Document de Programme » comme il est fait mention dans l'Accord de base en matière d'Assistance que le PNUD a avec le Mali. Toutes les dispositions de l'UNDAF 2015-2019 s'appliquent à ce document.

119. Ce projet sera exécuté par le PNUD en accord avec les réglementations financières, les règles, les pratiques et les procédures du partenaire d'exécution tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les principes et les règles et réglementations financières du PNUD. Si les réglementations financières d'un partenaire d'exécution ne fournissent pas les directives requises pour s'assurer du meilleur rapport qualité/prix, de la justice, de l'intégrité, de la transparence et d'une réelle compétition Internationale, les réglementations financières du PNUD s'appliqueront.

120. Le partenaire d'exécution s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables afin de s'assurer qu'aucun financement du PNUD reçu conformément au Document de Projet n'est utilisé pour fournir un soutien à des individus ou autres entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires des fonds alloués par le PNUD aux termes des conditions ci-dessous ne figurent sur la liste établie par le Comité du Conseil de Sécurité créé en application de la Résolution 1267(1999). Cette liste est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/se/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit figurer dans tous les sous-contrats ou sous-accords signés en vertu du présent document de Projet

121. Ce projet sera exécuté par le PNUD en accord avec les réglementations financières, les règles, les pratiques et les procédures du partenaire d'exécution tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les principes et les règles et réglementations financières du PNUD. Si les réglementations financières d'un partenaire d'exécution ne fournissent pas les directives requises pour s'assurer du meilleur rapport qualité/prix, de la justice, de l'intégrité, de la transparence et d'une réelle compétition Internationale, les réglementations financières du PNUD s'appliqueront.

122. Le partenaire d'exécution s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables afin de s'assurer qu'aucun financement du PNUD reçu conformément au Document de Projet n'est utilisé pour fournir

un soutien à des individus ou autres entités associés au terrorisme et que les bénéficiaires des fonds alloués par le PNUD aux termes des conditions ci-dessous ne figurent sur la liste établie par le Comité du Conseil de Sécurité créé en application de la Résolution 1267(1999). Cette liste est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/se/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit figurer dans tous les sous-contrats ou sous-accords signés en vertu du présent document de Projet.

VII. ANALYSE DU RISQUE & MITIGATION

	Description	Type	Impact et Probabilité (1 = le plus bas, 5 = le plus élevé)	Contre-mesures / Réponse du Management
1	Un des éléments de durabilité du Programme réside dans la mobilisation régulière des contributions financières. Si l'un des contributeurs avait des difficultés de mobilisation de fonds.	Stratégique et Politique	le bon déroulement des activités du projet peut être perturbé en cas de non disponibilité de ressources financières. P = 4 I = 4	Il est arrivé effectivement que le gouvernement accuse des retards de mobilisation de sa contribution. Il est constaté depuis 2015 que des dispositions sont prises pour le respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de coûts partagés avec le PNUD. Institutionnaliser le programme en lui conférant un statut lui permettant d'avoir un budget régulier.
2	Les acteurs clés du projet changent de poste ou sont redéployés.	opérationnel	L'instabilité des postes de responsabilité au sein des administrations ou entreprises peut affecter négativement le bon déroulement de l'organisation des missions d'experts sur le terrain. P = 2 I = 2	Le maintien d'un dialogue permanent entre la coordination du projet et les structures partenaires du projet peut atténuer ce risque et en plus les postes de points focaux du projet au sein des secteurs d'intervention du projet et les homologues d'experts doivent être valorisés pour fidéliser ces derniers.
3	Les problèmes logistiques rencontrés dans l'organisation des missions	opérationnel	Lorsque plusieurs missions sont organisées dans la même période, des problèmes de transports internes apparaissent. P = 4 I = 4	Dans cette période transitoire de trois ans, le nombre de demandes de missions à satisfaire est élevé par à la moyenne. Le programme ne dispose que de trois véhicules dont un de liaison. L'acquisition de nouveaux véhicules et le recrutement de chauffeurs permettra d'augmenter la capacité d'accueil des missions prévues.
4	La qualité des TDRs des missions :		L'expérience a démontré que des données insuffisantes ou inadéquates sur les TDRs des missions constituent un handicap	Cet aspect demande qu'une attention particulière soit accordée à la gestion optimale du temps de consultations ; compte tenu de la

	La qualité des missions dépend des informations fournies dans les termes de référence communiquées par la structure demandeuse des prestations.	Organisation nel	majeur pour la réussite des interventions des experts. Rétention d'informations ; lenteur d'exécution etc. ce qui entraîne des lenteurs dans l'exécution de la mission lorsque des compléments d'informations et d'éclaircissement doivent être fournis. P = 3 I = 4	courte durée d'intervention des experts. La formation des points focaux et des homologues à l'élaboration des TDR permettra de résoudre ce problème.
	Description	Type	Impact et Probabilité (1 = le plus bas, 5 = le plus élevé)	Contre-mesures / Réponse du Management
5	Examen des requêtes pour les services d'experts : les requêtes d'intervention non conformes aux objectifs du Programmes, de même l'inadéquation des qualifications des experts par rapport aux demandes des structures bénéficiaires.	Organisation nel	Sans un processus rigoureux de sélection et de suivi de la demande d'offre de consultants ; il y a un grand risque que certaines interventions ne produisent pas l'impact escompté. P = 4 I = 4	Le Comité de pilotage peut amenuiser ces éventuels risques en n'acceptant pas les requêtes d'intervention non conformes aux objectifs du Programmes ainsi que les profils des consultants non adaptés aux demandes.
6	Concentration en termes de domaines ; localisation et type de bénéficiaires : Il est possible que plusieurs interventions soient dans la capitale (Bamako) ainsi qu'auprès d'institutions privilégiées et sur des sujets peu porteurs.	Organisation nel	Une concentration des missions à Bamako ne favorise pas l'expansion du programme à d'autres régions du pays. P = 1 I = 4	La localisation des missions définie lors de la présentation de la demande doit être respectée. Cependant, le Comité de pilotage doit prendre les mesures nécessaires pour éviter une concentration des missions dans la seule ville de Bamako. Le risque qu'une institution soit privilégiée sur des sujets peu porteurs doit être géré en se conformant strictement aux domaines d'activités du projet.
7	Les perturbations liées à la situation universitaires.	Politique	Les perturbations liées à la situation universitaire pourraient bouleverser le déroulement des	L'expérience tirée de l'exécution du programme nous enseigne que ces difficultés peuvent être amenuisées

			<p>missions au niveau de l'éducation (mouvements de grève des étudiants ou revendications syndicales des professeurs locaux).</p> <p>P = 3 I = 4</p>	<p>à travers les campagnes d'information et de sensibilisation et l'implication d'experts de la diaspora.</p>
8	<p>La disponibilité des experts non enseignants (domaines : secteurs public; privé; Agriculture; Santé et PME/PMI).</p>	<p>Organisation nel</p>	<p>La signature d'accords interuniversitaires facilite la mobilité des enseignants. Il est donc plus facile de mobiliser les consultants enseignants que les non enseignants. Des difficultés sont effectivement apparues quant à la disponibilité des experts non enseignants au moment voulu par la partie nationale.</p> <p>P = 4 I = 4</p>	<p>Envisager la signature d'accords entre l'expert national expatrié et sa structure d'accueil.</p> <p>Planifier longtemps à l'avance en fonction de la demande nationale et de la disponibilité du consultant pour atténuer l'effet négatif de ce risque. Envisager également des solutions de substitution en cas de non disponibilité.</p>

VIII. PLAN PLURIANNUEL DE TRAVAIL

Objectifs spécifiques	ACTIONS/STRATEGIES	Activités	Résultats	Indicateurs de suivi-évaluation	Budgets prévus			Responsables	Source Fonds	BUDGET	
					2017	2018	2019			F.CFA	USD : 1\$= 580 FCFA
LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA SANTE, DE L'AGRICULTURE, DES PME/PMI ET AUTRES ADMINISTRATIONS EST AMELIOREE PAR LA MISE A DISPOSITION DES COMPETENCES DE LA DIASPORA QUALIFIEE.											
<i>REALISATION D'AU MOINS 182 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES DES PHASES PRECEDENTES DU PROJET.</i>											
RENFORCER LES CAPACITES D'ENCADREMENT ET DE FORMATIONS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA PROMOTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE											
Réaliser les 120 demandes de missions résiduelles des phases précédentes du projet	Elaborer un plan pluriannuel de recrutement d'experts nationaux expatriés	-Actualiser les TDRs des missions demandées -Réunir le comité de pilotage pour valider le plan de recrutement annuel d'experts -Recruter les experts et réaliser les missions ;	Au moins 120 missions réalisées	-les rapports du comité de pilotage -les rapports de mission -les rapports d'évaluation -les fiches de réalisation des missions	56 147 294	54 642 306	54 950 988	Coordination projet/IES	Gvt/PNUD	165 740 588	285 760
Mettre en place Un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du	- Signature d'un accord de rétrocession au TOKTEN-Mali à travers le PNUD, pour gestion selon ses procédures,	Négocier et rédiger un accord de cession portant au moins sur le 1/3 ou au	les universités, les grandes écoles et instituts cèdent au TOKTEN-Mali	-Un accord global de cession -nombre d'accords interuniversitaires activés ou signés ;	PM	PM	PM	Coordination projet/IES			

projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements.	de fonds relatifs à la mobilité enseignants du supérieur vers les pays d'accueil des experts TOKTEN et d'autres pays tiers.	plus sur la 1/2 du budget du Programme de Formation des Formateurs (PFF) à gérer dans le cadre de l'accord de partage des coûts qui sera signé entre le Gouvernement et le PNUD.	une partie du budget de leur Programme de Formation des Formateurs (PFF) pour couvrir en partie les dépenses relatives à l'intervention de l'expertise nationale expatriée pour la formation continue des enseignants, l'encadrement de nouveaux docteurs et pour la mobilité des enseignants et étudiants.	-nombre de personnes ayant bénéficié de formations complémentaires parties en mobilité.								
LA REALISATION D'AU MOINS 62 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES EN RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LES SECTEURS AGRICULTURE, SANTE, PME/PMI ET D'AUTRES ADMINISTRATIONS.												
Réaliser les 62 demandes de missions résiduelles	-Recruter les experts sur la	Sélectionner et recruter les experts	Au moins 62 missions sont réalisées.	Rapport du Comité de pilotage ;	28 073 647	30 053 269	27 475 494	Coordination projet			85 602 409	147 590

des phases précédentes du projet.	base du plan de recrutement validé par le Comité de Pilotage ; -Réaliser au moins 62 missions	TOKTEN en tenant compte du genre dans les secteurs Agriculture, santé, PME/PMI et autres Administrations		-les rapports de mission des consultants ; -Fiches de réalisation de missions								
LA REALISATION D'UNE ETUDE GLOBALE EN TERMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS DIVERS SECTEURS VISES PAR LE PROJET DANS LA PERSPECTIVE DE SON EXPANSION DANS LE CADRE DE LA PONAM ; MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'IDENTIFICATION ET DE MOBILISATION DE LA DIASPORA QUALIFIEE.												
Dans la perspective de l'expansion du projet dans le cadre de la PONAM, une étude d'identification des besoins dans les divers secteurs visés par le projet est disponible en termes de renforcement des capacités (au niveau de la formation technique professionnelle et de l'expertise).	-Disposer d'une étude globale d'identification des besoins en prélude à son expansion dans l'ensemble du pays.	-Elaborer les TDr de l'étude et procéder au recrutement d'un consultant ; -Faire valider l'étude. Réactiver les antennes de relais TOKTEN créées à travers le	-Une cartographie des besoins est disponible ; - La base des données des structures bénéficiaires est actualisée. Diversification des profils des experts intervenant dans le projet.	-Les TDr de l'étude ; - le rapport de validation de l'étude ; -Les rapports de missions promotion du projet à auprès de la diaspora	X				Coordination projet	Gvt	8 000 000	8 621
					X	X	X					

<p>Un système d'identification et de mobilisation de la diaspora qualifiée est mis en place et opérationnel</p>	<p>-Mettre en place un dispositif de mobilisation de la diaspora qualifiée</p>	<p>monde ; recourir aux conseils de base des Maliens de l'Extérieur, aux mouvements associatifs et aux réseaux sociaux</p>	<p>Le répertoire des expertises de la diaspora qualifiée est actualisé.</p>	<p>malienn qualifiée ; -La base de données de la diaspora qualifiée actualisée ; -Nombre et diversité de maliens expatriés qualifiés identifiés.</p>							
<p>LA REALISATION DE LA VISIBILITE, VULGARISATION ET SYSTEMATISATION DE L'EXPERIENCE TOKTEN-MALI A TRAVERS UN SYSTEME DE COMMUNICATION QUI FAVORISE SON RAYONNEMENT.</p>											
<p>Un plan de communication est élaboré et un système de communication est mis en place. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée et vulgarisée ; sa synergie avec les expériences similaires est activée pour en favoriser le rayonnement.</p>	<p>Réaliser la visibilité du TOKTEN-Mali à travers un véritable plan de communication.</p>	<p>Elaborer les TDR du plan de communication et recruter un consultant pour rédiger le plan.</p>	<p>Une stratégie active de communication est mise en place et la visibilité du projet est effective. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée et rayonnement est effectif.</p>	<p>-Les TDR du plan de communication ; -Les nouvelles adhésions au programme.</p>	<p>X</p>			<p>Coordination projet</p>	<p>Gvt</p>	<p>3 000 000</p>	<p>5 172</p>

GESTION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE DU PROJET											
Les compétences de l'équipe du projet sont renforcées ; le projet est géré de manière efficace	Renégocier les contrats du personnel ; recruter du personnel d'appui additionnel et mettre en œuvre les activités inscrites de manière efficace	Mettre en œuvre l'ensemble des activités programmées	Les activités inscrites sont mise en œuvre de manière efficace	Rapports d'activités périodiques du Projet	98 637 696	98 637 696	98 637 696	Gvt/PNUD/Coordination projet	Gvt/PNUD	295 913 088	510 195
ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS D'EXPERTS											
Le comité de pilotage est mis en place.	Nommer les membres des Comités de Pilotage.	Activité1 -Elaborer l'acte de nomination des membres du Comité de Pilotage ; - Réaliser les réunions statutaires des comités.	Le comité de pilotage est mis en place.	Existence d'un acte de nomination des membres du comité de pilotage	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Coordination projet		3 000 000	5 172
Missions de promotion, de sensibilisation et de Suivi des actions du projet à l'intérieur du Mali	Promouvoir le Projet auprès des régions administratives , des collectivités territoriales et communales,	Activité2 Réaliser des missions de promotion du projet auprès de population	De nouvelles adhésions sont enregistrées et la base de données des bénéficiaires est actualisée.	Les rapports de missions ; Les besoins d'appui exprimés à la suite des missions de promotion. Le nombre de	3 000 000	3 000 000	3 000 000	Gvt/PNUD/Coordination projet	Gvt	9 000 000	15 517

	de la société civile.			nouvelles adhésions au projet							
Missions de promotion, de sensibilisation et de à l'extérieur du pays	Effectuer des missions de promotion du projet à l'étranger en vue d'enrichir le répertoire des consultants de nouveaux profils et nouer des partenariats.	Activité3 Réaliser des missions de promotion dans les pays de concentration de la diaspora, et intéresser de potentiels partenaires	De nouvelles adhésions sont enregistrées et la base de données des experts est actualisée.	Les rapports de missions ; L'enregistrement de nouveaux profils dans le répertoire du projet. Qualité des partenariats noués.	3 000 000	0	10 000 000	Gvt/PNUD/Coordination projet	Gvt	13 000 000	22 414
Organisation d'ateliers et de conférences scientifiques	Promouvoir la recherche scientifique pour inciter les étudiants et étudiantes à venir à la science.	Activité4 Choisir des thèmes de conférences et recruter les conférenciers	L'engouement suscité auprès des jeunes par les sujets abordés	Rapports et compte-rendu de conférences	2 500 000	2 500 000	2 500 000	Coordination projet/IES	Gvt	7 500 000	12 931
Fonctionnement des antennes de relais du projet TOKTEN	Assurer le fonctionnement des antennes de relais du projet.	Activité5 les antennes de relais en leur payant un budget de fonctionnement	Les antennes de relais sont réactivées et fonctionnelles	Nombre d'antennes relais fonctionnelles. Les rapports d'activités produits par les antennes de relais	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Coordination projet	Gvt	3 000 000	5 172
Sous Total ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS D'EXPERTS					10 500 000	7 500 000	17 500 000			35 500 000	61 207

CONFERENCES ET AUTRES ACTIVITES LIEES A LA MIGRATION											
Conférences et autres activités liées à la migration	Appuyer les initiatives du Gouvernement du Mali sur les questions migratoires (rencontres nationales sur les questions migratoires)	Payer les billets des participants (africains) aux rencontres programmées	La participation de ressortissants africains est effective aux rencontres nationales sur la migration	-Nombre de billets payés ; -rapports finaux des rencontres	12 371 880	0	0	PNUD/ MME/ Coordination projet	PNUD	12 371 880	20 000
INVESTISSEMENT (immobilisations)											
La coordination du projet dispose de véhicules et d'équipements de bureau en bon état.	Assurer le renouvellement partiel du parc automobile qui date de 2008	Activité1 Acheter un véhicule 4x4, un véhicule léger de (liaison) et une moto	Le parc automobile du projet est partiellement renouvelé	Passation de marché ; bon de commande ; bordereaux de livraison ; PV de réception	43 900 000	0	0	Gvt/PNUD/ Coordination projet	Gvt	43 900 000	75 690
Renouvellement partiel du Matériel informatique et bureautique	Acheter des équipements informatiques et bureautiques (Ordinateurs, imprimantes, copieurs etc.)	Activité2 Renouveler partiellement le parc informatique et bureautique	le parc informatique et bureautique est partiellement renouvelé.	Documents de passation de marché ; bons de commandes et de livraison ; procès-verbaux de réception	2 500 000	0	0	PNUD/Coordination projet	Gvt	2 500 000	4 310
Réhabiliter une maison mise à la disposition du Projet pour usage de bureau.	Doter la Coordination du Projet d'un siège fonctionnel	Activité3 Demander aux autorités compétentes d'entreprendre les travaux.	Le projet dispose d'un siège fonctionnel	Procès-verbal de remise des clés après les travaux	3 000 000	0	0	Gvt	Gvt	3 000 000	5 172
Sous Total INVESTISSEMENT (immobilisations)					49 400 000	0	0			49 400 000	85 172

FONCTIONNEMENT DU PROJET											
Fournir l'eau et électricité au projet	Assurer la fourniture d'eau et d'électricité au projet	Activité 1 Assurer la disponibilité de l'eau et de l'électricité	Les factures d'eau et d'électricité sont acquittées	Les factures payées	4 200 000	4 200 000	4 200 000	Coordination projet	Gvt	12 600 000	21 724
Fournir le téléphone	Assurer les communications téléphoniques du projet	Activité 2 Assurer la disponibilité du téléphone	Les factures de téléphone sont acquittées	Les factures payées	4 425 600	4 425 600	4 425 600	Coordination projet	Gvt	13 276 800	22 891
Assurer l'entretien et la mise à jour du site web	Assurer l'abonnement du site web du projet et sa maintenance	Activité 3 Reconduire ou renégocier le contrat existant	la connexion Internet fonctionne normalement	Contrat d'entretien du site web ; rapport d'entretien du site Rapports d'entretien périodiques	3 600 000	3 600 000	3 600 000	Coordination projet	Gvt	10 800 000	18 621
Abonnement à la connexion Internet du bureau.	Réabonnement du bureau à la connexion l'Internet	Activité 4 Renouveler l'abonnement en cours ou le renégocier	Effectivité de l'abonnement à l'Internet haut débit	Contrat de réabonnement ; factures payées.	1 274 400	1 274 400	1 274 400	Coordination projet	Gvt	3 823 200	6 592
Abonnement à la connexion Internet des villas.	Réabonnement des villas à la connexion l'Internet	Activité 5 Renouveler l'abonnement en cours ou le renégocier	Effectivité de l'abonnement à l'Internet haut débit	Contrat de réabonnement ; factures payées.	623 040	623 040	623 040	Coordination projet	Gvt	1 869 120	3 223

Gardiennage des villas et du siège du projet. Assurer la sécurité du siège du projet et les lieux d'hébergement des experts.	Recruter un service de gardiennage	Activité 6 Renouveler le contrat en cours ou le renégocier	Les lieux d'hébergement des experts sont sécurisés	Contrat de gardiennage, factures payées.	6 360 000	6 360 000	6 360 000	Coordination projet	Gvt	19 080 000	32 897
Entretien du parc informatique et bureautique	Assurer le bon fonctionnement du parc informatique et bureautique	Activité 7 Reconduire ou renégocier le contrat de maintenance	Le parc informatique et bureautique est bien entretenu	Contrat de maintenance et périodicité des interventions	1 200 000	1 200 000	1 200 000	Coordination projet	Gvt	3 600 000	6 207
Entretien des Climatiseurs et le réseau électrique	Assurer le bon fonctionnement des Climatiseurs et le réseau électrique	Activité 8 Elaborer et signer un contrat de maintenance	Les Climatiseurs et le réseau électrique sont bien entretenus	Contrat de maintenance et périodicité des interventions	1 500 000	700 000	700 000	Coordination projet	Gvt	2 900 000	5 000
Acquisition du carburant pour les véhicules du Projet	Acheter du carburant pour les véhicules du Projet	Activité 9 Faire des prévisions budgétaires suffisantes pour le carburant	Le carburant pour le fonctionnement des véhicules est disponible	Bons de commande et factures d'achat de carburant ; bons de livraison de carnets.	4 800 000	4 800 000	4 800 000	Coordination projet	Gvt	14 400 000	24 828
Les entretiens et la tenue des carnets de bord des véhicules	Assurer correctement l'entretien et la tenue des carnets de bord des véhicules du projet.	Activité 10 Suivi de l'entretien des véhicules du projet	Les véhicules du projet sont bien entretenus	Les carnets de bord ; La périodicité des entretiens réalisés	3 840 000	1 000 000	1 000 000	Coordination projet	Gvt	5 840 000	10 069

Assurance des véhicules	Acheter les polices d'assurances des véhicules	Activité 11 Acquérir les polices d'assurances des véhicules	Les véhicules du projet disposent de polices d'assurances en cours de validité	les polices d'assurances	540 578	540 578	540 578	Coordination projet	Gvt	1 621 734	2 796
Tenues des chauffeurs et personnel d'entretien	Acheter des tenues de travail pour les chauffeurs et le personnel d'entretien.	Activité 12 Passer des commandes pour les tenues de travail du personnel d'appui.	les chauffeurs et le personnel d'entretien sont correctement habillés pendant le service	Les bons de commande ; bordereaux et PV de livraison de tenues	250 000	250 000	250 000	Coordination projet	Gvt	750 000	1 293
Frais Financiers (services bancaires, frais de garantie etc)	Assurer les dépenses relatives aux services de banques	Activité 13 Budgetiser et payer les frais financiers	les dépenses relatives aux services de banques sont régulièrement payées	Le nombre de factures payées	1 000 000	1 000 000	1 000 000	Coordination projet	Gvt	3 000 000	5 172
Sous Total FRAIS DE FONCTIONNEMENT					37 613 618	33 973 618	33 973 618	Coordination projet	Gvt	105 560 854	182 001
AUTRES FRAIS ET SERVICES											
Communications/actions de visibilité : Editions, Publications, diffusion etc.	Entreprendre des actions pour rendre le projet attrayant.	Activité 1 des supports de communication et diffuser des messages audiovisuels et autres publications.	La communication et la visibilité du projet sont réalisées	Le nombre, la variété et la qualité des supports de communications utilisés	2 094 353	6 094 353	10 094 353	Gvt/Coordination projet		18 283 061	31 523

Mission d'évaluation à mi-parcours du projet (2018)	Organiser une évaluation à mi-parcours du projet	Activité 2 Rédiger les TDr et recruter les évaluateurs.	Le projet est évalué à mi-parcours et le rapport est disponible	Les DTR et le rapport d'évaluation.		5 000 000			Gvt/PNUD/Coordination projet		5 000 000	8 621
Mission d'évaluation finale du projet (2019)	Organiser l'évaluation finale du projet.	Activité 3 Rédiger les TDr et recruter les évaluateurs.	le rapport de l'évaluation finale du projet est disponible	Les DTR et le rapport d'évaluation finale.			5 000 000		Gvt/PNUD/Coordination projet		5 000 000	8 621
Frais Audit	Organiser les audits comptables du projet	Activité 4 Préparer tous les documents requis pour les audits	Les rapports d'audit sont disponibles	Les rapports et les recommandations des audits.	2 000 000	2 000 000	2 000 000		PNUD/Coordination projet		6 000 000	10 345
Divers et actions sociales du projet	Payer les dépenses liées aux actions sociales et diverses du projet	Activité 5 Evaluer les dépenses liées aux actions sociales et diverses	Les dépenses liées aux actions sociales et diverses sont connues	Pièces justificatives des dépenses liées aux actions sociales et diverses.	2 000 000	2 000 000	2 000 000		Coordination projet	Gvt	6 000 000	10 345
Sous TOTAL AUTRES FRAIS ET SERVICES					6 094 354	15 094 353	19 094 353				40 283 061	69 454
TOTAL DES COÛTS DIRECTS DE L'ACTION					309 838 489	239 901 242	251 632 149				801 371 880	1 381 676
FRAIS DE GESTION (5%)= 510 000 000 FCFA X 5% = 25 500 000 FCFA)					8 500 000	8 500 000	8 500 000				25 500 000	43 966
TOTAL BUDGETS 2017-2019					318 338 489	248 401 242	260 132 149				826 871 880	1 425 641

Le ta Signature du Coordinateur considéré dans les calculs
du projet TOKTEN

Signature du Directeur National
du projet TOKTEN

Taux forfaitaire <i>considéré est de</i> 1USD=	580	FCFA
300 000 USD=	174 000 000	FCFA

Le budget d'un montant de **826 871 880** FCFA se décompose comme suit :

CONTRIBUTION	FCFA	USD
Mali	510 000 000	879 310
PNUD	174 000 000	300 000
Mali+PNUD	684 000 000	1 179 310
Report	130 500 000	225 000
CUMUL	826 871 880	1 425 641

ANNEXE

ANNEXE 1 : PLAN ANNUEL DE TRAVAIL

Objectifs spécifiques	Actions/ stratégies	Activités	Résultats	Indicateurs de suivi-évaluation	Période : 2017				Responsable	Sources Fonds	BUDGET	
					T1	T2	T3	T4			F.CFA	USD : 1\$= 580 FCFA
					J-M 2017	A-J 2017	J-S 2017	O-D 2017				
RENFORCER LES CAPACITES D'ENCADREMENT ET DE FORMATIONS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA PROMOTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE												
Réaliser au moins 42 demandes de missions résiduelles des phases précédentes du projet dans les structures d'enseignement supérieur et de recherche.	Elaborer un plan de Travail Annuel incluant le recrutement de 40 d'experts nationaux expatriés.	<p>Activité2 Actualiser les TDRs des missions demandées</p> <p>Activité3 -Réunir le comité de pilotage pour valider le plan annuel de travail</p> <p>Activité4 Recruter les experts et réaliser les missions ;</p>	Au moins 42 missions sont réalisées.	-les rapports du comité de pilotage -les rapports de mission -les rapports d'évaluation de missions -les fiches de réalisation des missions		X	x	x	Coordination projet/IES	GVT	58 253 720	100 437

Mettre en place Un système innovant de partage des coûts avec les établissements d'enseignement supérieur partenaires du projet afin d'assurer une meilleure couverture des financements.	Signature d'un accord de rétrocession au TOKTEN-Mali à travers le PNUD, pour gestion selon ses procédures, de fonds relatifs à la formation des formateurs et à la mobilité des enseignants du supérieur vers les pays d'accueil des experts TOKTEN et d'autres pays tiers.	Activités Négocier et rédiger un accord de cession portant au moins sur le 1/3 ou au plus sur la 1/2 du budget du Programme de Formation des Formateurs (PFF) à gérer dans le cadre de l'accord de partage des coûts qui sera signé entre le Gouvernement et le PNUD.	les universités, les grandes écoles et instituts cèdent au TOKTEN une partie de leur Programme de Formation des Formateurs (PFF)	-Un accord global de cession -nombre d'accords interuniversitaires activés ou signés ; -nombre de personnes ayant bénéficié de formations complémentaires parties en mobilité.			x	x		Coordination TOKTEN/IES	PM	PM	PM
Sous Total Enseignement supérieur											58 253 720	100 437	
DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE, AU MOINS 03 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES SONT SATISFAITES.													
Réaliser, en tenant compte du genre, au moins 03 demandes de missions résiduelles.	-Recruter 03 experts nationaux expatriés sur la base du plan de Travail Annuel validé par le Comité de Pilotage ;	Organisation matérielle des missions d'experts dans les structures ayant demandé les appuis.	Au moins 03 missions sont réalisées.	--Nombre de missions réalisées ; -Fiches de réalisation de missions -Nombre de personnes formées ;		X	x	x		Coordination TOKTEN/Structures concernées	GVT	4 327 870	7 462

				-Nombre de rapports de missions ; -Rapports d'évaluation de missions.									
Sous Total secteur Agriculture											4 327 870	7 462	
DANS LE DOMAINE DE LA SANTE, AU MOINS 03 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES SONT SATISFAITES.													
Réaliser, en tenant compte du genre, au moins 03 demandes de missions résiduelles.	-Recruter 03 experts nationaux expatriés sur la base du plan de Travail Annuel validé par le Comité de Pilotage ;	Organisation matérielle des missions d'experts dans les structures de Santé ayant demandé les appuis.	Au moins 03 missions sont réalisées.	-Nombre de missions réalisées ; -Fiches de réalisation de missions -Nombre de personnes formées ; -Nombre de rapports de missions ; -Rapports d'évaluation de missions.		X	x	x	Coordination TOKTEN /Structures concernées	GVT	4 327 870	7 462	
Sous Total secteur Santé											4 327 870	7 462	

DANS LE SECTEUR PRIVE (PME/PMI) AU MOINS 09 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES SONT SATISFAITES.												
Réaliser, en tenant compte du genre, au moins 09 demandes de missions résiduelles.	-Recruter 09 experts nationaux expatriés sur la base du plan de Travail Annuel validé par le Comité de Pilotage ;	Organisation matérielle des missions d'experts dans les structures PME/PMI ayant demandé les appuis.	Au moins 09 missions sont réalisées.	--Nombre de missions réalisées ; -Fiches de réalisation de missions -Nombre de personnes formées ; -Nombre de rapports de missions ; -Rapports d'évaluation de missions.		X	x	x	Coordination TOKTEN/ Structures concernées	GVT	12 983 611	22 386
Sous Total secteur PME/PMI											12 983 611	22 386
DANS D'AUTRES ADMINISTRATIONS AU MOINS 05 DEMANDES DE MISSIONS RESIDUELLES SONT SATISFAITES.												
Réaliser, en tenant compte du genre, au moins 03 demandes de missions résiduelles.	-Recruter 03 experts nationaux expatriés sur la base du plan de Travail Annuel validé par le Comité de Pilotage ;	recruter les experts TOKTEN secteurs Agriculture, santé	Au moins 03 missions sont réalisées.	--Nombre de missions réalisées ; -Fiches de réalisation de missions -Nombre de personnes formées ; -Nombre de rapports de missions ; -Rapports d'évaluation de missions.		X	x	x	Coordination TOKTEN/ Structures concernées	GVT	4 327 870	7 462
Sous Total secteur Autres Administrations											4 327 870	7 462

La réalisation de la visibilité, vulgarisation et systématisation de l'expérience TOKTEN-Mali à travers un système de communication qui favorise son rayonnement.													
Un plan de communication est élaboré et un système de communication est mis en place. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée et vulgarisée ; sa synergie avec les expériences similaires est activée pour en favoriser le rayonnement.	Réaliser la visibilité du TOKTEN-Mali à travers un véritable plan de communication.	Elaborer les TDR du plan de communication et recruter un consultant pour rédiger le plan.	Une stratégie active de communication est mise en place et la visibilité du projet est effective. L'expérience TOKTEN-Mali est systématisée pour en favoriser le rayonnement	-Les TDR du plan de communication ; -Les nouvelles adhésions au programme.			x			PNUD/ Coordination du projet	Gvt/PNUD	3 000 000	5 172
GESTION TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE DU PROJET													
Les compétences de l'équipe du projet sont renforcées ; le projet est géré de manière efficace	Renégocier les contrats du personnel ; recruter du personnel d'appui additionnel, les points focaux, personnel pour le ménage et mettre en œuvre les activités inscrites de manière efficace	-Mettre en œuvre l'ensemble des activités programmées. -Renforcer les capacités du personnel	Les activités inscrites sont mise en œuvre de manière efficace	Rapports d'activités périodiques du Projet	x	x	x	x		PNUD/ Coordination du projet	Gvt/PNUD	98 637 696	170 065

ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS D'EXPERTS

<p>Le comité de pilotage est mis en place.</p>	<p>Nommer les membres des Comités de Pilotage.</p>	<p>Activité1 Elaborer l'acte de nomination des membres du Comité de Pilotage ; - Réaliser les réunions statutaires des comités.</p>	<p>Le comité de pilotage est mis en place.</p>	<p>Existence d'un acte de nomination des membres du comité de pilotage</p>	<p align="center">x</p>				<p>GVT/Coordination du projet</p>	<p align="center">Gvt</p>	<p align="center">1 000 000</p>	<p align="center">1 724</p>
<p>Missions de promotion, de sensibilisation et de Suivi des actions du projet à l'intérieur du Mali</p>	<p>Promouvoir le Projet auprès des régions administratives, des collectivités territoriales et communales, de la société civile.</p>	<p>Activité2 Réaliser des missions de promotion du projet auprès de population</p>	<p>De nouvelles adhésions sont enregistrées et la base de données des bénéficiaires est actualisée.</p>	<p>Les rapports de missions ; Les besoins d'appui exprimés à la suite des missions de promotion. Le nombre de nouvelles adhésions au projet</p>			<p align="center">x</p>	<p align="center">x</p>	<p>Coordination du projet</p>	<p align="center">Gvt</p>	<p align="center">3 000 000</p>	<p align="center">5 172</p>

Missions officielles à l'extérieur du pays (sensibilisation, promotion, etc.)	Effectuer des missions de promotion du projet à l'étranger	Activité3 Réaliser des missions de promotion dans les pays de concentration de la diaspora, et intéresser de potentiels partenaires	De nouvelles adhésions au programme sont enregistrées et la base de données des experts est actualisée.	Les rapports de missions ; L'enregistrement de nouveaux profils dans le répertoire du projet. Qualité des partenariats noués.		X	X	X	PNUD/MME/Coordination projet	Gvt	3 000 000	5 172
Organisation d'ateliers et de conférences scientifiques	Promouvoir la recherche scientifique pour inciter les étudiants et étudiantes à venir à la science.	Activité4 Choisir des thèmes de conférences et recruter les conférenciers.	L'engouement suscité auprès des jeunes par les sujets abordés	Rapports et compte-rendu de conférences		X	X	X	Coordination du projet / IES	Gvt	2 500 000	4 310
Fonctionnement des antennes de relais du projet TOKTEN	Assurer le fonctionnement des antennes de relais du projet.	Activité5 Réactiver les antennes de relais en leur payant un budget de fonctionnement	Les antennes de relais sont réactivées et fonctionnelles	Nombre d'antennes relais fonctionnelles. Les rapports d'activités produits par les antennes de relais		X	X	X	Coordination du projet / Ambassades/Consulats	Gvt	1 000 000	1 724
Sous Total ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS D'EXPERTS											10 500 000	18 103

CONFERENCES ET AUTRES ACTIVITES LIEES A LA MIGRATION													
Conférences et autres activités liées à la migration	Appuyer les initiatives du Gouvernement du Mali sur les questions migratoires (rencontres nationales sur les questions migratoires)	Payer les billets des participants (africains) aux rencontres programmées	La participation de ressortissants africains est effective aux rencontres nationales sur la migration	-Nombre de billets payés ; -rapports finaux des rencontres		X	X	X		PNUD/ME/Coordination projet	PNUD	12 371 880	21 331
INVESTISSEMENT (immobilisations)													
La coordination du projet dispose de véhicules et d'équipements de bureau en bon état.	Assurer le renouvellement partiel du parc automobile date de 2008	Activité1 Acquisition de matériels roulants (Acheter véhicules)	Le parc automobile du projet est partiellement renouvelé	Passation de marché ; bon de commande ; bordereaux de livraison ; PV de réception		X				PNUD/Coordination projet	Gvt	43 900 000	75 690
Renouvellement partiel du Matériel informatique et bureautique	Acheter des équipements informatiques bureautiques (Ordinateurs, imprimantes, copieurs etc.)	Activité2 Renouveler partiellement le parc informatique et bureautique	le parc informatique et bureautique est partiellement renouvelé.	Documents de passation de marché ; bons de commandes et de livraison ; procès-verbaux de réception		X				PNUD/Coordination projet	Gvt	2 500 000	4 310

Réfection et équipements des 3 villas TOKTEN.	Offrir de meilleures conditions d'hébergement aux consultants	Activité 3 Renouveler partiellement les mobiliers des villas TOKTEN et Procéder à des travaux de réfection.	Les villas TOKTEN sont fonctionnelles	Bordereaux de livraison et procès-verbal de réception des travaux						X		Coordination projet	Gvt	3 000 000	5 172
Sous Total INVESTISSEMENT (immobilisations)														49 400 000	85 172
FONCTIONNEMENT DU PROJET															
Fournir l'eau et électricité au projet	Assurer la fourniture d'eau et d'électricité au projet	Activité 1 Assurer la disponibilité de l'eau et d'électricité	Les factures d'eau et d'électricité sont acquittées	Les factures payées	x	x	x	x				Coordination projet		4 200 000	7 241
Téléphone	Assurer les communications téléphoniques du projet	Activité 2 Assurer la disponibilité du téléphone	Les factures de téléphone sont acquittées	Les factures payées	x	x	x	x				Coordination projet		4 425 600	7 154

Assurer l'entretien et la mise à jour du site web	Assurer l'abonnement du site web du projet et sa maintenance	Activité 3 Reconduire ou renégocier le contrat existant	la connexion Internet fonctionne normalement	Contrat d'entretien du site web ; rapport d'entretien du site Rapports d'entretien périodiques	x	x	x	x	Coordination projet		3 600 000	6 207
Abonnement à la connexion Internet du bureau.	Réabonnement du bureau à la connexion l'Internet	Activité 4 Renouveler l'abonnement en cours ou le renégocier	Effectivité de l'abonnement à l'Internet haut débit	Contrat de réabonnement ; factures payées.		x			Coordination projet		1 274 400	2 197
Abonnement à la connexion Internet des villas.	Réabonnement des villas à la connexion l'Internet	Activité 5 Renouveler l'abonnement en cours ou le renégocier	Effectivité de l'abonnement à l'Internet haut débit	Contrat de réabonnement ; factures payées.		x			Coordination projet		623 040	1 074
Gardiennage des villas et du siège du projet. Assurer la sécurité du siège du projet et les lieux d'hébergement des experts.	Recruter un service de gardiennage	Activité 6 Renouveler le contrat en cours ou le renégocier	Le Siège du projet et les villas d'hébergement des experts sont sécurisés	Contrat de gardiennage, factures payées.	x	x	x	x	Coordination projet		6 360 000	10 966

Entretien le parc informatique et bureautique	Assurer le bon fonctionnement du parc informatique et bureautique	Activité 7 Reconduire ou renégocier le contrat de maintenance	Le parc informatique et bureautique est bien entretenu	Contrat de maintenance et périodicité des interventions	x	x	x	x	Coordination projet	Gvt	1 200 000	2 069
Entretien les Climatiseurs et le réseau électrique	Assurer le bon fonctionnement des Climatiseurs et le réseau électrique	Activité 8 Elaborer et signer un contrat de maintenance	Les Climatiseurs et le réseau électrique sont bien entretenus	Contrat de maintenance et périodicité des interventions	x	x	x	x	Coordination projet	Gvt	1 500 000	2 586
Acquisition du carburant pour les véhicules du Projet	Acheter du carburant pour les véhicules du Projet	Activité 9 Faire des prévisions budgétaires suffisantes pour le carburant	Le carburant pour le fonctionnement des véhicules est disponible	Bons de commande et factures d'achat de carburant ; bons de livraison de carnets.	x	x	x	x	Coordination projet	Gvt	4 800 000	8 276
Les entretiens des véhicules	Assurer correctement l'entretien des véhicules du projet.	Activité 10 Suivi de l'entretien des véhicules du projet	Les véhicules du projet sont bien entretenus	Les carnets de bord ; La périodicité des entretiens réalisés		x	x	x	Coordination projet	Gvt	3 840 000	6 621

Assurances véhicules	Acheter les polices d'assurances des véhicules	Activité 11 Acquérir les polices d'assurances des véhicules	Les véhicules du projet disposent de polices d'assurances en cours de validité	les polices d'assurances		X			Coordination projet	Gvt	540 578	932
Consommables-fournitures de bureau	Acheter les consommables et les fournitures de bureau	Activité 12 Passer des commandes pour les consommables et fournitures de bureau.	consommables et fournitures de bureau disponibles pour le bon fonctionnement du bureau	Les bons de commande ; bordereaux et PV de livraison		x	x	x	Coordination projet	Gvt	4 000 000	6 897
Tenues des chauffeurs et personnel d'entretien	Acheter des tenues de travail pour les chauffeurs et le personnel d'entretien.	Activité 13 Passer des commandes pour les tenues de travail du personnel d'appui.	les chauffeurs et le personnel d'entretien sont correctement habillés pendant le service	Les bons de commande ; bordereaux et PV de livraison de tenues		X			Coordination projet	Gvt	250 000	431

Frais Financiers (services bancaires, frais de garantie etc)	Assurer les dépenses relatives aux services de banques	Activité 13 Budgétiser et payer les frais financiers	les dépenses relatives aux services de banques sont régulièrement payées	Le nombre de factures payées	x	x	x	x	Coordination projet	Gvt	1 000 000	1 724
Sous Total FRAIS DE FONCTIONNEMENT											37 613 618	64 851
AUTRES FRAIS ET SERVICES												
Communications/actions de visibilité : Editions, Publications, diffusion etc.	Entreprendre des actions pour rendre le projet attrayant.	Activité1 Editer des supports de communication et diffuser des messages audiovisuels et autres publications	La communication et la visibilité du projet sont réalisées	Le nombre, la variété et la qualité des supports de communications utilisés	x	x	x	x	GVT/PN UD/ Coordination projet	Gvt	2 094 353	3 611
Mission d'évaluation à mi-parcours du projet (2018)	Organiser une évaluation à mi-parcours du projet (2018)	Activité2 Rédiger les TDr et recruter les évaluateurs.	Le projet est évalué à mi-parcours et le rapport est disponible	<i>Les DTR et le rapport d'évaluation</i>	PM	PM	PM	PM	GVT/PN UD/ Coordination projet	Gvt	0	0

Mission d'évaluation finale du projet (2019)	Organiser l'évaluation finale du projet. (2019)	Activité 3 Rédiger les TDr et recruter les évaluateurs.	le rapport de l'évaluation finale du projet est disponible	Les DTR et le rapport d'évaluation finale.	PM	PM	PM	PM	GVT/PNUD/Coordination projet	Gvt	0	0
Frais Audit	Organiser les audits comptables du projet	Activité 4 Préparer tous les documents requis pour les audits	Les rapports d'audit sont disponibles	Les rapports et les recommandations des audits.	X				PNUD/Coordination projet	Gvt	2 000 000	3 448
Divers actions sociales du projet et	Payer les dépenses liées aux actions sociales et diverses du projet	Activité 5 Evaluer les dépenses liées aux actions sociales et diverses	Les dépenses liées aux actions sociales et diverses sont connues	Pièces justificatives des dépenses liées aux actions sociales et diverses.		X	X	X	Coordination projet	Gvt	2 000 000	3 448
Sous TOTAL AUTRES FRAIS ET SERVICES											6 094 354	10 508
TOTAL DES COÛTS DIRECTS DE L'ACTION											309 838 489	534 204
FRAIS DE GESTION (5%) (170 000 000 FCFA X 5% = 8 500 000 FCFA)											8 500 000	14 655
TOTAL BUDGET 2017											318 338 489	548 859

NB : Les frais de gestion sont calculés sur la base des 170 millions de contribution annuelle du Gouvernement

Signature du Coordinateur
du projet TOKTEN

Signature du Directeur National
du projet TOKTEN

Le taux moyen de 1USD = 580 FCFA a été considéré dans les calculs

Taux forfaitaire considéré est de 1USD=	580	FCFA
300 000 USD=	174 000 000	FCFA

Le budget d'un montant de **305 966 609** FCFA se décompose comme suit :

CONTRIBUTION	FCFA	USD
Mali	170 000 000	293 103
PNUD	58 000 000	100 000
Mali + PNUD	228 000 000	393 103
Report	90 338 489	155 756
CUMUL	318 338 489	548 859

ANNEXE 2 : SYNTHESE BUDGET PREVISIONNEL DU PLAN D' ACTIONS TOKTEN PHASE 2017 – 2019

RUBRIQUES	PHASE 2017-2019									
	2017		2018		2019		Cumul			1USD= 580 FCFA
	MALI+Report	PNUD	MALI+Report	PNUD	MALI+Report	PNUD	MALI+Report	PNUD	TOTAL	
I. EXPERTISE										
I.1. Experts nationaux expatriés										
Missions d'appui secteur public/privé	78 094 865	6 126 076	78 569 499	6 126 076	76 300 406	6 126 076	232 964 770	18 378 228	251 342 998	433 350
I.2. Activités liées aux missions d'experts										
1.2.1. Réunion Comité de pilotage	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	5 172
1.2.2. Missions de promotion, de sensibilisation et de de Suivi des actions du projet à l'intérieur du Mali	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	0	9 000 000	0	9 000 000	15 517
1.2.3. Missions officielles à l'extérieur du pays (sensibilisation, promotion, etc.)	3 000 000	0	0	0	10 000 000	0	13 000 000	0	13 000 000	22 414
1.2.4. Organisation d'ateliers et de conférences	2 500 000	0	2 500 000	0	2 500 000	0	7 500 000	0	7 500 000	12 931
1.2.5. Fonctionnement des antennes de relais du projet TOKTEN	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	5 172
Sous total Activités liées aux missions d'experts	10 500 000	0	7 500 000	0	17 500 000	0	35 500 000	0	35 500 000	61 207
TOTAL MISSIONS D'EXPERTS TOKTEN	88 594 865	6 126 076	86 069 499	6 126 076	93 800 406	6 126 076	268 464 770	18 378 228	286 842 998	494 557

II. CONFERENCES ET AUTRES ACTIVITES LIEES A LA MIGRATION										
Conférences et autres activités liées à la migration	12 371 880		0		0		12 371 880	0	12 371 880	21 331
TOTAL MISSIONS D'ETUDES	12 371 880	0	0	0	0	0	12 371 880	0	12 371 880	21 331
III. INVESTISSEMENT (immobilisations)										
3.1. Logistique (achat véhicules et équipements des bureaux)	43 900 000	0	0	0	0	0	43 900 000	0	43 900 000	75 690
3.2. Matériel informatique et bureautique	2 500 000	0	0		0		2 500 000	0	2 500 000	4 310
3.3. Réhabilitation Bureau TOKTEN	3 000 000	0	0		0		3 000 000	0	3 000 000	5 172
Total investissement	49 400 000	0	0	0	0	0	49 400 000	0	49 400 000	85 172
IV. ETUDES										
Etude d'identification des besoins en renforcement des capacités des différents secteurs d'intervention du TOKTEN	8 000 000		0		0		8 000 000	0	8 000 000	13 793
Elaboration d'un plan de communication	3 000 000		0		0		3 000 000	0	3 000 000	5 172
TOTAL MISSIONS D'ETUDES	11 000 000	0	0	0	0	0	11 000 000	0	11 000 000	18 966
V. FONCTIONNEMENT DU TOKTEN										
5.1. Eau et électricité										
Eau et électricité	4 200 000	0	4 200 000	0	4 200 000	0	12 600 000	0	12 600 000	21 724
Sous total Eau et électricité	4 200 000	0	4 200 000	0	4 200 000	0	12 600 000	0	12 600 000	21 724

5.2. Téléphone											
Téléphone	4 425 600	0	4 425 600	0	4 425 600	0	13 276 800	0	13 276 800	22 891	
Sous total Téléphone	4 425 600	0	4 425 600	0	4 425 600	0	13 276 800	0	13 276 800	22 891	
5.3. Entretien et mise à jour du site web											
Entretien et mise à jour du site web	3 600 000	0	3 600 000	0	3 600 000	0	10 800 000	0	10 800 000	18 621	
Sous total Entretien et mise à jour du site web	3 600 000	0	3 600 000	0	3 600 000	0	10 800 000	0	10 800 000	18 621	
5.4. Connexion Internet											
Connexion Internet Bureau	1 274 400	0	1 274 400	0	1 274 400	0	3 823 200	0	3 823 200	6 592	
Connexion Internet Villa	623 040	0	623 040	0	623 040	0	1 869 120	0	1 869 120	3 223	
Sous total Connexion Internet	1 897 440	0	1 897 440	0	1 897 440	0	5 692 320	0	5 692 320	9 814	
5.5. Gardiennage des 3 villas et du siège du projet											
Gardiennage des 3 villas et du siège du projet	6 360 000	0	6 360 000	0	6 360 000	0	19 080 000	0	19 080 000	32 897	
Sous total Gardiennage	6 360 000	0	6 360 000	0	6 360 000	0	19 080 000	0	19 080 000	32 897	
5.6. Entretien parc informatique											
Entretien parc informatique	1 200 000	0	1 200 000	0	1 200 000	0	3 600 000	0	3 600 000	6 207	
Sous total Entretien parc informatique	1 200 000	0	1 200 000	0	1 200 000	0	3 600 000	0	3 600 000	6 207	
5.7. Entretien Climatiseurs et réseau électrique											
Entretien Climatiseurs et réseau électrique	1 500 000	0	700 000	0	700 000	0	2 900 000	0	2 900 000	5 000	
Sous total Entretien Climatiseurs et réseau électrique	1 500 000	0	700 000	0	700 000	0	2 900 000	0	2 900 000	5 000	

5.8. Carburant											
Achat carburant	4 800 000	0	4 800 000	0	4 800 000	0	14 400 000	0	14 400 000	24 828	
Sous total Carburant	4 800 000	0	4 800 000	0	4 800 000	0	14 400 000	0	14 400 000	24 828	
5.9. Entretien et assurance des véhicules											
Entretien véhicules	3 840 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	5 840 000	0	5 840 000	10 069	
Assurances véhicules	540 578	0	540 578	0	540 578	0	1 621 734	0	1 621 734	2 796	
Sous total Entretien et assurance véhicules	4 380 578	0	1 540 578	0	1 540 578	0	7 461 734	0	7 461 734	12 865	
5.10. Consommables-fournitures de bureau											
Consommables-fournitures de bureau	4 000 000	0	4 000 000	0	4 000 000	0	12 000 000	0	12 000 000	20 690	
Sous total Consommables-fournitures de bureau	4 000 000	0	4 000 000	0	4 000 000	0	12 000 000	0	12 000 000	20 690	
5.11. Tenues des chauffeurs et personnel d'entretien											
Tenues des chauffeurs et personnel d'entretien	250 000	0	250 000	0	250 000	0	750 000	0	750 000	1 293	
Sous total Tenues des chauffeurs et personnel d'entretien	250 000	0	250 000	0	250 000	0	750 000	0	750 000	1 293	
5.12. Frais Financiers (services bancaires, frais de garantie etc.)											
Frais Financiers (services bancaires, frais de garantie etc.)	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	5 172	
Sous total Frais Financiers	1 000 000	0	1 000 000	0	1 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	5 172	
TOTAL FONCTIONNEMENT DU TOKTEN	37 613 618	0	33 973 618	0	33 973 618	0	105 560 854	0	105 560 854	182 001	

VI. EXPERTISE BUREAU COORDINATION, POINTS FOCaux/PERSONNEL D'APPUI										
Expertise bureau Coordination, Points focaux/personnel d'appui et de ménage	46 763 772	51 873 924	46 763 772	51 873 924	46 763 772	51 873 924	140 291 316	155 621 772	295 913 088	510 195
TOTAL EXPERTISE BUREAU COORDINATION, POINTS FOCaux/PERSONNEL D'APPUI ET DE MENAGE	46 763 772	51 873 924	46 763 772	51 873 924	46 763 772	51 873 924	140 291 316	155 621 772	295 913 088	510 195
VII. AUTRES FRAIS ET SERVICES										
7.1. Communications/actions de visibilité : Editions, Publications, diffusion etc.	2 094 354	0	6 094 353	0	10 094 353	0	18 283 061	0	18 283 061	31 523
7.2. Missions d'évaluation à mi-parcours du projet (2018)	0	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	5 000 000	8 621
7.3. Missions d'évaluation finale du projet (2019)	0	0	0	0	5 000 000	0	5 000 000	0	5 000 000	8 621
7.4. Frais Audit	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	6 000 000	0	6 000 000	10 345
7.5. Divers et Actions sociales du projet	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	6 000 000	0	6 000 000	10 345
TOTAL AUTRES FRAIS ET SERVICES	6 094 354	0	15 094 353	0	19 094 353	0	40 283 061	0	40 283 061	69 454
SOUS TOTAL DES COÛTS DIRECTS DE L'ACTION	251 838 489	58 000 000	181 901 242	58 000 000	193 632 149	58 000 000	627 371 880	174 000 000	801 371 880	1 381 676
FRAIS DE GESTION (5%)	8 500 000	0	8 500 000	0	8 500 000	0	25 500 000	0	25 500 000	43 966
TOTAL BUDGET 2017-2019	260 338 489	58 000 000	190 401 242	58 000 000	202 132 149	58 000 000	652 871 880	174 000 000	826 871 880	1 425 641

NB : Les frais de gestion sont calculés sur la base des 170 millions de contribution annuelle du Gouvernement.

ANNEXE 3 : PROJET ACCORD DE PARTAGE DES COÛTS



Au service
des peuples
et des nations

ACCORD DE PARTICIPATION AUX COÛTS DE TIERCES PARTIES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU MALI ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

CONSIDERANT que le Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après le « PNUD ») et le Gouvernement du Mali (ci-après le « gouvernement ») ont accepté de coopérer pour mettre en place une phase transitoire du projet Transfert des connaissances à travers les nationaux expatriés (ci-après « le programme/projet »), comme décrit dans le document de projet 00050830, au Mali, et soumis au gouvernement pour information. Ajouter la référence du gouvernement, s'il y a ;

CONSIDERANT que le Gouvernement a dûment informé le PNUD de sa volonté de contribuer financièrement (ci-après la « contribution ») au PNUD sur la base d'une participation aux coûts afin d'augmenter les ressources disponibles pour le projet ;

CONSIDERANT que le PNUD désignera un partenaire pour la réalisation du projet (ci-après le « partenaire de réalisation ») ;

Le PNUD et le Gouvernement sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Le gouvernement versera au PNUD, selon les dispositions du paragraphe 2 de cet Article, une somme de **Cinq Cent dix millions de francs CFA.**
2. Le gouvernement déposera sa contribution, conformément à l'échéancier ci-dessous, sur le compte de la représentation du PNUD Mali, ouvert à la Banque de Développement du Mali (BDM) comme suit :

Domiciliation : AGENCE PRINCIPALE 1

Numéro de compte : 043401287753

Code banque : ML016

Code guichet : 01201

Clé RIB : 24

Numéro Award: 00050830

<u>Date d'échéance</u>	<u>Montant (devise indiquée)</u>
(a) Année 2017 :	
Février 2017	85 000 000 FCFA
Août 2017	85 000 000 FCFA
<u>Date d'échéance</u>	<u>Montant (devise indiquée)</u>
(b) Année 2018 :	
Février 2018	85 000 000 FCFA
Août 2018	85 000 000 FCFA
(C) Année 2019 :	
Février 2019	85 000 000 FCFA
Août 2019	85 000 000 FCFA

3. Le gouvernement informera le PNUD du versement de la contribution par un message électronique contenant les renseignements relatifs au paiement par un email adresse à : contributions@undp.org et registry.ml@undp.org, en fournissant les données suivantes : Gouvernement du Mali, bureau pays PNUD-Mali, Transfert des connaissances à travers les nationaux expatriés 00050830, référence du gouvernement (le cas échéant). Cette information figurera également dans l'avis de versement à la banque lorsque les fonds seront versés au PNUD.
4. La valeur du paiement, si celui-ci est effectué dans une autre devise que le dollar des Etats-Unis, est déterminée en appliquant le taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date du paiement. En cas de modification du taux de change opérationnel des Nations Unies avant l'utilisation entière par le PNUD du paiement, la valeur du solde des fonds toujours en sa possession à ce moment-là est ajustée en conséquence. Si dans un tel cas, une perte de la valeur du solde des fonds est enregistrée, le PNUD en informe le gouvernement en vue de déterminer si un financement supplémentaire peut être fourni par celui-ci. Si ce financement supplémentaire n'est pas disponible, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou abandonnée par le PNUD.
5. L'échéancier des paiements ci-dessus² tient compte du fait que les paiements doivent être effectués avant l'exécution ou la mise en œuvre des activités envisagées. Il peut être modifié pour s'adapter à l'avancement de l'exécution du projet.
6. Tous les comptes et états financiers doivent être libellés en dollars des Etats-Unis.

² Il est recommandé aux bureaux de pays de négocier le nombre de versements afin de garantir que chacun de ceux-ci couvre les décaissements anticipés pour une période de six mois au moins. Cela permettra aux bureaux de pays d'assurer le traitement et le suivi des contributions avec plus d'efficacité.

7. Le PNUD peut accepter des contributions libellées dans une devise autre que les dollars des Etats-Unis, si la devise en question est totalement convertible ou directement utilisable par le PNUD et sujette aux dispositions du paragraphe 6. Tout changement dans la devise de paiement ne peut être fait qu'avec l'accord du PNUD.
8. Tout revenu d'intérêt attribuable à la contribution est porté au crédit du PNUD et est utilisé conformément aux procédures standards du PNUD.

Article II

1. Conformément aux décisions, politiques et procédures du Conseil d'Administration du PNUD reflétées dans sa Politique de recouvrement au titre des mécanismes de financement autres que les ressources de base, les coûts indirects encourus par les entités du siège et des bureaux de pays du PNUD pour la fourniture des services généraux d'appui administratif seront imputés à la contribution. Pour couvrir ces coûts d'appui administratif, il sera imputé à la contribution une redevance de 5%. En outre, sous réserve qu'ils soient associés sans ambiguïté à ce projet spécifique, tous les coûts directs de mise en œuvre, y compris ceux encourus par le partenaire de réalisation, seront inscrits au budget du projet et imputables à un poste budgétaire défini et seront en conséquence supportés par le projet.
2. Le total des montants inscrits au budget du projet, additionné des coûts estimés des services d'appui y afférents, ne doit pas dépasser le total des ressources mises à disposition au titre du présent accord et des fonds provenant d'autres sources de financement qui peuvent être mis à la disposition du projet pour les coûts du projet et pour les coûts d'appui.

Article III

1. La contribution est administrée par le PNUD conformément à ses règles, règlements, politiques et procédures, en application de ses procédures régulières pour la mise en œuvre de projets.
2. La gestion et les dépenses du projet sont régies par les règles, règlements, politiques et procédures du PNUD et, selon qu'ils sont applicables, les règles, règlements politiques et procédures du partenaire de réalisation.

Article IV

1. L'exercice des responsabilités du PNUD et du partenaire de réalisation en vertu du présent accord et du descriptif de projet dépend de la réception par le PNUD de la contribution, conformément à l'échéancier des paiements figurant à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus. Le PNUD n'entamera la réalisation des activités qu'une fois reçue la contribution ou la première tranche de celle-ci, selon le cas.
2. Si des augmentations imprévues des dépenses ou engagements sont attendues ou réalisées (qu'elles soient dues à des facteurs inflationnistes, à la fluctuation des taux de change ou à des impondérables), le PNUD soumet au gouvernement en temps opportun une estimation du financement complémentaire qui sera nécessaire. Le gouvernement fait tout son possible pour obtenir les fonds supplémentaires requis.

3. Si les paiements visés à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus ne sont pas reçus conformément à l'échéancier des paiements ou si le financement supplémentaire requis conformément au paragraphe 2 ci-dessus ne peut pas être obtenu du gouvernement ou d'autres sources, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou terminée par le PNUD.

Article V

La propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens financés à partir de la contribution est assignée au PNUD. Les questions relatives au transfert de la propriété par le PNUD sont déterminées conformément aux politiques et procédures pertinentes du PNUD.

Article VI

La contribution est soumise exclusivement aux procédures de vérification interne et externe prévues par les règles, règlements financiers, procédures et politiques du PNUD.

Article VII

Le PNUD doit fournir au gouvernement, sur sa demande, tous les rapports financiers ou autres, préparés conformément aux procédures du PNUD en matière de comptabilité et de rapports.

Article VIII

1. Le PNUD informe le gouvernement de l'achèvement de toutes les activités ayant trait au projet conformément au descriptif du projet.
2. Nonobstant l'achèvement du projet, le PNUD conserve le solde inutilisé de la contribution jusqu'à ce que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées aux fins de la réalisation du projet aient été honorés et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
3. Si le solde inutilisé des paiements s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe le gouvernement et le consulte sur la façon d'y satisfaire.
4. Dans le cas où le projet est achevé conformément au document du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec le Gouvernement.

Article IX

1. Après consultations entre les deux parties de cet accord, et sous réserve que les paiements déjà reçus additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet soient suffisants pour faire face à tous les engagements pris et à toutes les obligations contractées aux fins de l'exécution du projet, le présent accord peut être résilié par le PNUD ou le gouvernement. L'accord cesse de produire effet trente (30) jours après que l'une des parties a notifié par écrit à l'autre partie sa décision de le résilier.
2. Si le solde inutilisé des paiements, additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe le gouvernement et le consulte sur la façon d'y satisfaire.
3. Nonobstant la résiliation du présent accord en tout ou partie, le PNUD conserve les paiements inutilisés jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux engagements pris et aux obligations contractées durant l'exécution, en tout ou partie, du projet pour lequel cet accord est résilié, et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
4. Dans le cas où l'accord est résilié avant l'achèvement du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec le gouvernement.

Article X

Toute notification ou correspondance entre le PNUD et le gouvernement sera adressée comme suit :

- (a) Au gouvernement :

Adresse :

- (b) Après réception des fonds, le PNUD adressera un courrier électronique au gouvernement à l'adresse email fournie ci-dessous pour confirmer que les fonds déposés ont été reçus par le PNUD.

Adresse email du Ministère des Maliens de l'Extérieur :
maliensdelexterieur@yahoo.fr

A l'attention de : Monsieur Salia Traore, Conseiller Technique (Directeur National du
Projet TOKTEN)

- (c) Au PNUD : Madame, Fatimata Ossade Traore, Conseiller au Programme

Adresse : Programme des Nations Unies pour le Développement, Badalabougou-Est

Article XI

Le présent accord entre en vigueur lorsqu'il a été signé par les parties concernées, à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dument autorisés, ont souscrit le présent accord en langue française, en deux exemplaires.

Pour le gouvernement,

A blue ink signature is written over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Mali in the center, surrounded by the text "REPUBLIQUE DU MALI" and "LE MINISTRE DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR".

Nom : Dr Abdramane SYLLA
Titre : Ministre des Maliens de l'Extérieur
Date :
Lieu : Bamako 20 FEV 2017

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement

A blue ink signature is written over a circular official seal. The seal features the UN logo in the center, surrounded by the text "REPRÉSENTANT DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU MALI".

Nom : Boubou Dramane Camara
Titre : Directeur Pays
Date :
Lieu : Bamako 21 FEV 2017

ANNEXE 4 : DECISION PORTANT CREATION COMITE DE PILOTAGE

MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

SECRETARIAT GENERAL

DECISION N°2017 - 00004 /MME-SG DU 14 MARS 2017

PORTANT CREATION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET TOKTEN

LE MINISTRE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR,

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret N°2015-003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le Décret N°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret N°2015-66/P-RM du 15 février 2015 portant approbation de documents de politique nationale ;
- Vu le document de Projet TOKTEN 2017-2019, signé en date du 09 mars 2017 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

DECIDE :

CHAPITRE 1 : CREATION

Article 1 : Il est institué, sous l'autorité du Ministre des Maliens, un Comité de Pilotage du Projet TOKTEN (Transfert des Connaissances à Travers les Nationaux Expatriés).

CHAPITRE 2 : MISSIONS

Article 2 : Le Comité de Pilotage est l'instance de décision du Projet TOKTEN. A ce titre, il est chargé de :

- l'orientation et du contrôle des activités du Projet ;
- la sélection de l'expertise expatriée malienne proposée pour les différentes missions de consultation ;
- l'attribution des missions et de la détermination de leur durée ;
- l'examen des termes de références des missions ;
- l'examen des rapports relatifs au Projet ;
- la sélection des entités bénéficiaires sur la base des requêtes présentées par celles-ci ;
- la sélection des consultants répondant aux exigences de ces requêtes.

CHAPITRE 3 : COMPOSITION

Article 3 : Le comité de Pilotage du projet TOKTEN est composé comme suit :

Président : Le Secrétaire Général du Ministère des Maliens de l'Extérieur ;

Vice-Président : Un Recteur des Universités du Mali ou de leur représentant ;

Membres :

1. Le Directeur de la Coopération Multilatérale ou son représentant ;
2. Le Représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
3. Le Directeur National du projet TOKTEN ;
4. Le Directeur National de la Planification du Développement ou son représentant ;
5. Le Directeur Général du Budget ou son représentant ;
6. Le Délégué Général des Maliens de l'Extérieur ou son représentant ;
7. Le Directeur Général de l'Enseignement Supérieur ou son représentant ;
8. Le Directeur Général du Centre National de la Recherche scientifique et Technologique (CNRST) ou son représentant ;
9. Les Recteurs des Universités du Mali ou leurs représentants ;
10. Les Doyens des Facultés, les Directeurs Généraux des Grandes Ecoles et Instituts ou leurs représentants ;
11. Le Directeur de la CPS du secteur Coopération Internationale ou son représentant ;
12. Le Représentant de l'Organisation Internationale des Migrations au Mali (OIM) ou son représentant ;
13. Le Directeur de la CPS du secteur Education ou son représentant ;
14. Le Directeur de la CPS du Ministère de la Santé, développement social et promotion de la famille ou son représentant ;
15. Le Directeur de la CPS secteur Développement Rural ou son représentant ;
16. Le Directeur de la CPS secteur industrie, commerce, artisanat, emploi et promotion de l'investissement privé ou son représentant ;
17. Le Directeur de la CPS du secteur administration territoriale, fonction publique et sécurité intérieure ou son représentant ;
18. Le Directeur de l'Institut National de Recherche en Santé Publique (INRSP) ou son représentant ;
19. Le Directeur Général de l'Institut d'Economie Rurale ou son représentant ;
20. Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ou son représentant ;

21. Le Directeur National de l'Enseignement Technique et Professionnel ou son représentant ;
22. Le Directeur de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) ou son représentant.

Article 4 : Les structures demandeuses de missions d'appui peuvent être autorisées à participer aux réunions du Comité de Pilotage du Projet en qualité d'observateurs.

CHAPITRE 4 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 5 : Le Comité de Pilotage du Projet TOKTEN se réunit au moins une fois par an en session ordinaire ou sur convocation expresse de son Président, chaque fois que de besoin.

Article 6 : Les sessions du Comité de Pilotage font l'objet d'une convocation qui doit parvenir à tous les membres, au moins trois (3) jours, avant la date de la réunion. La convocation indique les points inscrits à l'ordre du jour et les documents y afférents doivent être joints.

Article 7 : Les sessions du Comité de Pilotage sont convoquées et présidées par le Secrétaire Général du Ministère des Maliens de l'Extérieur. En cas d'empêchement de celui-ci, la présidence est assurée par un des Recteurs des Universités du Mali ou leur représentant.

Article 8 : Le Bureau de Coordination du Projet TOKTEN assure le secrétariat du Comité de Pilotage. Il dresse un compte-rendu de la réunion du Comité de Pilotage qui fera l'objet d'approbation lors de la prochaine session.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

Article 9 : La présente Décision qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Ampliations

· MME	2
· PNUD	1
· MAECIIA	1
· DCM	1
· MEF	1
· MESSRS	1
· MEN	1
· MEFP	1
· MA	1
· MEP	1
· MSHP	1
· MC	1
· MPISP	1
· MAT	1
· TOKTEN	1
· Services et Membres intéressés ..	21
· Archives	2

Le Ministre

Dr. Abdramane SYLLA



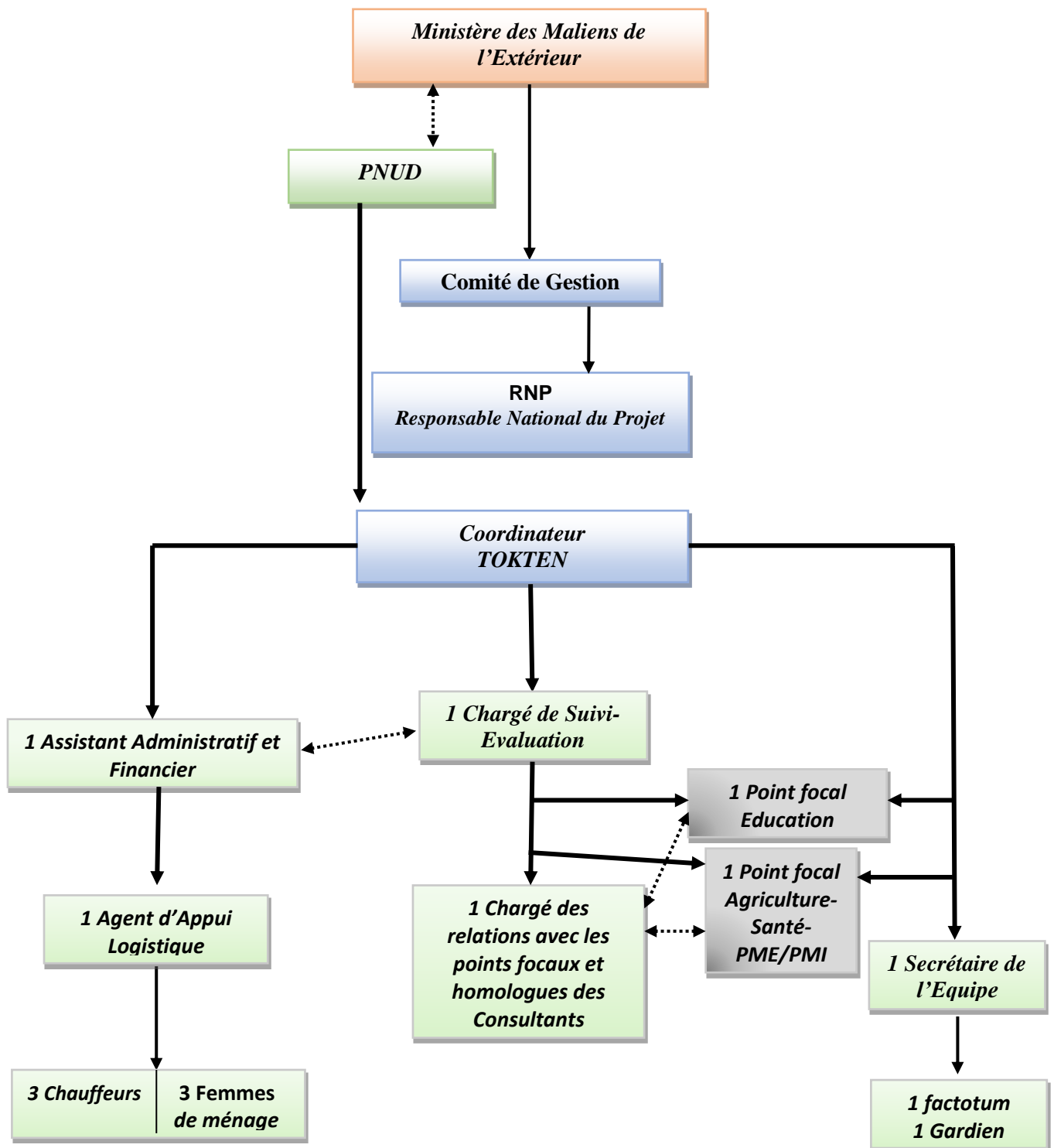
ANNEXE 5 : LISTE DES CONSULTANTS TOKTEN RENTRES DEFINITIVEMENT AU MALI

N°	Prénoms	Noms	Adresses anciens pays d'accueil	Etudes	Spécialités	Nouvelles activités au Mali
1	Sidi Mohamed	Ould Sidi Aly	05 BP 09 Abidjan 05 RCI, tél.D: 225/21 24 16 64 Cell:225 07 91 48 33 Fax:225/20 33 87 84 Tel.Bko :22 89 02 ou 28 57 29 ouldsidifr@yahoo.fr	Doct. 3è cycle	Histoire Contemporaine	Université de Bamako ENSup/Flash
2	Koh Tamba	SANGARE	C/O ONUDI 19,rue Parchappe BP 154 Dakar Tel : 13 18 76	DSGE (3è cycle)	Gestion d'entreprises ; Audit et contrôle	Cabinet de consultation privé
3	Samba	DIOP	Univ.Montréal.C.P. 6128 succ.Centre-ville, (Qc)H3C 3J7 Canada ; TélB.514-343 6111(3047)D/514/342 4255 ; diopsa@magellan.umontreal.ca	Doct	Enthropologie médicale	Univer. Bko FMPOS
4	Aminata DIALLO	SIDIBE	Rue villa Domas 92160 Atonu-France B: 01 47 76 04 63 / 06 82 73 94 87 E-mail : amidiallo@minitel.net	Doct 3è Cycle	Géo.de l'Amenagement-Urbanisme	Univer. Bko FSEG
5	Abdou Moussa	MAYGA	BP145 /6001 Gabès Hached Tunisie Portable:00216 98 46 27 65 a_mayga@yyhmail.com;Amayga@yahoo.fr	DEA-DESS	Gestion Finan.-Evalu.des entreprises	Enseign. Sup. privé
6	Bafotigui	SAKO	Dakar Sénégal tél. : 221/823 10 20 / 823 48 31 Fax : 221/822 29 64	Master of sce	Economie Agricole	Système Nations Unies
7	Souleymane Tiéfolo	KONE	HLM Las Palmas Guediawaye N° 458 Dakar Sénégal Tel. : 221/825 73 59/ 837 39 20 Fax : 221 825 73 58 E-mail : konesolo1@hotmail.com	Doct. D'Etat	Droit constitutionnel	Conseiller tech.Affaires Etrangères
8	Flaténin	TRAORE	12 Rue Jean Jacques Rousseau ; 33400 Talence - France ; Email: flatenin@yahoo.fr	BTS/Licence	Restaurat°, Sociologie, Culture	Hôtellerie (grpe AZALAÏ)
9	Fousseyni	DIARRA	9252 Millen Montréal (Québec) H2M 1W7 Tel : (514) 382 0172 / 726 6231 Email : foussd@yahoo.fr	Ingénieur	Statistique - Informatique	Enseign. Sup. privé
10	Sidiki	NANAKASSE	Niamey-NIGER;Tel:(227)73 22 93; Fax:(227) 73 38 62	Doctorat	Chimie-Physique	ONG
11	Boubacar	KANE	905 W. Lawel St. Appt. 304 Fort Collins, Co 80521, USA ; Tel. 970 491 0916 ; e-mail : boubacar@engr.colostate.edu / Kanebocar@yahoo.com	Ph.D	Génie Civil	SOMAGEP Mali

12	Amidou	DOUCOURE	Conseiller.Cult.Amb.Mali à Paris;4 Parvis du Breuil-92160 Antony Tel:01 45 48 58 43 ; Cel. : 06 83 88 06 11 ; Fax:45 48 55 34	Doct 3è cycle	Chimie Organique	Univer. Bko FAST
13	Abdoulaye Abba	TOURE	22 BP 1028 Abidjan 22 Côte d'Ivoire Tél. : 225 22 47 81 12 /07 96 73 00 E-mail : abdoulayeabbatoure@hotmail.com;btoure@peyrissac.com	Doct d'Etat	Chimie des Matériaux	
14	Cheick Pléah	COULIBALY	8, Acorn Circle apt# 302 Towson Baltimore MD 21286 USA Tél. : 410 821 0401 E-mail : cheickpleah@yahoo.fr	Ph.D	Sociologie et Communication	
15	Kadidia	MAKADJI	résidence Cassin 3 rue jacques Duclos 78280 GUYANCOURT-France; Tel : 06 10 65 97 28 ; kmakadji@yahoo.fr	BTS/Licence	Hôtellerie-Restaurations	
16	Fatou TRAORE	FAYE	Laboratoire de Microbiologie Ird Bel Air BP 1386 ; Dakar-Sénégal ; Tel:(221) 849 33 28 ; Cell.:656 96 25 ; Fax : 832 16 75 ;E-mail : fatimtraorefaye@yahoo.fr	Assistante	Recherche en Microbiologie	Centre Charles Mérieux de Bko
17	Ba Ali	TRAORE	3080 Rue de la Forest # 105;Québec ; G1W 1L8 ;Tél. : (418) 952-6961 ;Dom. : (418) 914-3593;Email : Ba-ali.traore.1@ulaval.ca; abatraore@hotmail.com;	MBA	Gestion des entreprises	
18	Alou	BARRY	Université de la biotechnologie Appliquée de Moscou Tel : 007095-1774786 ; Russie, E-mail : barry_alou@hotmail.com	Ph.D	Technologie des aliments	
19	Moussa Kiba	DOUMBIA	Montréal 870 rue St Martin, App 1 Tel D 514 934-0289 / B : 514/744 - 7554 ; E-mail : dombia@sympatico.ca	Master	Informatique Industrielle	
20	Cheick Oumar	ZERBO	Möbeck 3 ; 42327 Wuppertal ; Tél. B : 49/202 28 18 182 ; Fax : 49/202 28 18 183 ; Mobile : 49/ 173 184 55 80 ; celhadj@yahoo.de	Doct.3è cycle	Informatique électronique	
21	Mamadou	DIA	4350 Avenue DUPUIS # 09 Montréal ; H3T 1E8 Tel : (514) 73 56 874 - Québec Canada ; diamamadou@hotmail.com	Master	Communication	Univer. Bko FLASH
22	Cheick Modibo	DIARRA	Jet Propulsion Laboratory, California Institute of Technology, 4800 Oak Grove Drive, Pasadena, California 91109-8009 ; USA; E-mail : diarra@jpl.nasa.gov; cm.diarra@unesco.org	Docteur	Sciences Aéro-Spatiales	
23	Fadima TOURE	DIALLO	455,boul.René-LévesqueOuestr Montréal H2Z 1Z3 Tel:(514) 393 1000 Fax:(514) 861 1454;C:514 808 2049 Fadima.Toure@snclavalin.com	Doctorat	Econ.-Gest.de Projets-Marketing Inter.	

24	GOUNDIAM	Mady Yassa	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE), 01 BP 594 Ouagadougou 01 (B.F);L.D: (226) 50 49 28 06; Port.:76 39 90 79/71 41 38 67; goundiam_madi_Y@yahoo.fr	Doctorat	Science des matériaux	
25	COULIBALY	Cheick Pléah	8, Acorn Circle apt# 302 Towson Baltimore MD 21286 USA Tél. : 410 821 0401 E-mail : cheickpleah@yahoo.fr	Ph.D	Sociologie et Communication	
26	Mme DIARRA Oumou	SANGARE	35 PALO-Alto Place, Mount Vernon ; 10552, New York USA;cell:19 17 51 35 194;Tel:19145305296;Fax:19 14 530 52 96;oumoudz@yahoo.fr	DUEL	Linguistique, Littérature Communication, Sémiologie-Marketing	
27	Boureima	GUINDO	BP : 2607, Tel : (241) 06 23 57 05 / 07 58 70 77 / 72 11 35 ; Fax:(241) 73 82 80; Libreville - Gabon; E-mail : amadai2002@caramail.com	Doct 3è cycle	en Sciences de l'Education	ENSUP
28	Awa Soronfé	DOUMBIA	3A Cours Général De GAULLE 21000 Dijon ; +33 (0) 6 29 66 64 60 ; awasoronfe@gmail.com	Docteur	Ingénieur Matériaux	Directrice des Etudes CERFITEX
29	Daouda	TRAORE	391 rue des universités, 38400 Saint Martin d'hères, France; Cell: 0033664286015; Tel : 0033664286015; Fax: 0033476612099; daoudatr2000@yahoo.fr	Doctorat	Informatique	FAMA ségou
30	Gaoussou	SYLLA	Professeur à l'IUT2 GEA Grenoble; syllagaoussoufr@gmail.com Tel. 06 65 68 48 10 ; 17 RUE DUBOIS TAILLIS 38610 appt n°6;38610 GIERES France; Cell: 06 26 99 64 64/06 24 95 81 94; email : gaoussoufr@yahoo.fr	Doctorat	Sciences Economiques	Ministre de la Promotion de l'Investissement et du Secteur privé
31	M'Piè	DIARRA	BP : 746 EAMAC Niamey, Niger Tél.D:227/75 22 92 B:227/72 24 71 ; Fax:227/72 22 36	Doctorat	Météorologie et environnement	Ex Directeur National de la météorologie à la retraite
32	Ibrahim	TRAORE	2 Rue de la Justice 60100 CREIL France Tel : 03 44 28 04 49 Fax: 03 44 61 66 93 Portable : 06 07 04 18 10 Tel.D:(223) 221 73 47 ibrayou@yahoo.fr	Doctorat	Chirurgie Coéloscopique et digestive	Directeur Cabinet Président du Mali

ANNEXE 6 : Organigramme de la Coordination du TOKTEN



Structure du Projet TOKTEN

La structure du Programme se compose comme suit :

- un Coordonnateur ;
- un Responsable National du programme qui est également Point Focal auprès du Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ;
- un responsable suivi-évaluation ;
- un Assistant Administratif et Financier ;
- une Secrétaire d'Equipe ;
- un Agent d'Appui Logistique ;
- un Chargé des relations avec les points focaux et les homologues locaux ;
- un Factotum ;
- trois Chauffeurs ;
- un Agent de ménage pour les bureaux ;
- trois Femmes de ménage pour les résidences des experts nationaux expatriés ;
- un Responsable de volet « Education : Enseignement Supérieur, Formation Technique et Professionnelle » ;

DESCRIPTION DES POSTES

Coordinateur du Projet TOKTEN

Intitulé du poste : Coordinateur du Projet TOKTEN

Localisation du poste : Bamako

Supervision : MMEIA

Collaboration : PNUD

Postes rattachés au titulaire : Assistant Administratif et Financier ; Responsables de Volet ; Suivi-Evaluation ; secrétaire d'Equipe ; agent logistique, factotum et chauffeurs.

Missions :

Sous la supervision du Ministère chargé des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, le Coordinateur est responsable de l'exécution des activités prévues par le Programme. Il sera appuyé de deux (2) responsables de volet dont l'un pour le " Volet Secteur Privé "PME/PMI" et l'autre pour le " Volet Administration "Education, Agriculture, Santé". Le coordinateur du TOKTEN est chargé de la coordination globale et du maintien des liens fonctionnels entre les différents organes du Programme, il planifie, définit les priorités et exécute les tâches dans un environnement basé sur le travail d'équipe, le partage de l'information.

Plus spécifiquement, le Coordinateur est chargé de :

- poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'ouverture du TOKTEN aux secteurs publics (santé, agriculture) privé (PME/PMI
- superviser et coordonner l'ensemble des activités des deux volets du programme ;
- s'assurer de la qualité des actions ;
- assurer la cohérence du programme avec les autres initiatives en cours ;
- coordonner la préparation des plans de travail annuels des différentes composantes et assurer leur suivi et mise en œuvre ;
- renforcer la communication entre les différentes parties prenantes à la mise en œuvre du programme ;
- superviser la gestion des finances et des biens mis à la disposition du programme ;
- superviser l'ensemble du personnel du programme ;
- contrôler les demandes d'avance de fonds, les rapports financiers trimestriels et les rapports d'avancement du programme avant transmission au PNUD ;
- participer aux missions d'évaluation et consultations globales du programme ;
- encadrer les missions d'audit interne et leur fournir l'appui nécessaire ;
- mettre en place un mécanisme permettant un suivi régulier des différentes activités du programme ;
- réaliser toute autre activité concourant à la mise en œuvre des objectifs du programme ;

- contribuer à la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des activités du programme ;
- assurer l'organisation et le suivi des réunions du Comité de Gestion et des activités de missions des consultants nationaux expatriés y compris leurs relations avec leurs homologues, leurs parents et relations au Mali ;
- initier et suivre les démarches administratives du TOKTEN auprès du PNUD et informer régulièrement le PNUD de l'avancement du programme ;
- tenir informé le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine du déroulement des activités des experts et consulter le Comité de Gestion sur toute demande d'augmentation de la durée des missions des consultants ;
- superviser la qualité des rapports élaborés dans le cadre du TOKTEN ;
- préparer tous les trois (3) mois un rapport technique et financier à l'intention du PNUD et du MMEIA présentant le point d'avancement des travaux du programme, les principaux problèmes rencontrés et des propositions pour les résoudre ;
- suivre les aspects financiers et logistiques du programme et proposer les révisions ou modifications nécessaires à son bon déroulement ;
- consolider, en collaboration étroite avec le PNUD et en concertation avec les points focaux, le plan de travail budgétisé ;
- assurer la planification annuelle et trimestrielle des activités, et veiller sur l'obtention satisfaisante des résultats prévus dans le cadre de résultats ;
- consolider les rapports et inputs techniques destinés au Comité de Gestion ;
- développer une stratégie de partenariat pour la mobilisation de ressources avec le PNUD, les institutions gouvernementales, les bailleurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, la société civile dans le domaine du TOKTEN ;
- contribuer au renforcement de la réflexion stratégique et à la mise en œuvre de dispositifs opérationnels en terme de mobilisation de la diaspora malienne ;
- assurer la diffusion de l'information et de la communication autour du programme.

Qualifications/expérience/profil requis

- Etre détenteur d'un diplôme d'études supérieures (niveau Maîtrise minimum) en Administration Publique, Sciences Economique/ Gestion, Sciences Sociales ou équivalent ;
- Excellence connaissance de la problématique de la diaspora malienne ;
- Avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans l'un des domaines suivants : éducation, sciences humaines/sociales, économie gestion, gestion d'entreprises, gestion des ressources humaines, administration générale ;
- Expérience concrète d'au moins dix (10) ans dans la formulation, la programmation, la coordination et la gestion des programmes dans le domaine de l'éducation et de la formation ;
- des compétences avérées dans le domaine du renforcement des capacités particulièrement dans les secteurs Santé, Agriculture et PMI/PME ;

- Justifier de Connaissances et expériences, d'au moins dix (10) ans, dans la gestion des ressources humaines et du renforcement de capacités ;
- Justifier de Connaissances et expériences pratiques, d'au moins dix (10) ans, dans la formulation, la programmation, la gestion, le suivi et la coordination des programmes/projets appuyés par le PNUD, ou autres bailleurs de fonds ;
- Familiarité avec les outils de GAR ;
- Aptitude à mobiliser les ressources ;
- Posséder une expérience probante des relations avec les partenaires au développement appuyant la politique du gouvernement en matière d'éducation ;
- Posséder une bonne capacité de travail et d'organisation et des facilités de rédaction ;
- Posséder une bonne capacité de travail et d'organisation et des facilités de rédaction en français et au moins lecture en anglais ;
- Capacité confirmée de gestion d'équipe. Qualités de communication, tant dans le cadre du travail d'équipe que vers l'extérieur ;
- Bonnes connaissances en informatique de bureau ;
- Connaissance de l'approche TOKTEN, un atout de taille.

Recrutement : Le Coordinateur du Programme TOKTEN est recruté selon les règles et procédures du PNUD ;

Contrat de travail : Le Coordinateur du TOKTEN bénéficie d'un contrat de Service auprès du PNUD.

Évaluation : L'évaluation du coordinateur du TOKTEN est faite par le responsable du Programme au niveau du MMEIA.

Chargé de Suivi-Evaluation du Projet TOKTEN

Intitulé du poste : Chargé de Suivi-Evaluation

Localisation du poste : Bamako

Supérieur Hiérarchique : Coordinateur du Projet TOKTEN

Rôles et attributions du Chargé de Suivi-Evaluation

Sous la supervision directe du Coordonnateur du programme, ce spécialiste est chargé du suivi et de l'évaluation des activités à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet TOKTEN c'est-à-dire de la programmation jusqu'à l'exécution et post-exécution. Plus spécifiquement, ses tâches seront, entre autres, les suivantes :

- Concevoir une stratégie et un plan de suivi du programme afin de s'assurer de l'évolution normale des activités ;
- Concevoir une stratégie et un plan d'évaluation du programme afin de mesurer la qualité de l'exécution des activités et leur impact ;
- Veiller à l'exécution cohérente de l'ensemble des activités du programme en conformité avec les résultats attendus ;
- Appuyer les autres membres de l'équipe du programme dans le suivi et l'évaluation des activités dont ils ont la charge ;
- Assurer en collaboration avec le Coordonnateur, l'élaboration et la présentation des rapports rendant compte de l'évolution des activités aux partenaires du projet, à savoir le Ministère des Maliens de l'Extérieur, le PNUD et le Comité de Gestion;

Maintenir un lien opérationnel constant avec les différents acteurs du projet, notamment avec les secteurs publics (Education, Agriculture, Santé), privé (PME/PMI) et avec les agences nationales comme l'ANPE, le FAFPA et l'APEJ etc.

Prendre connaissance et s'appropriier du contenu du programme TOKTEN en termes d'articulation entre les objectifs, les stratégies, les résultats attendus, les activités et les budgets programmés ; contribuer à :

- Identifier, analyser et planifier les besoins et demandes d'intervention des bénéficiaires ;
- Traduire en plan de travail les objectifs et résultats attendus ;
- Etablir trimestriellement un plan de travail intégrant les interventions à mener au niveau des différentes entités bénéficiaires relevant du projet ;
- assurer la bonne marche sur le terrain des activités programmées et de leur exécution conformément aux objectifs définis, aux résultats attendus et aux budgets correspondant ;
- Assurer efficacement le secrétariat du Comité de Gestion ;

Le chargé de Chargé de Suivi-Evaluation s'occupera plus particulièrement de :

- Veiller plus spécialement au respect du calendrier des activités programmées et de celui des résultats attendus ;
- Veiller à la bonne qualité technique des prestations réalisées par les consultants ;

- Veiller à la production de rapports de missions par les experts et de rapports d'évaluation par les entités bénéficiaires des missions et veillera à la bonne qualité des rapports produits ;
- Maintenir un lien opérationnel avec les divers acteurs du CIGEM, du Codev et de toute autre structure intervenant sur le champ de la migration et particulièrement de la mobilisation de la diaspora ;
- Participer à la mobilisation des ressources financières au bénéfice du programme ;
- Exécuter les activités impliquant des actions de sensibilisation et de communication en direction des partenaires du projet ;
- Développer les partenariats avec le secteur PME/PMI ;
- Planifier les appuis des consultants et participer à la planification globale du programme ;
- préparer tous les six (6) mois un rapport technique sur le point d'avancement et des atteintes des objectifs du programme, les principaux problèmes rencontrés et des propositions pour les résoudre ;
- participer à la préparation des plans de travail annuels et trimestriels du programme et assurer leur mise en œuvre et leur suivi ; participer à l'élaboration des différents rapports d'exécution annuels et trimestriels du programme ;
- suivre les aspects financiers et logistiques du programme et proposer les révisions ou modifications nécessaires au bon déroulement des activités du programme ;
- Exécuter toutes autres tâches que le Coordinateur National du Programme lui confiera.

Qualifications/expérience/profil requis

Diplôme Universitaire (niveau MASTER requis) dans un domaine en relation avec le développement

- Diplôme d'études supérieures (niveau MASTER requis) en économie, gestion d'entreprises ou de projets, en sciences sociales, ou dans des disciplines apparentées ou équivalentes ; avoir des connaissances en ingénierie de la formation ou en développement des ressources humaines, ou en économie du développement ;
- Expériences professionnelles générales d'au moins dix ans en planification, appui institutionnel, montage et gestion de projets de développement, économie du développement ;
- Expériences professionnelles spécifiques (Connaissances et expériences pratiques), d'au moins dix (10) ans, dans la formulation, la programmation, la gestion, le suivi et la coordination des programmes/projets appuyés par le PNUD, ou autres bailleurs de fonds ;
- Bonne connaissance des acteurs institutionnels et opérationnels sur la migration et de la diaspora malienne ;
- Posséder une expérience probante des relations avec les partenaires au développement.
- Bonne connaissance de la gestion des ressources humaines et/ou de la recherche et/ou de la formation ;
- Bonne connaissance dans au moins une des politiques sectorielles du programme TOKTEN (Eduction, Santé, Agriculture PME/PMI) et en phénomène migratoire ;
- Expérience en planification stratégique et GAR ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;

- Bonne capacité de travail, d'organisation et des facilités de rédaction ;
- Capacité confirmée de travailler en équipe. Sens de la pédagogie et excellentes qualités de communication écrite et orale ;
- Grande aisance dans le travail en équipe : esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement disciplinaire et multiculturel ; capacité à coordonner divers acteurs, dynamisme, leadership et polyvalence ;
- Parfaite maîtrise de la langue française ;
- Une bonne connaissance des objectifs et stratégies de la modalité TOKTEN, des questions et politiques migratoires sera un premier atout supplémentaire ;
- Une bonne connaissance des approches et procédures des agences d'aide extérieure en général, et du PNUD en particulier est un deuxième atout supplémentaire ;
- Expérience pratique de la conception, de la mise en œuvre de projets ou du suivi-évaluation des projets de développement ;
- Excellentes connaissances en informatique de bureau ;

1. Recrutement : Le Responsable en charge du suivi-évaluation est recruté selon les règles et procédures du PNUD.

2. Contrat de travail : Le Responsable " Suivi-Evaluation" bénéficie d'un contrat de service du PNUD, renouvelable après une évaluation positive de ses compétences techniques par le Coordinateur du projet TOKTEN.

3. Evaluation : L'évaluation du Responsable " Suivi-Evaluation" est faite par le Coordinateur du projet TOKTEN.

L'Assistant Administratif et Financier du Projet TOKTEN

Intitulé du poste : Assistant Administratif et Financier

Localisation du poste : Bamako

Supérieur Hiérarchique : Coordinateur TOKTEN

Postes rattachés au titulaire : agent logistique, factotum, chauffeurs, services de ménage et gardiennage.

Missions : Assurer la gestion Administrative et Financière.

Responsabilités Générales :

Le titulaire de ce poste aura pour missions, entre autres de :

- assister le coordinateur dans l'organisation et la mise en œuvre des activités du Programme TOKTEN ;
- participer à la préparation des plans de travail du TOKTEN ;
- élaborer les programmes de budget du TOKTEN et suivre leur exécution conformément au directive du bureau de coordination du TOKTEN ;
- assurer la tenue et la mise à jour des documents comptables et administratifs du bureau de coordination du TOKTEN ;
- tenir à jour les registres des biens durables ;
- élaborer les programmes de rapports trimestriels et annuels d'exécutions budgétaires et financières ;
- préparer les programmes de rapports financiers du TOKTEN dans les délais réglementaires ;
- superviser le personnel : chauffeurs, service de gardiennage et de ménage affectées aux villas d'hébergement des experts TOKTEN ;
- participer à l'organisation et à la facilitation des missions des consultants TOKTEN (accueil, hébergement, déplacement, etc.) ;
- participer à l'élaboration des rapports d'activités du TOKTEN ;
- assurer la coordination des activités quotidiennes du personnel du secrétariat et des chauffeurs ;
- assurer la saisie et le classement des documents comptables ;
- assurer toutes autres tâches de gestion administrative et financière qui seront déterminées par le coordinateur ;
- contresigner les documents comptables.
- tenir le grand livre et les documents comptables en vue du classement et de l'enregistrement des transactions financières ;
- établir et/ou vérifier la conformité des divers contrats avec les règles et procédures du PNUD en la matière ;
- tenir les livres de caisse notamment en assurant le contrôle des dépenses et la concordance entre les livres de caisse et le grand livre ;
- faire le rapprochement des livres de caisse et des relevés bancaires ;
- établir dans les 15 jours suivant la fin de chaque trimestre, le rapport financier du programme ;
- rédiger et préparer pour la signature du coordinateur du TOKTEN les correspondances, les rapports et les documents nécessaires dans le cadre du suivi budgétaire, financier et comptable du Programme ;
- établir les demandes de fournitures et de matériels du TOKTEN ;
- assurer le contrôle de la distribution ;
- tenir des fiches d'inventaires appropriées et un registre des biens durables acquis au titre du TOKTEN ;
- Disponibilité et aptitude à travailler sous pression ;

- exécuter toutes autres tâches confiées par le Coordinateur.

Qualifications/expérience/profil requis :

- diplôme d'études universitaires en gestion financière et comptable (niveau minimum requis : diplôme de l'Institut Universitaire de Gestion - IUG ou équivalent) ;
- au moins cinq (5) années d'expériences dans le domaine du suivi budgétaire et comptable des programmes,
- avoir une bonne connaissance des approches et procédures des agences d'aides extérieures en général et du PNUD en particulier ;
- avoir une solide expérience et de bonnes connaissances des outils bureautiques ;
- avoir le contact facile et être disponible ;
- avoir une bonne capacité de communication (écrite et orale) en français et lecture en anglais ;
- aptitude à rédiger des correspondances administratives ainsi que des rapports financiers et comptables de plusieurs sources de financement ;
- grande aisance dans le travail en équipe : esprit d'équipe et d'organisation ;
- bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel.

Recrutement : L'Assistant Administratif et Financier du Programme TOKTEN est recruté selon les règles et procédures du PNUD ;

Contrat de travail : L'Assistant Administratif et Financier du Programme TOKTEN bénéficie d'un contrat de service auprès du PNUD.

Evaluation : l'évaluation de l'Assistant Administratif et Financier du Programme TOKTEN est faite par le coordinateur du TOKTEN.

Agent d'appui logistique du Projet TOKTEN

Intitulé du poste : Agent d'Appui Logistique

Localisation du poste : Bamako

Supervision : Assistant Administratif et Financier

Collaboration : Secrétaire d'Equipe

Sous l'autorité du Coordinateur, l'Agent d'Appui Logistique du Programme TOKTEN, sans être exhaustif, est chargée des tâches ci-après :

- Participer aux travaux de secrétariat.
- Participer à l'organisation au secrétariat des réunions de la Coordination du TOKTEN.
- Participer à la bonne organisation des tâches administratives sous la supervision de l'Assistant Administratif et Financier.
- Participer aux activités du volet Education.
- Participer aux activités du volet Santé, Agriculture, PME/PMI

Sous la supervision de l'Assistant Administratif et Financier :

- Participation aux préparatifs des réunions Programme TOKTEN ;
- Signaler à l'Assistant Administratif et Financier les besoins en entretiens/réparations des véhicules du Projet ;
- Superviser les chauffeurs au niveau de la tenue des carnets de bord des véhicules du Projet, le suivi régulier des périodes d'entretien des véhicules ;
- Tenir le registre des biens durables ;
- Suivi de la mise à jour des pièces administratives des véhicules ;
- Veiller à la propreté des villas attribuées au TOKTEN par l'Université ;
- Veiller sur le suivi et l'entretien des meubles et matériel : mobilier de maison, literie, appareils ménager, matériel informatique, vaisselle etc.
- Suivi de l'entretien normal et régulier des villas et signaler à l'Assistant Administratif et Financier les problèmes relatifs à l'entretien, aux travaux de réparation et à la maintenance ;
- Superviser le service de ménage et de gardiennage et signaler rapidement à l'Assistant Administratif et Financier tous problèmes, de quelque nature que ce soit, survenus au niveau des villas, pannes électriques, plomberies, réseau informatique, assainissement, nettoyages etc. informer rapidement la Coordination du TOKTEN des réparations nécessaires ;
- Exécuter toutes autres tâches à la demande du Coordinateur ;

En relation avec la Secrétaire d'Equipe :

- Participer aux travaux de secrétariat notamment :
- Saisie des documents,
- Réception, traitement, enregistrement et classement du courrier,
- Classement et archivage de tous les documents,

- Expédition, réception des messages téléphoniques, électroniques et fax,
- L'organisation de l'expédition et de la distribution du courrier,
- Mise à jour du répertoire des consultants " TOKTEN ",
- Classement des dossiers des consultants "TOKTEN ",
- Saisie et classement des contrats et ordres de mission des experts expatriés, des contrats de prestations de service et de baux administratifs,
- Organisation des missions des consultants,
- Centralisation des demandes en consultants des structures demandeuses de missions d'expertise,
- Montage des dossiers des consultants à présenter aux réunions du Comité de Pilotage,
- Accueil des experts et des visiteurs au bureau de Coordination du TOKTEN.

Qualifications/expérience/profil requis :

- diplôme d'études universitaires en gestion, sciences sociales, administration (niveau minimum requis : diplôme de l'Institut Universitaire de Gestion - IUG ou équivalent) ;
- au moins cinq (5) années d'expériences professionnelles.
- Expérience de travail au sein d'une administration publique, organisation internationale ou d'un programme ;
- Esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Connaissance de l'outil informatique et de la bureautique.

Recrutement : l'Agent d'Appui Logistique du Programme TOKTEN est recruté selon les règles et procédures NEX.

Contrat de travail : l'Agent d'Appui Logistique du Programme TOKTEN bénéficie d'un contrat signé par le Coordinateur du Programme TOKTEN, renouvelable après une évaluation positive de ses compétences techniques par l'Assistant Administratif et Financier du TOKTEN.

Evaluation : L'évaluation de l'Agent d'Appui Logistique du Programme TOKTEN est faite par l'Assistant Administratif et Financier du Programme TOKTEN.

Chargé des relations avec les points focaux et homologues des Consultants du Projet TOKTEN

Intitulé du poste : Chargé des relations avec les points focaux et homologues des Consultants

Localisation du poste : Bamako

Supervision : Chargé de Suivi-Evaluation

Collaboration : équipe du projet et points focaux

Sous la supervision du Chargé de Suivi-Evaluation du Projet TOKTEN, le titulaire du poste devra plus particulièrement :

- Prendre, au préalable, connaissance de la modalité TOKTEN et plus particulièrement du contenu du document de projet (PRODOC) et s'en approprier en termes d'articulation entre les objectifs, les stratégies, les activités menées, les résultats attendus ;
- Contribuer à la mise à jour de la banque de données des consultants TOKTEN et des structures bénéficiaires du Programme ;
- Contribuer au suivi évaluation des activités se rapportant aux secteurs d'intervention du Projet TOKTEN (Education, Santé, Agriculture et PME/PMI) ;
- Contribuer au maintien des liens opérationnels constants avec les différents acteurs, notamment avec les secteurs bénéficiaires du Projet TOKTEN (Education, Santé, Agriculture, PME/PMI, Administration centrale, Collectivités Territoriales, ONG et Associations) ainsi qu'avec les agences nationales (l'APEJ, l'ANPE, le FAFPA etc.) et les Organismes et Institutions impliqués dans la gestion des migrations ;
- Suivre sur le terrain, en lien avec le Responsable du suivi évaluation du TOKTEN, la bonne marche des activités programmées et de leur exécution conformément aux objectifs définis, aux résultats attendus et aux délais prévus ;
 - Contribuer à l'établissement des plans de travail trimestriel du Projet TOKTEN ;
 - Contribuer à la rédaction du compte-rendu du Comité de Gestion ;
 - Participer à différentes réunions de travail du Projet TOKTEN ;
 - Contribuer à l'exécution des activités impliquant des actions de communication, d'information et de sensibilisation sur le Programme auprès du public ;

L'essentiel du travail consistera à apporter un appui constant aux Points Focaux en charge des Secteurs : Education, Agriculture, Santé et PME/MI. Les points Focaux sont des personnes ressources qui servent d'interface entre les structures bénéficiaires du projet et la Coordination.

En relation avec les homologues des consultants et les Points Focaux des Secteurs : Education, Agriculture, Santé et PME/MI, le titulaire du poste contribuera à :

- la planification en amont des missions des consultants pour un meilleur ciblage des besoins (demandes) ;
- la coordination des activités du Projet TOKTEN avec les stratégies et politiques des secteurs ciblés ;
- la collecte des informations, des documents (fiches de réalisation de missions, TDR des missions, rapports de missions et d'évaluation de missions établis par les structures bénéficiaires du Projet TOKTEN etc.) ;
- la préparation et l'organisation des missions dans les conditions optimales.

La Secrétaire d'équipe du Projet TOKTEN

Description de poste :

Intitulé du poste : Secrétaire

Localisation du poste : Bamako

Supérieur Hiérarchique : Coordinateur du TOKTEN

Responsabilités Générales : travaux de secrétariat

Tâches principales :

- Assurer tous travaux de secrétariat ;
- Tenir à jour le répertoire des consultants nationaux expatriés, la liste des noms et adresses des consultants nationaux et internationaux, des numéros de téléphones des autorités officielles maliennes, des représentations diplomatiques et des organisations internationales ;
- Appuyer l'Assistant Administratif et Financier dans la préparation des réunions du bureau de coordination et des missions des consultants.

Missions :

Sous l'autorité directe du Coordinateur, la Secrétaire du TOKTEN, sans être exhaustif, est chargée des tâches ci-après :

Tous travaux de secrétariat notamment :

- Saisie des documents,
- Réception, traitement, enregistrement et classement du courrier,
- Classement et archivage de tous les documents,
- Expédition, réception des messages téléphoniques, électroniques et fax,
- L'organisation de l'expédition et de la distribution du courrier,
- Mise à jour du répertoire des consultants " TOKTEN ",
- Classement des dossiers des consultants "TOKTEN ",
- Saisie et classement des contrats et ordres de mission des experts expatriés, des contrats de prestations de service et de baux administratifs,
- Suivi des stocks de fournitures de bureau ;
- Réception du matériel et des fournitures de bureau (en relation avec l'Assistant Administratif et Financier),
- Centralisation des demandes en consultants des structures demandeuses de missions d'expertise,
- Montage des dossiers des consultants à présenter aux réunions du Comité de Gestion,
- Participation aux préparatifs de toutes les réunions concernant le TOKTEN,
- Appui à l'Assistant Administratif et Financier dans l'organisation des missions de consultation,
- Accueil des experts et des visiteurs au bureau de Coordination du TOKTEN.

Qualifications/expérience/profil requis

La Secrétaire d'Equipe du Programme doit répondre aux qualifications suivantes :

- Diplôme d'études professionnelles en secrétariat, ou administration ;

- Au moins cinq (5) ans de pratique dans le domaine du secrétariat et de l'administration ;
- Expérience de travail au sein d'une administration publique, d'équipe de programme ou organisation internationale ;
- Esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Disponibilité et aptitude à travailler sous pression.

Recrutement : La Secrétaire d'Equipe du Programme est recrutée selon les règles et procédures NEX.

Contrat de travail : La Secrétaire d'Equipe du Programme bénéficie d'un contrat signé par le Coordinateur du Programme TOKTEN, renouvelable après une évaluation positive de ses compétences techniques.

Evaluation : L'évaluation de la Secrétaire d'Equipe du Programme est faite par le Coordinateur du Programme TOKTEN

Le Chauffeur du Projet TOKTEN

Description de poste :

Intitulé du poste : Chauffeur

Localisation du poste : Bamako

Supérieur Hiérarchique : Coordinateur TOKTEN

Rôle et attributions

Sous la supervision directe de l'Assistant Administratif et Financier, le Chauffeur sera chargé d'assurer la conduite et l'entretien régulier du véhicule qui lui sera affecté. D'une manière spécifique, il aura à accomplir les tâches suivantes :

- Entretien régulièrement les véhicules (lavage et nettoyage intérieur et extérieur)
- Faire preuve d'une conduite sécuritaire et préventive des véhicules ;
- Tenir à jour les carnets de bord des véhicules ;
- Vérifier quotidiennement les niveaux d'huile et de liquide ;
- Examiner régulièrement l'état de la mécanique et des pneus, signaler toute défectuosité à l'Assistante Administrative et Financière ;
- Superviser les réparations et faire effectuer les vidanges régulières auprès du fournisseur désigné par l'Assistante Administrative et Financière
- Effectuer l'approvisionnement de carburant ;
- En cas d'accident, veiller à ce que toutes les formalités prévues soient accomplies.
- Effectuer les courses du programme ;
- Distribuer le courrier ;
- Accomplir diverses autres tâches connexes à la demande du Coordinateur ou l'Assistant Administratif et Financier.

Le chauffeur est tenu d'être à l'heure et à l'endroit indiqué, proprement habillé et prêt pour servir avec courtoisie et discrétion.

Qualifications/expérience/profil requis

Le chauffeur doit répondre aux qualifications suivantes :

- Certificat d'études primaires au moins ;
- Être titulaire d'un permis de conduire de catégorie B au moins ;
- Dix 10 ans de pratique dans la conduite ;
- Connaissance dans l'entretien des véhicules,
- Expérience de travail au sein d'une administration publique, organisation internationale ou centre de recherche (fournir attestations de travail) ;
- Esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel.

Recrutement : Le chauffeur affecté à la conduite du Coordinateur est recruté selon les règles et procédures du PNUD. Il bénéficie à cet effet d'un contrat de service du PNUD. Les autres chauffeurs sont recrutés par le coordinateur du Programme selon les règles et procédures NEX.

Evaluation : L'évaluation des chauffeurs du Programme TOKTEN sont faites par le Coordinateur du Programme TOKTEN.

Le Factotum du Projet TOKTEN

Description de poste :

Intitulé du poste : Factotum

Localisation du poste : Bamako

Supérieur Hiérarchique : Coordinateur TOKTEN

TACHE :

Sous l'autorité du Coordinateur du TOKTEN, le rôle du Factotum constituera à aider la coordination du Programme à exécuter différents travaux tels que :

- la photocopie, la reliure et l'assemblage de documents ;
- le suivi de l'entretien courant des machines de reprographie ;
- la distribution du courrier ;
- l'appui supplémentaire au secrétariat si nécessaire ;
- l'accomplissement de toute tâche confiée par le Coordinateur.

Profil du poste

Le Factotum doit répondre aux qualifications suivantes :

- Diplôme d'études fondamentales au moins ;
- Trois (3) ans de pratique dans le domaine du Factotum ;
- Connaissance dans l'entretien des équipements de reprographie.
- Expérience de travail au sein d'une administration publique, organisation internationale ou d'un programme ;
- Esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Connaissance de l'outil informatique et de la bureautique.

Recrutement : Le Factotum du Programme TOKTEN est recruté selon les règles et procédures NEX.

Contrat de travail : Le Factotum du TOKTEN bénéficie d'un contrat signé par le Coordinateur du Programme TOKTEN, renouvelable après une évaluation positive de ses compétences techniques.

Evaluation : L'évaluation Le Factotum est faite par le Coordinateur du Programme TOKTEN

Les Points Focaux du Projet TOKTEN

Les Points Focaux sont des personnes ressources qui sont les interfaces entre leurs structures d'appartenance et la Coordination du TOKTEN. Ils travaillent sur la base des plans de travail du Projet TOKTEN. Ils sont chargés, entre autres, de maintenir des liens opérationnels constants avec les différents acteurs notamment avec les services et entités demandeurs.

Ils ont pour missions de contribuer à :

- la planification en amont des missions des consultants pour un meilleur ciblage des besoins (demandes) ;
- la coordination des activités du Projet TOKTEN avec les stratégies et politiques de leur département respectif ;
- l'identification et la sélection des consultants TOKTEN pour un meilleur ciblage des compétences requises (offre) ;
- l'élaboration des termes de références des missions ;
- l'information/sensibilisation sur le Programme ;
- la préparation et l'organisation des missions dans les conditions optimales ;
- la bonne marche sur le terrain des activités programmées et de leur exécution conformément aux objectifs définis ;
- la bonne qualité technique des prestations réalisées par les consultants ;
- la production de rapports de missions par les experts et de rapports d'évaluation par les entités bénéficiaires des missions.

Les Points Focaux ont également, entre autres, les tâches suivantes :

- participer, le cas échéant, à la mobilisation des ressources au bénéfice du programme au titre des coûts partagés avec les bénéficiaires du TOKTEN au niveau de leur département ;
- identifier, analyser et planifier les besoins et demandes d'intervention au titre du programme de la part des bénéficiaires de leur département ;
- veiller plus spécialement au respect du calendrier des activités programmées et de celui des résultats attendus ;
- participer à la planification globale du programme ;
- servir de personnes ressources au sein du projet TOKTEN pour les questions relevant de leurs ministères ou de leurs structures d'appartenance ;
- préparer, le cas échéant, un projet de protocole d'accord à mettre en place avec leur département lors de la mise en œuvre du programme TOKTEN ;
- enfin, produire à l'attention du coordinateur du projet TOKTEN, un rapport mensuel ou trimestriel sur leurs activités.
- Le paiement de la prime est subordonné à la production de ce rapport.
- Les points focaux assument la responsabilité de la mise en œuvre des actions entreprises au niveau leurs structures d'appartenance qui procèdent à leur désignation.

Qualifications/expérience/profil requis

- Avoir des qualifications et expériences en rapport avec le poste ;
- Bonne connaissance de la politique de leurs départements respectifs ;
- Posséder une bonne capacité de travail et d'organisation ;

- Grande aisance dans le travail en équipe : esprit d'équipe et d'organisation, bonnes relations interpersonnelles et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Grande disponibilité et aptitude à travailler sous pression ;
- Maîtrise de l'outil informatique.

Recrutement : Les points focaux sont sélectionnés et/ou nommés par leurs structures d'appartenance.

Primes : Les points focaux bénéficient d'une prime mensuelle de responsabilité dont les montants sont arrêtés ci-dessous :

- Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet TOKTEN transitoire, les primes allouées aux sont fixées comme suit :
 - Point Focal du Département de tutelle..... 500 000 francs CFA par mois
 - Point Focal d'autres département ou structures 300 000 francs CFA par mois.
- Conditionnalités : les primes servies aux points focaux du projet TOKTEN sont payables uniquement sur production de rapports d'activités.

Les Antennes de Relais du Projet TOKTEN

Missions assignées aux antennes de relais TOKTEN :

Les antennes travaillent avec la coordination du programme et sont placées sous l'égide des représentations diplomatiques. Elles ont pour missions d'assurer :

- le contact avec les cadres maliens résidents à l'étranger ;
- la contribution à la diffusion de l'esprit du TOKTEN, pour une grande mobilisation, mais aussi pour améliorer le système d'identification et de sélection des compétences susceptibles de participer aux activités du programme ;
- la préparation des consultants et l'organisation des missions dans les conditions optimales ;
- l'organisation de la diaspora malienne à travers un réseau connecté avec le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, la communauté scientifique nationale et la coordination du programme ;
- la constitution d'associations de la Communauté malienne des enseignants chercheurs, lieux de rencontre des scientifiques expatriés, des professionnels, stagiaires et étudiants ;
- la mise en place de mécanismes de collecte et d'acheminement des divers dons destinés aux bénéficiaires du Programme, jusqu'ici, laissés à l'initiative des efforts consentis par les consultants " donateurs " et le secrétariat de coordination du Programme TOKTEN.

Fonds de roulement des Antennes de Relais

Les responsables d'Antennes de Relais fournissent des efforts financiers sur ressources propres pour leurs déplacements à l'intérieur de leur zone d'intervention et pour d'autres dépenses liées au fonctionnement de l'antenne. Pour compenser ces dépenses, il est alloué aux responsable désigné, un budget de fonctionnement annuel d'un montant forfaitaire de 400 euros, soit environ 262 380 francs CFA.

Conditionnalités : Le budget de fonctionnement annuel responsable d'Antennes de Relais est payable uniquement sur production de rapports d'activités.